



MONOGRAPHIE

ASSOCIATION INTERNATIONALE
DES VILLES ÉDUCATRICES • N°8

Ville,
soins et
éducation

Association International des Villes Éducatrices (AIVE)

C/ Avinyó 15, 4ème étage 08002 Barcelone (Espagne)
www.edcities.org

COORDINATION :

Yayo Herrero
Marina Canals et
M^a Ángeles Cabeza,
Secrétariat de l'AIVE

TRADUCTIONS :

Michel Levaillant

RÉVISION DE STYLE ET CORRECTIONS :

Jean-Paul Arpi, Ville de Rennes
Ubiquis Spain
Iris Aviñoa Ordóñez,
Secrétariat de l'AIVE

© DE L'ÉDITION :

AIVE

© DES ENTRETIENS ET DES ARTICLES :

Les auteurs

© DES PHOTOGRAPHIES :

Spécifié à chaque photo

PHOTOGRAPHIE DE LA COUVERTURE :

©123rf.com/lumineimages

MAQUETTE :

Voilà [illustration et conception graphique]

DATE DE PUBLICATION :

Septembre 2023

ISSN

2013 - 6994



Attribution - Utilisation non commerciale - Pas d'œuvre dérivée



La marca de la
gestión forestal
responsable

Ville, soins et éducation



ASSOCIATION
INTERNATIONALE DES
**Villes
Éducatrices**



SOMMAIRE

07 ÉDITORIAL

Yayo Herrero

10 ARTICLES



10 Soins et durabilité de la vie en situation d'urgence
Amaia Pérez Orozco



18 Villes partagées équitables : planification de l'égalité sexo-spécifique et conception des espaces publics en fonction des genres
Eva Kail



30 La ville éducatrice contribue fortement à une meilleure santé urbaine à l'ère de la ville bienveillante
Francisco Obando

40 ENTRETIENS



40 Verónica Gago
Enseignante, éditrice et militante féministe



50 Giusi Nicolini
Ancienne maire de Lampedusa e Linosa



60 Gaëlle Rougier
Conseillère à l'Éducation de Rennes



70 Ada Colau
Ancienne maire de Barcelone

80 EXPÉRIENCES



80 Andong
Centres d'apprentissage heureux



86 Vila Nova de Famalicão
'EnvolvAr-te': Cirque pour tous



90 Barcelone
Abris climatiques dans les écoles



94 Horizonte
Brodant la résistance



98 Loures
Cours d'eau vivants





ÉDITORIAL



Yayo Herrero, Anthropologue, éducatrice sociale, enseignante et militante écoféministe.

Nous traversons une époque historique marquée par la crise écologique et l'augmentation des inégalités et de la vulnérabilité en matière de droits économiques, politiques et sociaux, aussi bien individuels que collectifs. Cette époque est marquée par l'incertitude et la conscience, de plus en plus forte, des tensions et des fractures de divers types qui menacent directement la dignité et la survie de nombreux êtres humains et non humains.

Les villes sont profondément affectées par cette crise multidimensionnelle. Les vagues de froid ou les canicules, la dépendance alimentaire et énergétique, la difficulté d'accès au logement, la pollution, l'individualisme, l'absence de protection, voire l'abandon affectent des secteurs croissants de la population. Dans ce contexte, un sentiment d'insécurité grandit chez les habitant.e.s dans la plupart des pays et les expressions politiques identitaires et excluantes s'accroissent, rendant difficile le dialogue et la recherche de consensus qui permettraient de réfléchir ensemble à des manières alternatives de vivre en commun. Dans cet état de fait, les villes ont besoin de transformations majeures pour que l'on puisse y vivre dans la dignité, la justice et la joie.

Les Villes éducatrices ont exprimé, à travers leur Charte, leur engagement permanent pour les processus qui permettent de construire la société et une citoyenneté autonome et solidaire, pour être capable de vivre ensemble dans la différence et d'affronter pacifiquement ses conflits. Cette citoyenneté est consciente des défis actuels, et elle est dotée de connaissances et de compétences qui lui permettent d'assumer la coresponsabilité de leur résolution.

Parmi les nombreuses questions qui doivent être abordées, l'une d'entre elles, fondamentale, concerne la reconnaissance de la vulnérabilité de chaque vie humaine et, par conséquent, l'impossibilité de vivre

dignement sans que les besoins de chaque individu soient convenablement satisfaits, c'est-à-dire sans que l'on prenne soin des vies.

La vie ne se maintient pas d'elle-même, elle doit être entretenue intentionnellement. Et tous les êtres humains ont des besoins quotidiens qu'ils doivent satisfaire pour rester en vie : nourriture, eau, énergie, logement, soins, relations... Tout au long de l'histoire, les femmes ont été — et sont encore — les principales pourvoyeuses de la reproduction quotidienne et générationnelle de la vie. En effet, dans le monde entier, la division sexuelle du travail, propre aux sociétés patriarcales, délègue la majeure partie de la reproduction quotidienne et générationnelle de la vie à la sphère domestique.

Les analyses de la féminisation de la pauvreté révèlent des inégalités dans une perspective de genre. Les femmes assument non seulement les emplois les moins protégés et les plus précaires mais aussi une part disproportionnée de la responsabilité du travail de soins non rémunéré. Or, cela rend la vie difficile dans la sphère professionnelle et fait peser d'énormes pressions sur celles qui doivent maintenir les conditions de vie du noyau familial dans des sociétés de plus en plus précarisées. La fragilité de l'État social et la féminisation des responsabilités en matière de soins dans les sociétés urbaines sont liées et génèrent une crise des soins qui, à son tour, produit de nouvelles inégalités en termes de quantité et de qualité des soins reçus par les catégories de la population qui ne peuvent se permettre de les payer.

Paradoxalement, les emplois dans le secteur des soins sont extrêmement précaires et non protégés. Ces soins sont effectués de manière invisible dans les foyers et de manière plus visible dans les résidences, les crèches, les hôpitaux ou d'autres services et établissements sociaux, où le travail est souvent mal payé et sous-évalué même si, comme l'a montré la pandémie du

coronavirus, il s'agit de tâches essentielles qui ne peuvent être négligées.

Cette monographie vise à faire la lumière sur toutes ces questions souvent occultées. Elle tente d'analyser et de montrer la complexité du concept parfois nébuleux, parfois mythifié et souvent simplifié du care ou soins pour la vie. Elle vise également à rendre compte d'expériences et de pratiques reproductibles qui font du soin de la vie, de la collectivité et du territoire leur objectif central.

La monographie est divisée en trois parties. La première contient trois articles approfondis qui abordent la question des soins de longue durée sous différents angles. Amaia Pérez Orozco, économiste, commence par les fondamentaux : de quoi parlons-nous lorsque nous parlons de soins ? Quelles sont les propriétés de la vie qui doivent être maintenues ? Elle insiste sur la nature vulnérable et éco-dépendante de la vie humaine. Elle met en garde contre une utilisation abusive de l'idée de soins et la possibilité de mettre en œuvre une éthique réactionnaire des soins qui justifierait l'exploitation des femmes et déresponsabiliserait les autres — principalement les hommes — et les institutions. L'autrice classe la nature des soins et conclut par une proposition qui pourrait placer les soins pour la vie dans son ensemble au centre des politiques publiques.

Eva Kail, urbaniste, propose une analyse de la ville dans une perspective de genre. L'urbanisme et la mobilité se sont auto-définis comme des disciplines neutres en termes de genre. Or, l'autrice montre que

« Cette monographie tente d'analyser et de montrer la complexité du concept du care ou soins pour la vie »

cette affirmation est erronée et que le récit masculin de l'urbain a généré une ségrégation spatiale et temporelle, ainsi que des perceptions de la vie urbaine qui ont conduit à une ségrégation dans la ville. Alors que la rue et l'espace public étaient associés au travail, aux voitures et au masculin, le foyer et la vie familiale étaient liés au féminin. Les femmes ont été retirées des rues et des avenues et ont fini par développer un sentiment d'insécurité qui provoque la peur et le malaise lorsqu'il s'agit d'habiter l'espace public.

Enfin, **Francisco Obando**, spécialiste de la planification urbaine, de la santé internationale et de la médecine tropicale, aborde la question sous l'angle de la santé publique dans la ville éducatrice. Dans son texte, il défend et donne des exemples de l'importance des espaces verts dans les villes, analyse comment les informations dont disposent les gouvernements locaux peuvent être mises au service de la santé publique, et comment les pratiques de gouvernance et les connaissances des agents qui interviennent sur le territoire peuvent être déterminantes dans les questions de santé.

La deuxième partie de la monographie comporte quatre entretiens. Dans le premier entretien, **Verónica Gago**, professeure à la faculté des Sciences sociales de Buenos Aires et féministe, présente le mouvement Ni Una Menos (Pas une de moins) et explore sa perception et son impact sur les villes. Elle répond à des questions centrales sur la peur, le mouvement social et la revendication du mouvement « Faire de la rue notre maison ».



Giusi Nicolini, ancienne maire de Lampedusa e Linosa (Italie), traite des besoins découlant de la migration et de l'accueil des personnes qui entreprennent légitimement un projet de migration ou de celles qui sont directement expulsées de leur lieu d'origine en raison des guerres, du changement climatique ou de l'extractivisme, l'exploitation massive des ressources de la nature ou de la biosphère.

Gaëlle Rougier, conseillère municipale déléguée à l'Éducation à Rennes (France), donne dans son interview du contenu au concept de ville santé. Elle explique l'engagement en faveur du droit à la santé intégrale, qui couvre des questions telles que l'aménagement du territoire, la mobilité, l'accessibilité, l'adaptation aux vagues de chaleur, l'éducation, l'alimentation, etc. pour l'ensemble de la population. Elle met l'accent sur les soins et l'attention aux personnes âgées, aux différents besoins fonctionnels ou infantiles. Elle souligne également la participation des habitant.e.s à la gestion de la santé, en évoquant la nécessité de promouvoir la démocratie sanitaire.

Enfin **Ada Colau**, ancienne maire de Barcelone (Espagne), expose les défis alimentaires auxquels sont confrontées les villes et illustre les possibilités ainsi que les difficultés de les relever dans la capitale catalane. Il s'agit d'une question que la maire aborde sous de multiples angles : justice alimentaire, santé, durabilité et approche de genre. Elle souligne que la transition vers des modèles alimentaires équitables et durables est une condition essentielle pour faire face aux urgences climatiques et énergétiques.

La troisième et dernière partie de la monographie contient un ensemble de cinq expériences représentatives de beaucoup d'autres qui, pour des raisons évidentes d'espace, ne peuvent pas être présentées ici.

Le conseil municipal d'Andong (Corée du Sud) encourage depuis 2014 la création de **Happy Learning Centers** (*Centres d'apprentissage heureux*) dans différents lieux de la ville dont l'hôpital d'Andong, afin que les patients hospitalisés, leurs familles et les visiteurs extérieurs puissent bénéficier d'activités éducatives et culturelles, contribuant ainsi à améliorer leur état émotionnel et physique pendant leur séjour à l'hôpital.

EnvolvAr-te - Circo por todos (*Être impliqué à travers l'art - Cirque pour tous*), est un projet entamé en 2017

« L'ensemble du contenu de cette monographie met en évidence la nécessité de construire une responsabilité collective pour le maintien de la vie »

à Vila Nova de Famalicão (Portugal), qui vise à inclure les personnes présentant une diversité fonctionnelle par le biais des arts du cirque, en promouvant de manière ludique des manières de faire face et de réagir à l'erreur et à la peur, de combattre l'anxiété et la timidité, ainsi que d'explorer et de dépasser ses propres limites.

Les **Refugis Climàtics a les Escoles** (*Abris climatiques dans les écoles*) à Barcelone (Espagne) consistent à ouvrir des écoles publiques et à les adapter pour qu'elles deviennent autant d'abris pour tous les habitants et toutes les habitantes en cas de canicule ou d'autres événements climatiques extrêmes.

Bordando Resistência: Bordeiras de Alto Alegre (*Brodant la résistance : les brodeuses d'Alto Alegre*) de Horizonte (Brésil) est une pratique menée par des femmes noires pour tisser un pouvoir collectif et des initiatives d'économie sociale à travers la broderie.

Enfin, **RiosComVida** (*Cours d'eau vivants*) à Loures (Portugal) est une expérience dans laquelle l'éducation environnementale et l'encouragement de l'implication des habitant.e.s mènent à la coresponsabilité dans le soin de l'eau, du paysage et du bien-être et des soins des citoyens.

Ces trois dernières expériences ont été les lauréates de la 4e édition du Prix des Villes éducatrices, consacré en 2022 aux bonnes pratiques de promotion des soins dans la ville.

Nous concluons en soulignant que l'éducation à l'éthique et au droit de prendre soin — et de prendre soin de manière digne — pourrait servir de levier pour la construction d'un réseau dans lequel tous les individus et tous les agents sociaux seraient conjointement responsables des soins et de la régénération permanente du bien-être ; un réseau dans lequel les vies prises en charge ne le seraient pas aux dépens d'autres vies — humaines ou non humaines.

L'ensemble du contenu de cette monographie met en évidence la nécessité de construire une responsabilité collective pour le maintien de la vie. Celle-ci présuppose une attitude éthique et une volonté d'assumer la responsabilité de sa propre vie, ainsi que celle des autres personnes et, dans un sens plus large, de la planète. Nous espérons que cette monographie intéressera celles et ceux qui la liront et que ses propositions seront multipliées.



SOINS ET DURABILITÉ DE LA VIE EN SITUATION D'URGENCE

Amaia Pérez Orozco, membre du Collectif XXK, féminismes, pensée et action.
Docteure en économie de l'Université Complutense de Madrid.

Ce texte part du constat que les soins ne peuvent pas n'être qu'un point supplémentaire dans un programme électoral ou un secteur de plus de la politique municipale, un thème additionnel plus ou moins idéalisé, plus ou moins « gentillet », mais limité au bastion des femmes et de « leurs petites affaires ». Bien au contraire, le domaine du soin doit nous servir comme mécanisme de contestation du monde dans lequel nous vivons

et de phare pour nous orienter dans la politique de transition sociale et écologique que nous construisons. Nous commençons donc par introduire la vision de durabilité de la vie dans la manière d'envisager les soins. À partir de là, nous débattons des diverses approches des soins et nous explorons leurs implications en termes de politique publique. Enfin, nous considérons qu'en partant des soins émerge la défense du « public-collectif ».

La pandémie a mis en évidence des questions critiques que les regards portés sur les soins ainsi que la durabilité de la vie révélaient depuis longtemps. Nous avons constaté, en effet, que ce qui était en jeu était la vie elle-même : sans elle, il n'y a pas de système productif... ni rien d'autre, d'ailleurs. Ce qui était auparavant résolu de manière invisible est devenu visible, et nous avons constaté que nous avions besoin de formes collectives jusqu'alors inexistantes pour maintenir la vie en commun. Nous avons aussi constaté l'organisation perverse du travail : plus il est nécessaire socialement, plus il est féminisé et racialisé, et moins il est valorisé en termes mercantiles et de droits sociaux. À quoi cela est-ce dû ? Et, surtout, comment affronter ces problèmes structurels ?

LA DURABILITÉ DE LA VIE

Considérer la durabilité de la vie, c'est parier pour un changement de vision analytique : ce qui nous intéresse n'est pas seulement de savoir comment vont l'emploi, l'inflation ou le PIB, par exemple, sinon ce qui se passe quant à la vie des individus et à la vie de la planète. Pour ce faire, nous devons comprendre les marchés, certes, mais aussi un vaste ensemble de processus socioéconomiques qui tendent à demeurer masqués quand on s'intéresse pour l'essentiel au commerce. Mettons en lumière toutes les dimensions invisibles du système socioéconomique et toutes les inégalités dans la répartition du travail et des ressources. Considérons une approche du système socioéconomique depuis la base : ne donnons pas pour un fait acquis que la vie est et sera toujours, sinon demandons-nous comment la maintenir de manière permanente, quotidienne et toujours inachevée.

Dans ce regard confluent diverses perspectives critiques, et tout particulièrement féministes et écologistes, qui partent de la compréhension de la vie comme une réalité de vulnérabilité : c'est une possibilité mais ce n'est pas une certitude. Pour qu'elle se produise, il faut que soient réunies les conditions qui la permettent, il faut la reconstruire quotidiennement, la maintenir et la soigner. Et cela ne peut être fait qu'avec le reste, en commun, et sur une planète vivante : la vie est une réalité d'interdépendance et d'écodépendance. Considérer la durabilité de la vie signifie comprendre que notre monde est un réseau de vie en commun enraciné

dans l'écosystème et pas une somme d'individualités autosuffisantes flottant dans le vide.

Dès lors, nous dénonçons que, dans ce modèle de développement hégémonique, la reproduction de la vie est un moyen pour une fin distincte (la valorisation et l'accumulation dans les marchés capitalistes), dans laquelle la vie est toujours menacée : il y a, en effet, un conflit structurel et irrésoluble capital-vie. Ce conflit, par définition dans le capitalisme, situe les marchés à l'épicentre, garantissant les conditions socioéconomiques qui permettent leur bon fonctionnement ; ce qui suppose l'inexistence d'une responsabilité collective pour maintenir la vie. Dans l'État providence non plus, y compris dans ses meilleures versions, qui a toujours été basé sur la division sexuelle du travail, la déprédation environnementale et l'inégalité globale. L'État providence survit dans la tension capital-vie, mais ne la dépasse pas. Dans l'ensemble, il s'agit d'un modèle de *mal-développement biocide*, qui accorde une valeur radicalement inégale aux diverses vies.

Face à cela, demandons-nous donc comment construire un autre monde dans lequel toutes les vies, dans leur diversité et sur une planète vivante, ont de l'importance ; dans lequel la durabilité du bien-vivre, d'une vie qui mérite d'être vécue, se situe comme axe de gravité, en repoussant celui de l'accumulation commerciale. Ce regard représente un pari politique.

CRISE MULTIDIMENSIONNELLE ET TRANSITION ÉCO-SOCIALE

Du point de vue de la durabilité de la vie, nous considérons la crise actuelle d'une manière distincte à la vision hégémonique. Nous pensons en effet qu'elle n'est pas venue avec la pandémie, comme elle n'est pas non plus apparue avec le choc financier de 2007-2008. La crise que nous voyons est d'une telle portée qu'elle est mieux définie comme une transition éco-sociale. En elle, conflue l'effondrement écologique avec la crise mondiale, accumulée et multidimensionnelle (politique, éthique et socioéconomique ou de reproduction sociale). Parler de transition éco-sociale équivaut à parler de crise de civilisation, au sens où le modèle de civilisation de la modernité (capitaliste, hétéro-patriarcal, colonialiste et écocide) est en cours de transformation.

La crise économique de reproduction sociale, qui caractérisait déjà le Sud global (avec une intensité très



Académie des femmes, gouvernement de Suseong-gu (Corée du Sud).

différente selon les lieux), vise aujourd'hui de plus en plus le Nord global (dans un plus grand nombre de territoires et de collectifs). Nous vivons un processus de *périphérisation du centre*. Il devient évident que ce modèle de *mal-développement* ne nous comprend pas tous, et encore moins toutes. Et cela se produit dans le cadre d'un effondrement écologique qui oblige à la décroissance de la sphère matérielle de nos sociétés : comment va être distribuée cette inévitable réduction de notre base métabolique ?

La question n'est pas de savoir si nous voulons que le monde change, puisque le changement est en cours ; la question est de savoir si nous voulons être responsables de ce changement pour tenter de le conduire vers un avenir dans lequel le vivre-ensemble sera possible. Nous rendre responsables du chemin qu'emprunteront les soins peut nous offrir des pistes pour mener à terme cette transition. Dans la mesure où ils sont liés à la vie quotidienne, sans déguisements, ils permettent de voir rapidement des phénomènes qui, sous le filtre des marchés, tardent à être appréhendés. C'est ce qui se passait quand, dans le contexte du Nord global, on parlait déjà d'une crise avant la crise des subprimes de 2007-2008 : on parlait de la crise des soins pour faire référence au décalage

entre l'apparente bonne marche des marchés et la mauvaise marche de la vie quotidienne, ressentie de manière plus aigüe par celles/ceux qui assumaient le plus de responsabilités de soins.

DE QUOI PARLE-T-ON QUAND ON PARLE DE SOINS ?

Comment la vision de la durabilité de la vie est-elle liée à la notion de soins ? Ce lien a été construit principalement grâce aux féminismes. La notion de (travail de) soins est liée à d'autres travaux (travail domestique, travail non-rémunéré, travail reproductif, etc.) avec lesquels on tente de mettre à jour des tâches qui ont été assumées historiquement par les femmes, inégalement réparties avec les hommes et entre les femmes elles-mêmes. Elles ont été réalisées gratuitement ou mal payées ; et elles ont soutenu la vie dans un système dans lequel non seulement reproduire la vie n'est pas une responsabilité collective, sinon dans lequel la vie est en danger. Dans ce vaste cadre, il y a deux approches à la notion de soins.

Une première approche vise à se demander comment la vie se poursuit dans ce contexte hostile et de déresponsabilisation. On affirme que c'est dans les soins, considérés comme la face B du système, que l'on assume la responsabilité de maintenir la vie agressive de toutes parts. Les soins n'ont pas un contenu prédéterminé, sinon qu'ils se caractérisent par les conditions dans lesquelles ils sont effectués et pourquoi ils sont effectués. À travers eux, les foyers acquièrent, transforment et maintiennent les biens et les services provenant du marché et du secteur public ; ils génèrent toutes les ressources supplémentaires nécessaires qui ne proviennent pas du foyer ; et ils couvrent la facette affective et relationnelle des attentes de vie des



Centre d'Éducation Précoce, Gouvernement de la Ville Autonome de Buenos Aires (Argentine).

individus. En dernière instance, ils couvrent des fonctions multiples (depuis répondre à la dépendance jusqu'à garantir les chaînes alimentaires ou l'approvisionnement énergétique, fournir des vêtements, couvrir les nécessités éducatives, se charger du transport, etc.) en s'assurant de garantir les conditions concrètes de régénération du bien-être émotionnel et matériel quotidien. De cette manière, les soins parviennent à clore le cycle économique, c'est-à-dire la régénération constante de la vie même.

« La notion de soins est liée à d'autres travaux avec lesquels on tente de mettre à jour des tâches qui ont été assumées historiquement par les femmes »

Parallèlement, ils rouvrent le cycle économique en fournissant une force de travail renouvelée, dans le cadre d'un marché du travail qui requiert une main-d'œuvre pleinement disponible et flexible, avec toutes ses nécessités de reproduction résolues et sans la moindre responsabilité de soins conditionnant sa présence. Ce modèle fonctionne dans tout le domaine du public ; le *travailleur libre de soins* est, en termes politiques plus larges, un citoyen *libre de soins*. Les inégalités de genre sur le marché du travail sont étroitement liées au fait que les femmes, en s'insérant dans le monde du travail, ne répondent que rarement à ce modèle. Et, quand elles le font, c'est en général parce que d'autres couvrent ces responsabilités, générant ainsi ce que l'on appelle des chaînes (globales) de soins et augmentant les inégalités entre les femmes elles-mêmes.

Les soins ouvrent et ferment le cycle économique sous trois conditions. Ils sont privatisés, occultes dans le cadre du privé-domestique, et ils sont un terrain de conflit coopératif dans les foyers. Là, ils sont résolus avec les moyens privés disponibles : du temps pour soigner gratuitement ou de l'argent pour les déléguer. Ils sont féminisés dans un sens symbolique : la masculinité hégémonique se construit autour de la négation des soins, alors que la féminité hégémonique s'articule autour du devoir

des soins. Ils sont aussi féminisés dans un sens matériel, par la répartition inégale du temps. Enfin, ils sont rendus invisibles, parce que les soins ne construisent pas de citoyenneté et ne sont pas convertis en terrain de dispute politique.

Une seconde approche aux soins utilise le terme pour faire référence aux activités qui garantissent la régénération quotidienne du bien-être physique et émotionnel des individus. Elle comporte trois dimensions :

- **Les soins directs.** Ils impliquent l'entretien du corps en lui-même grâce à la réalisation des activités de base de la vie quotidienne ;
- **Le travail familial domestique.** Ce sont les activités qui posent les préconditions des soins directs ;
- **La gestion mentale.** Elle implique la coordination et la planification de tout ce qui précède. Elle se traduit non seulement (ou non tant) en temps de travail, mais aussi en intensité et en épuisement émotionnel.

Toutes ces tâches ont une double facette de type plus matériel ou biophysique et de type plus immatériel et affectif. Dans la mesure où il y a dans les soins une interaction entre individus, des relations affectives sont générées (qui ne sont pas nécessairement positives en tant que telles). La relation qui se construit dans le cadre des soins est aussi, voire plus, importante que le résultat en lui-même.

Qui a besoin de soins ? La notion de vulnérabilité introduite implique que nous affirmons que tous les individus ont toujours besoin de soins, bien que la nécessité, l'intensité et les formes de résolution varient au fil du cycle vital et en fonction d'un ensemble de conditionnants physiologiques, sanitaires et sociaux. Dans la vie, il y a souvent une

grande partie de ces nécessités que nous pouvons couvrir nous-mêmes ; on dit alors que nous avons une autonomie potentielle. Dans d'autres moments ou d'autres circonstances, nous avons besoin d'aide pour effectuer certaines de ces tâches, ou pour toutes ; c'est alors que nous commençons à parler de situations de dépendance.

Qui peut nous offrir des soins ? Presque tous et toutes dans tous les cas où nous pouvons effectuer certaines ou toutes les tâches de soins : nous pouvons nous soigner nous-mêmes et nous impliquer dans des relations de soins mutuels. Avec les années, les mineur.e.s et les adolescent.e.s acquièrent une certaine autonomie, et ils/elles peuvent jouer un rôle plus actif dans les soins. Au contraire, avec le vieillissement, la dépendance augmente à mesure que nous perdons cette capacité de soigner et de nous soigner, mais n'implique pas sa disparition complète. Il n'y a pas une rupture abrupte entre autonomie et dépendance sinon un continuum. L'autonomie et la dépendance ne peuvent jamais être lues comme une notion statique, ni individualisatrice ni médico-réhabilitatrice.

Cependant, bien que nous puissions toutes et tous (nous) soigner dans une certaine mesure au fil de la plus grande partie du cycle vital, très souvent nous ne le faisons pas. Dans de nombreuses situations d'autonomie potentielle, nous déléguons une (grande) partie de nos soins (les dimensions de travail familial domestique et de gestion mentale) et nous n'assumons pas de responsabilités de soins mutuels. Cette délégation peut être si liée à la construction de l'identité propre que nous pouvons parler de situations de *dépendance sociale*. C'est le cas, par exemple, d'hommes qui n'ont jamais assumé les tâches domestiques et ne savent pas par où commencer, ni ne veulent apprendre, ce qui fait qu'ils sont, *de facto*, incapables de se soigner eux-mêmes.

Le domaine du public (marchés, institutions, politique, etc.) fonctionne sous une notion de vie violente autour de l'idée d'autosuffisance, selon laquelle nous n'avons besoin de personne : la poursuite d'un projet individuel de réussite dépend seulement des efforts et des mérites propres, et elle n'est nullement conditionnée ni par la vulnérabilité de chacun ni par la responsabilité quant à la vulnérabilité de l'autre. La nature est une simple ressource pour ce projet.

Cette chimère mâtinée d'autosuffisance est en même temps une sorte de miroir et un mode qui est seulement accessible pour les positions de privilège et particulièrement lié à la masculinité blanche (raison pour laquelle on utilise le masculin lorsque l'on parle du *travailleur libre de soins*). Il est sous-jacent à la dévalorisation des soins et aux flux inégaux des soins qui sont produits de la part des femmes vis-à-vis des hommes, des classes populaires vis-à-vis des classes dominantes, de la population migrante vis-à-vis de la population autochtone, de la population racialisée vis-à-vis de la population blanche, du Sud global vis-à-vis du Nord global. Les soins sont organisés autour de réseaux construits sur l'inégalité : celles/ceux qui occupent les pires positions dans le complexe entrelacs de relations de pouvoir soignent davantage et reçoivent moins de soins, ce qui reconstruit, parallèlement, l'inégalité.

« Les soins sont organisés autour de réseaux construits sur l'inégalité : celles/ceux qui occupent les pires positions dans le complexe entrelacs de relations de pouvoir soignent davantage et reçoivent moins de soins »

VUE DES SOINS : APPROCHES POLITIQUES

Cette double entrée aux soins présente trois approches politiques possibles, complémentaires et indispensables.

Premièrement, si l'on parle de soins pour désigner la face B du système économique (et tout ce qui est nécessaire pour que la vie fonctionne dans un système qui gravite autour des nécessités des marchés), on parle des soins que nous voulons voir disparaître, pour le dire d'une certaine manière. Dès lors, les questions clés pour les politiques publiques sont : comment décentrer les marchés et construire une responsabilité collective pour soutenir la vie (par exemple, grâce à une forte réduction

de la journée de travail sans perte de salaire, ou en priorisant les dépenses sociales) ? Et comment répondre aux inégalités actuelles de la répartition des soins et aux conséquences que cela implique en termes de positionnement de celles/ceux qui les assument et non seulement dans des situations de désavantage quant à l'insertion dans le système, sinon de véritable risque à l'occasion (c'est-à-dire, entre autres phénomènes, *la féminisation de la pauvreté*) ?

Deuxièmement, parler des soins comme d'une attitude éthique et une logique économique de responsabilité pour la vie vulnérable, aussi bien la vie propre que celle des autres et, dans un sens plus large, la vie collective et de la planète. Dans cette perspective, les implications clés passent par l'identification et la promotion de ces pratiques quotidiennes de soins du



Programme *Ensemble nous faisons l'économie*, Municipalité de Rosario (Argentine).

commun, ainsi que de construction d'une culture de soins mutuels et d'offre des conditions matérielles dans lesquelles il soit possible de les développer (par exemple, en ayant une incidence comme nous le montrerons par la suite dans l'architecture et l'urbanisme, ainsi que dans la journée de travail, etc.). Troisièmement, on peut comprendre les soins comme étant les formes de reconstruction du bien-être quotidien dans les situations de dépendance (enfance, vieillesse, diversité fonctionnelle et maladie).

En plus de devoir coordonner dans ce cas diverses sphères de l'action publique (soins sanitaires et sociaux pour la vieillesse et la maladie ; éducation et soins de l'enfance ; etc.), il est nécessaire d'envisager comment répondre à ces réalités vitales depuis un principe général de promotion de l'autonomie, en portant l'attention sur la dépendance dans un second lieu, et d'incidence dans les conditionnants sociaux en évitant des stratégies médico-réhabilitatrices. Souvent, le débat autour des politiques publiques se résume à cette dimension. Or, s'il est vrai que c'est une dimension clé, on ne peut cependant pas limiter nos interventions à ce domaine.

UNE POLITIQUE PHARE ET LEVIER POUR LA TRANSITION ÉCO-SOCIALE

Une politique des soins couvrant les trois approches pourrait agir comme phare en même temps que levier pour la transition éco-sociale. Cela pourrait être une politique phare parce que, débordant la simple gestion, elle permettrait d'ouvrir la question sur la vie en commun que nous souhaitons et la manière dont nous pourrions la vivre dès aujourd'hui. Les soins constituent un domaine particulièrement adéquat

pour tester la construction d'espaces émancipés du pouvoir corporatif, parce qu'ils se condenseraient dans ce *bien au-delà du marché* qui, tout en étant inévitablement conditionné par le commerce, n'est pas pleinement soumis à lui. Imaginer d'autres formes de résolution des soins nous amène à nous questionner sur l'ensemble du système depuis un lieu qui lui est en opposition : la vie agressive de toutes parts. Ce serait une politique levier, parce qu'en affectant la base de l'iceberg, elle obligerait à le déplacer de bas en haut et donnerait une certaine radicalité au quotidien : de fait, des changements d'aspects apparemment minimes peuvent modifier le système sans oublier la résolution des urgences.

Dans la perspective des soins, on peut faire une critique à l'ensemble du système mais, en outre, on peut définir le tissu socioéconomique que l'on souhaiterait : un réseau qui aurait dans la durabilité de la vie son axe de gravité, respectant les limites écosystémiques ; un réseau dans lequel tous les individus, y compris les agents sociaux mais pas seulement eux, seraient les coresponsables des soins (c'est-à-dire, de la régénération permanente du bien-être) ; un réseau dans lequel les vies que nous voulons soigner ne seraient pas aux prix d'autres vies (humaines ou non-humaines) ni au prix de l'étouffement de la diversité du vivant. On pourrait appeler ce processus multiple transit vers une société mettant les soins du bon vivre-ensemble à l'épicentre ; une transition extrêmement distincte de la somme des transitions fragmentées (verte, digitale et sociale) qui, en dernière instance, se meut dans les mêmes paramètres d'organisation socioéconomique que nous questionnons depuis les soins, sans effectuer une rupture avec le conflit capital-vie.



De haut en bas : programme *Renforcement de la famille*, Municipalité de Villa Carlos Paz (Argentine). Atelier avec des personnes âgées, dans le cadre du programme *Phare de la connaissance et de l'innovation*, gouvernement municipal de Curitiba (Brésil). Programme *Parentalité en réseau*, Gouvernement de la Ville autonome de Buenos Aires (Argentine).

Cette transition viserait un droit aux soins compris comme le droit de tous ceux et celles à mettre en œuvre des arrangements de soins dignes, c'est-à-dire dans lesquels les soins donnés et reçus seraient suffisants (pour résoudre les nécessités), satisfaisants (pour répondre aux attentes de vie des individus) et librement choisis. Ce droit universel devrait combiner le droit à recevoir les soins requis dans diverses circonstances et moments du cycle vital, et que ces soins répondent aux sens propres ; avec le droit à décider si l'on souhaite ou non soigner, avec la possibilité de soigner et de se soigner dans des conditions dignes. Il devrait en outre garantir le droit à dériver les soins de personnes en situation de dépendance quand ils entrent en conflit avec la jouissance d'autres droits (le droit à ne pas soigner, par exemple). Ce serait un droit envisagé à deux niveaux : en tant que principe orienteur de la

politique (recueillant les deux approches politiques antérieurement mentionnées) et comme ensemble de droits subjectifs, répondant à des situations de nécessités concrètes (enfance et adolescence, vieillesse, diversité fonctionnelle) qui seraient exigibles auprès des institutions publiques.

VOIES D'INCIDENCE POSSIBLES

Les possibilités d'incidence sont multiples. Une première passe par la mise en marche d'espaces de débat, d'observation et d'essai. On peut notamment penser à : des espaces pour imaginer collectivement des manières d'avancer vers les soins comme bien commun et aborder les conflits que comporte le complexe tissu de relations de privilège/oppression entourant les soins ; des espaces pour vérifier ce qui se passe avec les soins, face B du système sur laquelle nous manquons d'informations quantitatives et qualitatives ; un laboratoire d'initiatives (systématisant les pratiques existantes et en promouvant d'autres) débordant le cadre actuel des politiques publiques et pouvant avoir une incidence spéciale dans la promotion de soins collectifs non-féminisés/racialisés et d'une culture des soins mutuels. Dans cette ligne, on pourrait mentionner : les politiques de temps ; l'inclusion des soins dans le programme éducatif ; une politique alimentaire misant sur la souveraineté alimentaire et l'agro-écologie dans l'optique des soins ; la promotion d'espaces collectifs de gestion quotidienne de la vie comme, par exemple, des cantines collectives ; et des formules construisant la communauté proche ; des centres intégrés pour aider les foyers à résoudre des urgences de soins ; etc.

Une deuxième voie d'incidence est de transversaliser une vue des soins dans l'ensemble des politiques publiques, de manière à rediriger l'action institutionnelle et la mettre au service de la reproduction de la vie en commun. On pourrait penser à un organisme exerçant des tâches de suivi et d'appui au travail dans d'autres domaines. Parmi les politiques les plus directement liées aux soins se trouvent : le logement (promotion de logements collaboratifs et dotés d'espaces communs pour collectiviser les soins) ; l'aménagement urbain et le transport (vers la mise en œuvre de « villes soignantes ») ; l'immigration (garantissant le droit aux travailleurs/euses de soins immigré.e.s ; le travail (amélioration des droits de conciliation) ; l'économie (appui à l'économie sociale et solidaire transformatrice) ; et la fiscalité (garantissant le financement de politiques de soins).

Enfin, l'articulation d'un ensemble de prestations et de services pour développer le droit aux soins dans les situations de dépendance est indispensable.

De ce point de vue, il y a une grande diversité de mesures possibles. Certaines améliorent les conditions dans lesquelles sont développés les soins non-rémunérés dans le domaine domestique (promouvant une répartition équitable entre femmes et hommes ; octroyant de *l'argent pour les soins* ; améliorant les conditions du logement). D'autres facilitent l'interaction entre la sphère publique (tout particulièrement l'emploi) et les soins non-rémunérés dans le domaine domestique (en accordant du *temps pour les soins* ; la flexibilisation des temps et des espaces de l'emploi). D'autres encore déplacent les soins du domaine domestique au domaine public (en faisant des soins une responsabilité publique directe, et en fournissant des soins dans et hors des foyers, mais en les maintenant toujours dans la sphère des responsabilités publiques).

UN PARI POUR LE « PUBLIC-COLLECTIF »

En ce moment de transition éco-sociale, le public, en général et en dépit de la diversité des contextes, vit une nouvelle captation corporative. Face à cette tendance de reprivatisation (vers le privé-commercial et vers le privé-familial), il y a un clair pari pour un modèle public-communautaire de gestion des soins. C'est un pari pour éviter le public-reprivatisé, en passant du public-institutionnel à un authentique public-commun.

Le communautaire peut jouer un rôle central comme levier avec lequel exiger une consolidation et une réarticulation du public, et comme moteur de la création et de la conquête démocratique d'un droit aujourd'hui inexistant : le droit collectif aux soins.

Il peut approfondir la portée du droit aux soins : en adaptant ce droit aux particularités des sujets (en étant une relation de soins davantage marquée par la proximité et moins par les protocoles de travail ou de prestation de services). Il peut supposer des gains en termes d'universalité, en accueillant celles/ceux qui ne peuvent pas remplir les conditions institutionnelles nécessaires. Il peut aussi aider à habiliter un éventail d'alternatives de divers types qu'iront nécessairement au-delà de ce qui peut figurer dans un catalogue de services et de prestations, aussi vaste soit-il, si l'on souhaite avancer vers un droit aux soins qui réponde à la complexité et au dynamisme du cycle vital et dépasse l'attention à la dépendance.

Transiter vers un public-communautaire implique une construction de coresponsabilité. Cela suppose que les individus eux-mêmes sujets du droit aux soins participent à son processus, en freinant la tendance à l'externalisation des soins, dans laquelle on attend

que quelqu'un nous les offre, soit parce qu'on les achète ou parce qu'ils sont un droit garanti par ailleurs, mais non-garanti en collectif. Construire un sentiment d'appartenance est donc incontournable pour renforcer la capacité de défense du public. Il ne peut rien y avoir de public s'il n'y a pas, derrière, une communauté forte qui le protège. Et le public est aujourd'hui la clé pour maintenir la vie en commun.

BIBLIOGRAPHIE

- Batthyany, Karina (coord.) (2020), *Miradas latinoamericanas a los cuidados*, Buenos Aires, CLACSO, México DF, Siglo XXI.
- Carrasco, Cristina (2013), « *El cuidado como eje vertebrador de una nueva economía* », Cuadernos de Relaciones Laborales, Vol. 31, n° 1, p. 39-56.
- Divers auteurs (2020), *Tiempo para el cuidado. El trabajo de cuidados y la crisis global de desigualdad*, OXFAM. Disponible en [anglais](#) et [français](#). Résumé disponible en [arabe](#) et [coréen](#).
- Esquivel, Valeria et Andrea Kaufmann (2016), *Innovaciones en el cuidado*, Fondation Friedrich Ebert. Disponible en [anglais](#).
- Ezquerro, Sandra (2018), « *De la Economía Feminista a la Democratización de los Cuidados* », Viento Sur, n° 156, p. 39-47.
- García Domínguez, Mar et Amaia Pérez Orozco (2014), *Serie de documentos de lectura. Por qué nos preocupamos de los cuidados*, Saint Domingue, Centro de Capacitación de ONU Mujeres. Disponible en [anglais](#).
- Gómez, Laura (2016), "Durabilidad y política para la vida cotidiana. La práctica y la lucidez de la derrota", in Fundación de los Comunes (éd.) (2016), *Hacia nuevas instituciones democráticas. Diferencia, sostenimiento de la vida y políticas públicas*, Traficantes de Sueños, p. 133-158.
- Lleó Fernández, Rocío, Cristina Santillán Idoate, Silvia López Gil et Amaia Pérez Orozco (2012), « *Cuidados* », Cuadernos de Debate Feminista, n° 2, DFG.
- OIT (2019), *El trabajo de cuidados y las trabajadoras del cuidado para un futuro con trabajo decente*, International Labour Office, Genève. Disponible en [anglais](#) et [français](#).
- Picchio, Antonella (2012), « Trabajo productivo y trabajo reproductivo », in Leonor Aída Concha (éd.) (2012), *La economía feminista como un derecho*, México D. F., REDGE-Mujeres para el Diálogo, p. 29-42.
- Valdivia, Blanca (2021), *La ciudad cuidadora. Calidad de vida urbana desde una perspectiva feminista*, Thèse de doctorat, UPC, Departament de Tecnologia de l'Arquitectura.
- Vega, Cristina, Raquel Martínez-Buján et Myriam Paredes (éds.) (2018), *Cuidado, comunidad y común. Experiencias cooperativas en el sostenimiento de la vida*, Traficantes de Sueños.



VILLES PARTAGÉES ÉQUITABLES : PLANIFICATION DE L'ÉGALITÉ SEXO-SPÉCIFIQUE ET CONCEPTION DES ESPACES PUBLICS EN FONCTION DES GENRES



Eva Kail, urbaniste et experte en planification de genre dans la ville de Vienne, en Autriche.

L'article ci-dessous décrit l'impact des décisions de planification « androcentrique » (« malestream » en anglais) qui négligent les exigences du travail de soin, obligeant les auxiliaires de vie et autres travailleuses du soin individuel à compenser des structures urbaines dysfonctionnelles. La Planification de genre en tant qu'approche holistique, orientée vers les groupes cibles, est une stratégie efficace d'évaluation de la qualité. La description des principaux domaines d'action tels que l'aménagement urbain, le logement, les infrastructures sociales, les parcs et jardins et les terrains de jeux, la mobilité et la sécurité, est illustrée par des exemples

viennois ainsi que par des approches de planification sensibles à la dimension sociale, notamment au contrôle de l'équité ou à l'analyse de l'espace social. La valeur d'une approche de planification sensible au genre et les éléments stratégiques clés de Vienne sont soulignés. Les nouveaux défis — lutte contre le réchauffement et adaptation au changement climatique — exigent une transformation rapide des villes. Dans ce cadre, une infrastructure verte efficace, des modes de circulation durables et des espaces piétonniers de grande qualité constituent une question d'équité et une nécessité écologique.

REMARQUES PERSONNELLES

Lorsque j'ai reçu l'invitation à contribuer à la 8e monographie des Villes éducatrices, initiative mondiale impressionnante, mes premières réflexions ont été les suivantes :

Dans quelle mesure la vie quotidienne et l'expérience professionnelle d'une femme blanche, de classe moyenne, planificatrice, vivant à Vienne, une ville riche et bien administrée d'Europe centrale, dotée d'une infrastructure suffisante et fonctionnelle, sont-elles valables dans un contexte mondial ? J'ai travaillé pendant 30 ans en tant qu'experte en planification de genre. Grâce à des circonstances favorables telles que le soutien politique et des structures de gouvernance qui ont contribué à créer un large champ d'expérience pratique et de soutien institutionnel, il semble que Vienne serve parfois de modèle dans un contexte international. Par ailleurs, l'adoption d'une perspective de genre pour réduire les préjugés dans les processus généraux est judicieuse à tous les niveaux de planification et dans différents domaines.

La majorité des tâches du care sont encore effectuées par les femmes, même dans les pays scandinaves les plus modernes et parmi la jeune génération. Les chiffres peuvent globalement différer mais les thèmes généraux de planification des procédures demeurent inchangés, même si les réponses locales et les solutions techniques varient. Lorsque j'étais moi-même étudiante, il y a 40 ans, la plupart des enseignants étaient des hommes, le travail du care n'existait pas du tout en tant que question de planification, et les étudiantes en planification n'y étaient guère sensibilisées. Cependant, une deuxième vague du mouvement féministe dans les pays germanophones a commencé à prendre en compte les conditions des soins familiaux non rémunérés et des tâches ménagères, ainsi que le partage de ces tâches entre les genres. Les thèmes « le privé est politique et le travail pour l'amour - l'amour comme travail » — la responsabilité des femmes pour la reproduction de tous les membres de la famille, y compris la stabilité émotionnelle et le travail des soins — étaient parmi les plus commentés. Et « rendre

« Ce n'est que lorsqu'ils font des choix concrets dans un cas de planification donné que les préjugés sexistes deviennent visibles »

visible l'invisible » est également devenu important dans ma vie professionnelle. La prise en compte du travail du care dans les structures urbaines s'est avérée être un élément supplémentaire très précieux pour les processus de planification.

IMPACTS DE LA PLANIFICATION « ANDROCENTRIQUE »

Les urbanistes ont une compréhension professionnelle d'eux-mêmes toute particulière. Ainsi, ils savent ce qui est bon pour tout le monde et ils définissent les intérêts communs ainsi que les besoins spécifiques par rapport aux questions de

planification. Dans les documents de planification stratégique les plus courants, les intérêts communs sont bien définis. Bien que dans cette « prose de planification », comme je l'appelle, la perspective du genre et du travail des soins soit très souvent négligée, les questions les plus importantes telles que les structures mixtes et polycentriques pour soutenir les villes de courtes distances et les centres commerciaux, les infrastructures sociales et vertes adéquates, etc. sont mentionnées.

Toutefois, ces formulations de planification de la vie quotidienne des urbanistes sont différentes. Les urbanistes doivent constamment gérer et résoudre des objectifs contradictoires, en ce qui concerne les fonctionnalités, l'espace, le temps et les moyens financiers. Ce n'est que lorsqu'ils font des choix concrets dans un cas de planification donné que les préjugés sexistes deviennent visibles. Savoir quels besoins comptent le plus est une question structurelle de pouvoir, mais aussi une question individuelle. La structure personnelle du quotidien et l'expérience ou la non-expérience du travail du care influencent également l'approche de même que les décisions professionnelles.

Lorsque j'ai commencé à lire des ouvrages féministes sur l'urbanisme, un adage courant était le suivant : « Les urbanistes et les techniciens sont des Blancs de classe moyenne qui conduisent leur voiture et n'ont pas d'obligations familiales, et nos villes en sont le reflet ». Bien sûr, c'était négliger les influences structurelles et surévaluer l'influence de l'urbaniste individuel mais, néanmoins, il y avait beaucoup de vérité là-dedans.

Au fil des décennies, les villes ont été principalement conçues pour les individus employés à plein temps et une faible attention a été accordée aux besoins spatiaux des autres usagers, en particulier ceux qui assument des rôles de soignants non rémunérés. Après la Deuxième Guerre mondiale notamment, les transformations des villes historiques ainsi que des nouvelles zones de développement urbain ont été dominées par la séparation des fonctions, un système de mobilité dominé par la voiture et une orientation structurelle basée sur les schémas de vie quotidienne du soutien de famille masculin faisant la navette. Les modèles de vie quotidienne beaucoup plus complexes des femmes au foyer et des « mères qui travaillent » ainsi que leurs chaînes de déplacement spécifiques dans les quartiers locaux ont été ignorés.

Les personnes qui s'occupent d'enfants ou de personnes ayant besoin d'aide au quotidien doivent compenser le dysfonctionnement des structures urbaines, car le travail des soins implique de nombreux déplacements inévitables : vers les magasins et les centres de soins, vers les écoles et les jardins d'enfants, vers les parcs et les terrains de jeux. La prise en charge d'enfants ou de personnes ayant besoin d'aide dans leur vie quotidienne entraîne de nombreux besoins auxquels il faut répondre de différentes manières. La plupart de ces moyens sont des déplacements à pied.

Le manque d'espaces verts, de terrains de jeux, d'installations sportives et de lieux de rencontre agréables dans les zones publiques ou semi-publiques a différents impacts. Il est très important pour les groupes à orientation locale tels que les enfants, les personnes âgées dont le rayon d'action est déjà réduit, et les personnes qui s'occupent d'eux, qu'elles soient rémunérées ou non.

PLANIFICATION DE GENRE ET VILLE ÉQUITABLE PARTAGÉE

Une ville partagée équitablement est une ville où les structures, les ressources et les équipements urbains ainsi que les processus de planification répondent aux besoins des différents groupes d'utilisateurs de manière équilibrée, selon les principes d'équité et d'égalité.

La Planification de genre est une approche de planification holistique, orientée vers les groupes cibles, et une stratégie d'évaluation de la qualité des décisions de planification. Elle vise à réduire le déséquilibre et à se concentrer davantage sur les besoins des groupes vulnérables. Outre la distinction des genres biologiques, le concept de « genre plus »

comprend non seulement la différenciation des rôles sociaux tels que ceux de soignant et de soigné, mais aussi des phases de vie et des groupes d'âge, des modèles culturels et des milieux sociaux. Tous ces groupes et leur vie quotidienne diffèrent en ce qui concerne leur charge de travail rémunéré et non rémunéré, leurs revenus, leurs intérêts en matière de loisirs et leurs schémas et conditions de mobilité, leur crainte de la criminalité et la probabilité d'être exposés à la violence et au harcèlement sexuel.

COMMENT LA VILLE DE VIENNE A-T-ELLE PROCÉDÉ À L'ÉTABLISSEMENT D'UNE PLANIFICATION DE GENRE ?

Les aspects sexo-spécifiques de la planification urbaine ont été abordés pour la première fois en 1991 dans l'exposition *Who owns Public Space - Women's Everyday Life in the City* (Qui possède l'espace public - La vie quotidienne des femmes dans la ville). L'exposition montrait les différents modèles quotidiens de huit femmes et jeunes filles. Pour la première fois, des espaces de bien-être et des espaces d'anxiété ont été identifiés et les données relatives à la mobilité des femmes et des hommes ont été analysées séparément, montrant l'impact de l'espace public sur la qualité de la vie quotidienne. Les conditions spatiales du travail non rémunéré ont été abordées. L'exposition a connu un grand succès et a suscité l'intérêt du public à Vienne, dans le reste de l'Autriche, ainsi qu'en Allemagne et en Suisse.

Sur le plan institutionnel, le sujet a d'abord été abordé et situé dans le nouveau Bureau des Femmes de la ville de Vienne en 1992, puis, pendant les 10 années suivantes, dans le Bureau de Coordination pour la Planification et la Construction adaptées aux Exigences de la Vie quotidienne et aux Besoins spécifiques des Femmes (en abrégé Bureau de Coordination) au sein du Bureau exécutif pour la Construction et la Technologie. À cette époque, une soixantaine de projets pilotes ou principaux ont été réalisés en coopération avec 14 départements différents. Lors de la restructuration du Bureau exécutif pour la Construction et la Technologie en 2010, j'ai été transférée, en tant qu'ancienne responsable de ce bureau et experte en planification de genre coordinatrice au Centre de Compétence pour la Planification urbaine globale, la Stratégie de la Ville intelligente, la Participation et la Planification de genre. À ce titre, je dépends directement du directeur de la Planification.

Le champ d'action central de la Planification de genre des sexes est ensuite décrit et illustré par des exemples viennois. >>



À gauche : espace vert de l'axe principal, marches assises devant les salles communes. / raum.film. À droite : exemple de rue sans obstacle dans le quartier de Mariahilf. © Mairie de Vienne

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT URBAINS

La ville est un tissu à plusieurs couches, et les structures urbaines, les facteurs de mobilité et l'offre d'infrastructures sociales et vertes ont une influence décisive sur les conditions de vie. Les plans directeurs de même que les concepts d'aménagement urbain ont déjà une incidence sur l'égalité des chances dans la vie quotidienne. En effet, les dimensions des immeubles et les typologies de construction sont liées à la qualité des futurs appartements, à la configuration et à l'ombrage des espaces ouverts dans les immeubles, à l'offre d'espaces verts et d'espaces publics, et aux conditions de mobilité. Des densités de construction équilibrées, des espaces ouverts de haute qualité et une bonne « marchabilité » sont essentiels. C'est pourquoi la présélection de genre des candidatures aux concours de design urbain doit inclure des critères tels que les distances de marche vers les principales infrastructures, la taille des pâtés de maisons, la profondeur maximale des blocs et la hauteur des bâtiments, la taille et la forme des espaces verts publics, la configuration des espaces ouverts des blocs et les effets d'ombrage des bâtiments environnants.

Seestadt Aspern : une zone de développement urbain

La Seestadt Aspern — un ancien aéroport —, avec ses 240 hectares, est l'une des plus grandes zones de développement en Europe. Un projet pilote y a été mené pendant la période d'élaboration du plan directeur. Un contrôle des trajets quotidiens a permis d'évaluer la « ville des courtes distances ». Sur la base des sites respectifs — zones résidentielles, parcs, jardins, terrains de sport, écoles et jardins d'enfants, arrêts de bus et zones potentielles pour les commerces et les services —, le contrôle a permis de visualiser, pour quatre sites résidentiels différents, les chaînes de déplacement quotidien

de huit groupes cibles, tels que les adultes qui travaillent et s'occupent des personnes âgées. La conception proposée s'est avérée appropriée, mais seulement après avoir remodelé la structure du bloc dans certaines parties pour offrir une meilleure qualité pour l'intégration des jardins d'enfants et leur besoin d'un espace ouvert adéquat. Le développement de la Seestadt Aspern est en cours et les experts en Planification de genre de la ville ont participé à des concours de promoteurs, à des concours de concepteurs de parcs et de jardins, d'écoles, et à des ateliers sur la mobilité. La première rue commerçante gérée s'est avérée très positive en ce qui concerne les aspects liés au genre : en effet, dans la zone centrale, la location des magasins du rez-de-chaussée a été organisée par une société ad hoc, ce qui a facilité une offre de qualité et plutôt complète dès le début. Par ailleurs, les noms des rues sont des patronymes féminins pour contrebalancer la domination masculine dans les parties plus anciennes de la ville.

LE LOGEMENT

L'objectif de cette approche consiste à faciliter le travail domestique et familial en offrant un environnement de logement pratique dans lequel les femmes se sentent à l'aise et peuvent se déplacer sans angoisse à tout moment de la journée. Cela implique des appartements flexibles et adaptables à différentes configurations familiales, formes de ménage et phases de la vie ; un bon éclairage naturel de tous les espaces de travail et de détente ; et des cuisines aménagées de manière fonctionnelle et confortable offrant les meilleures conditions préalables à la communication et à la garde des enfants pendant le travail. Les complexes d'habitation doivent également prévoir des espaces pour les contacts informels afin d'encourager la formation d'un quartier en tant qu'« espace social ». Il est important de situer les pièces utilitaires secondaires — telles que les buanderies ou les



Refonte du Bruno Kreiskypark, meilleures connexions visuelles et possibilités d'appropriation. / Wolfgang Gerlich © Mairie de Vienne

pièces pour ranger les poussettes et les vélos — de manière pratique, en les concevant avec une taille adéquate et si possible avec un éclairage naturel. Par ailleurs, les escaliers et les entrées doivent être conçus comme des zones conviviales et clairement structurées. Enfin, les parkings souterrains, qui sont souvent source d'anxiété, doivent également faire l'objet d'une planification particulièrement soignée. Aménager un espace adéquat pour les besoins résultant des travaux ménagers et familiaux nécessaires ne signifie pas renforcer les rôles traditionnels des genres, ni déterminer qui fait le travail. L'architecture ne peut pas influencer la répartition du travail entre les genres, mais le travail non rémunéré doit être pris en compte dans le processus de conception.

De nouveaux défis apparaissent avec l'importance croissante du télétravail, que ce soit temporairement pendant la crise du COVID ou comme partie intégrante de nombreux emplois de bureau à l'avenir. Combien de lieux de travail tranquilles un appartement offre-t-il et y en a-t-il assez pour chaque membre du ménage qui en a besoin ? En outre, le nombre variable de membres des familles recomposées ou d'autres formes de ménages, comme les appartements partagés par

des étudiants ou des personnes âgées, posent de nouvelles exigences en matière de flexibilité des aménagements. Le logement abordable a, en général, une forte composante de genre, et c'est l'une des caractéristiques les plus difficiles à faire disparaître pour les communautés.

Frauen-Werk-Stadt : un nouveau quartier d'habitation

Le premier projet modèle, Frauen-Werk-Stadt, avait la taille d'un petit quartier de 360 appartements. Il s'agit toujours du plus grand projet, du moins en Europe, et il a été réalisé par quatre femmes architectes selon des critères sensibles au genre. Le concours pour l'aménagement urbain exigeait déjà la disposition des appartements. Il s'agissait donc d'un concours d'aménagement urbain et de design tout à la fois. Le projet présente plusieurs qualités, telles qu'une disposition exemplaire des appartements — adaptables à différentes phases de la vie et à diverses situations —, différentes qualités d'espaces ouverts, un axe piétonnier central, deux cours-jardins, une aire de jeux, des espaces de rangement pour les poussettes au rez-de-chaussée, situés sous l'entrée et à l'avant du bâtiment à chaque niveau, des buanderies sur le toit avec une terrasse commune sur le devant et

un parking souterrain avec un éclairage naturel. Le projet, où les premiers locataires ont emménagé il y a maintenant 24 ans, a suggéré de nombreuses possibilités en matière de construction résidentielle et reste aujourd'hui tout à fait convaincant.

BÂTIMENTS POUR L'INFRASTRUCTURE SOCIALE

Pour la conception des différents types de bâtiments d'infrastructure sociale tels que les écoles, les jardins d'enfants ou les hôpitaux, il s'est avéré utile d'identifier les besoins des différents groupes d'utilisateurs. Par exemple, la conception néglige souvent la qualité des espaces de travail et des locaux sociaux pour le personnel de nettoyage — par ailleurs une profession généralement dominée par les femmes.

Simmering : un centre d'éducation

Le nouveau centre d'éducation abrite les antennes déjà existantes de l'université populaire, de l'école de musique municipale et de la bibliothèque municipale de Simmering, dans le 11^e district de Vienne. Dans le cadre d'un atelier sur le genre, les responsables de ces institutions locales ont examiné les résultats d'un concours de conception en appliquant leurs connaissances des besoins des utilisateurs locaux. Résultats : la salle de gymnastique vitrée est équipée de rideaux pour permettre une plus grande intimité, ce qui est particulièrement important pour les filles ; une zone d'attente plus grande pour les parents qui viennent chercher leurs enfants après les différentes activités ; de l'espace pour des tables plus grandes dans la zone pour les enfants de la bibliothèque, car elle est également utilisée comme salle d'étude par les enfants qui vivent à l'étroit chez eux.

PARCS, JARDINS ET TERRAINS DE JEUX

Les parcs et jardins publics de même que les terrains de jeux offrent de nombreuses possibilités d'activités de planification d'égalité des genres, car la ville en est propriétaire et les gère, ce qui lui confère un niveau élevé de responsabilité et une influence directe. Par ailleurs, les différents types d'utilisateurs sont faciles à repérer.

Projets modèles et intégration de la dimension de genre

La conception des espaces verts et des aires de jeux représente donc le domaine où les approches de genre ont été mises en œuvre de manière particulièrement cohérente. Une étude

commandée par le Bureau des Femmes a montré que les jeunes filles à partir d'environ 9 ans ne fréquentent souvent pas les parcs parce que leurs équipements sont beaucoup plus orientés vers les besoins des garçons et qu'il y a souvent une concurrence de déplacement pour les rares espaces de jeu. C'est ainsi qu'ont été lancés six projets modèles ; l'objectif était d'accroître la présence des filles et d'élargir leur rayon d'action. Quatre projets ont également testé différents formats de participation avec les filles.

Sur la base de l'évaluation des projets modèles et d'autres parcs exemplaires, des recommandations de planification ont été élaborées pour la conception des parcs et jardins et des aires de jeux sensibles au genre, avec la participation d'animateurs de jeunesse, d'experts externes et du Service des Parcs et Jardins municipal. L'accent a aussi été mis sur les besoins spécifiques des personnes âgées. Depuis lors, ces recommandations ont servi de base à la conception ou à la réorganisation de chaque nouveau parc, ainsi qu'aux concours pour les nouveaux grands parcs dans les zones d'expansion urbaine de Nordbahnhof et de Sonnwendviertel, ainsi qu'à Seestadt Aspern.

PLANIFICATION DE LA CIRCULATION ET DES TRANSPORTS

En matière de circulation et de transport, les besoins différents des femmes et des hommes sont relativement faciles à comprendre ; en effet, les enquêtes personnelles ont toujours servi de base aux décisions importantes en matière de politique des transports. La répartition modale est un indicateur d'objectif essentiel. Les données statistiques de toutes les villes montrent que les hommes effectuent la majorité de leurs déplacements en voiture, tandis que les femmes se déplacent principalement à pied. Les femmes effectuent davantage de trajets d'accompagnement et d'achats, souvent à pied, ce qui, combiné aux activités professionnelles, entraîne des chaînes de déplacement complexes. Les enfants et les personnes âgées se déplacent aussi fréquemment à pied et restent principalement à proximité de chez eux.

En outre, la majorité des utilisateurs des transports publics sont des femmes, des enfants, des jeunes et des personnes âgées. Il existe une forte connectivité entre ces deux modes de circulation, car la qualité des transports publics ne dépend pas

seulement du réseau et de la fréquence, du confort ou de l'encombrement des trams, des bus et des métros, mais aussi de l'attente et de la qualité des moyens d'accès aux arrêts et aux stations. L'ensemble du trajet de porte à porte compte et ce sujet du dernier kilomètre est souvent négligé. La sécurité et le confort des piétons, des cyclistes et des usagers des transports publics sont importants pour l'autonomie des enfants et réduisent le travail des parents et des autres personnes responsables. Si l'utilisation des moyens de transport public par les femmes est faible en raison des problèmes de sécurité, de violence et de harcèlement sexuels, il faut non seulement se concentrer sur des approches techniques telles que le calcul de la capacité de transport — nombre de personnes au mètre carré — et un meilleur éclairage des arrêts ou des stations, mais aussi investir beaucoup dans des mesures douces, telles que des formations pour les conducteurs et les chefs de train. Il faut toujours les deux : « le matériel et le logiciel » pour obtenir un résultat efficace.

Intégration de la dimension de genre : district pilote de Mariahilf

En 2002, Mariahilf, le 6^e district, a été désigné « District pilote pour l'intégration de la dimension de genre » par le Bureau de coordination de la planification et de la mobilité urbaines. Tous les collaborateurs des sept départements concernés par l'espace public dans ce quartier ont participé au processus. Des formations sur l'égalité des genres ont eu lieu, mais l'apprentissage par la pratique a été le plus important. Dans le cadre de plusieurs ateliers sur le genre, les différents départements, en partie avec l'aide du Bureau de Coordination et d'un conseil consultatif, ont développé de nouvelles méthodes pour leurs activités en cours. Une analyse détaillée du réseau de voirie de 27 km a été effectuée. Les principales préoccupations concernaient l'élargissement des trottoirs, l'absence de barrières architectoniques, la sécurité des passages, les feux de signalisation adaptés aux piétons, les questions de sécurité, le bon entretien des trottoirs — important pour les utilisateurs de fauteuils roulants — et la surveillance des terrasses de café afin qu'elles ne prennent pas trop de place sur les trottoirs — en raison du plan directeur pour le trafic, où ces critères étaient déjà mentionnés par les experts en matière de genre. Le résultat après 3 ans : l'élargissement de 1 kilomètre de trottoirs de moins de 2 mètres de large ; 40 traversées de

rues et 5 trottoirs sans obstacles ; 26 lampadaires nouveaux ou améliorés dont la nécessité et les emplacements les plus vulnérables ont été identifiés par des promenades nocturnes de la commission des femmes du conseil politique local ; 1 ascenseur près d'un long escalier public ; le réaménagement de 2 petites places ; et 9 bancs supplémentaires. Ces modifications, modestes mais conséquentes, ont amélioré la qualité générale de la vie des piétons. Ce processus a permis en outre de créer une « boîte à outils méthodique » complète.

AMÉLIORATIONS GÉNÉRALES DES CONDITIONS DE MARCHE ET DE L'ESPACE PUBLIC

Après de nombreuses années d'activités de planification de la mobilité tenant compte de la dimension de genre, les questions relatives aux piétons ont désormais acquis une importance nettement plus grande à Vienne, ce qui suit également une tendance assez générale. Les modes de circulation sont traités de manière relativement égale. La programmation des circuits de feux de circulation pour les piétons utilise une vitesse de calcul réduite dans les quartiers de résidences pour les personnes âgées. L'éclairage est un facteur important pour le sentiment subjectif de sécurité. Une liste de contrôle destinée au service d'éclairage permet de déterminer quand il convient d'utiliser un degré d'éclairage supérieur. En 2012, une agence de mobilité a été créée afin d'augmenter l'attractivité pour la circulation des vélos et des piétons, et une attention beaucoup plus grande a été accordée à la qualité des rues et des places piétonnes. La revalorisation de l'espace public est perceptible. Les citoyens actifs sont plus nombreux, et le jardinage de quartier est florissant. La ville soutient les micro-sites remplaçant les places de parking construits par les citoyens moyennant de petites subventions pour couvrir les frais de matériel, et leur offre la possibilité d'utiliser les disques ouverts au pied des arbres ou les arbres des rues des zones non goudronnées comme autant de minuscules jardins.

SÛRETÉ ET SÉCURITÉ

En règle générale, les espaces anxiogènes ne sont pas des scènes de crime. Pourtant, les espaces publics et semi-publics aménagés sans tenir compte de leur potentiel anxiogène génèrent des sentiments d'insécurité ou de menace, surtout la nuit, et pas seulement chez les femmes. En raison du harcèlement et de la violence dont les femmes



Éclairage séparé pour les larges trottoirs de Sonnenallee, Seestadt Aspern. / Luzia Puiu © 3420AG

sont victimes au quotidien — phénomènes pour le moins tolérés par la société — la liberté de mouvement de nombreuses femmes est en fait limitée. Souvent, cette situation n'est pas reconnue comme telle ou est considérée comme un problème individuel.

Outre les installations policières et techniques, il existe d'autres possibilités liées à la conception pour éviter les « espaces d'anxiété » grâce à un meilleur contrôle social et pour augmenter le sentiment subjectif de sécurité de l'individu afin de renforcer les femmes dans leur appropriation sans entrave et en toute sécurité de l'espace public.

Liste de contrôle du service d'éclairage

Vienne a élaboré des lignes directrices pour une ville sans dangers contenant des critères pour la conception d'espaces publics sûrs et une liste de contrôle pour aider le service d'éclairage à identifier les zones d'anxiété où un niveau d'éclairage plus élevé est nécessaire.

APPROCHES DE PLANIFICATION SOCIALEMENT SENSIBLES POUR L'ESPACE PUBLIC

PARTICIPATION

Les approches participatives de la planification se sont considérablement développées au cours de

ces dernières années. Il faut prêter attention aux approches sensibles au genre nécessaires pour obtenir un retour d'information reflétant la diversité de la vie quotidienne et des contextes. L'objectif est un processus équitable et inclusif. Le choix du lieu et du calendrier, l'offre de structures d'accueil pour les enfants, les méthodes appliquées, les langues utilisées, tout cela contribue à l'implication des individus. S'agit-il d'une approche à bas seuil ou cela conduit-il à un biais concernant la classe moyenne, l'origine autochtone, l'âge élevé et la domination masculine qui font partie de nombreux processus de participation ordinaires ? S'agit-il simplement d'information ou y a-t-il quelque chose d'autre ?

L'organisation de processus de participation exige beaucoup de ressources personnelles et de moyens financiers, surtout s'ils sont organisés comme de véritables processus ascendants. C'est pourquoi il est parfois judicieux de les remplacer ou de les combiner avec des outils de planification du genre par les experts dans leur rôle de défense des groupes vulnérables.

Participation sensible au genre : le réaménagement de la Reumannplatz

Dans le cadre de l'extension d'une ligne de métro, le déplacement des voies de tramway, qui divisaient auparavant la place Reumannplatz en



Processus participatif du remodelage de la place Reumannplatz. / Christian Fürthner © Mairie de Vienne

deux parties, a permis de rendre plus attrayant cet espace public très fréquenté au centre du 10^e district. Dans le processus de participation, les architectes paysagistes multilingues du bureau Tilia ont accordé une grande importance à une approche sensible au genre. Les « cafés de planification sur place » ont été particulièrement bien accueillis : les activités souhaitées sur la Reumannplatz ont fait l'objet de questionnaires sur des tables installées en trois endroits différents, à côté de photos présentant différentes atmosphères possibles, et des éléments d'équipement ont été exposés sur des poteaux. Les passants ont eu la possibilité de donner leur avis, à l'aide de post-it adhésifs, sur les photos qui les ont le plus séduits. Une distinction a été faite en fonction du genre et de l'âge (bleu/rouge ; grand/petit). Cette méthode non verbale, qui fonctionne rapidement en passant avec peu de mots, rend les différentes préférences très claires en un coup d'œil.

CONTRÔLE DE L'ÉQUITÉ

Cet outil, développé lors d'un projet pilote à Vienne, s'est avéré très efficace et simple. Il ne nécessite pas beaucoup de ressources, puisqu'il s'agit uniquement d'un outil de visualisation pour une

discussion structurée. La définition des groupes cibles les plus touchés ou souhaités permet de mieux cerner l'impact réaliste du projet.

SALTO : un projet pilote dans la perspective de genre

Dans le cadre du projet pilote SALTO, qui traite du vieillissement en bonne santé dans deux quartiers spécifiques, des experts ont procédé à une évaluation qualitative de toutes les mesures proposées en matière de genre, d'intégration et de conception inclusive. Ceux-ci ont évalué l'impact des différentes mesures pour cinq groupes cibles de manière qualitative. Cette méthode a également été utilisée pour le nouveau concept de mobilité et le concept d'espace public. Dans tous les cas, une partie des mesures proposées a été modifiée ou amendée.

ANALYSE DE L'ESPACE SOCIAL

Les analyses de l'espace social sont très utiles pour identifier les différents besoins des utilisateurs et les traduire en exigences fonctionnelles pour le réaménagement des espaces publics existants.

Meidlinger Hauptstraße : un concours pour le réaménagement d'une rue commerçante

C'était la première fois qu'une analyse de l'espace social sensible au genre avait lieu à Vienne pour le réaménagement d'une rue commerçante locale, ici la Meidlinger Hauptstraße, dans un quartier de migrants. Elle a combiné une analyse de données quantitatives sur la structure de la population ainsi qu'une recherche qualitative. Des inspections du site, des excursions ainsi que des discussions sur place ont permis d'identifier le modèle d'utilisation et les besoins des différents groupes. Le résultat faisait partie de l'appel d'offres et d'une partie

spécifique de la pré-qualification pour ce concours international d'un projet pilote de genre. Le jury s'est concentré sur deux projets : un projet à haute valeur esthétique mais négligeant les aspects sociaux de l'appel d'offres ; et un projet sensible aux différents besoins des utilisateurs, offrant divers lieux où passer du temps, avec différentes qualités et une conception robuste et sans obstacles mais avec une qualité de conception moins convaincante. Enfin, le projet sensible aux aspects sociaux l'a emporté après une discussion animée, remportant les voix de tous les membres du jury — chose impensable dans un jury classique.

LA VALEUR D'UNE APPROCHE DE PLANIFICATION SENSIBLE AU GENRE

Les exemples décrits ci-dessus devraient démontrer que la planification sensible au genre est une stratégie très réussie de contrôle de la qualité dans un double sens.

La perspective politique. Du point de vue de l'équité, la valeur réside dans la qualité d'usage quotidien ainsi atteinte pour les différents groupes d'utilisateurs. C'est pourquoi il est essentiel que la Planification de genre doit prendre systématiquement en compte les différents points de vue et perspectives de la vie quotidienne, ce qui permet de minimiser les « angles morts » de la planification. Le traitement des conflits d'objectifs, non seulement en ce qui concerne les aspects fonctionnels mais aussi de manière systématique pour l'impact sur les différents groupes d'utilisateurs, favorise la qualité des décisions politiques et leur préparation par les planificateurs.

Le point de vue de la gestion. Mieux connaître les différents besoins des groupes cibles permet de répondre aux besoins de manière plus efficace et de mieux utiliser les ressources publiques. Il y a toujours moins de moyens financiers que de besoins et de souhaits exprimés, ce qui permet également de mieux estimer l'impact des mesures et de les classer par ordre de priorité.

Finalement, cela conduit à une meilleure qualité et à un meilleur façonnage de l'environnement urbain. Que peuvent faire les collectivités, si

elles veulent renforcer cette approche de planification et élargir leur perspective pour une meilleure prise en compte des besoins du travail de soins dans les structures urbaines ? Sur la base de l'expérience viennoise, les principes suivants se sont avérés cruciaux.

RECOMMANDATIONS POUR LES ÉLÉMENTS STRATÉGIQUES CLÉS

Sensibilisation. Le traitement des données, les projets de recherche et l'analyse spatiale contribuent à convaincre les décideurs et les experts du courant dominant. Une analyse différenciée des données et une meilleure connaissance de la vie quotidienne des groupes d'utilisateurs sont nécessaires — observations, enquêtes, processus de participation et ateliers plus sensibles au genre. Avant de concevoir l'espace physique, il faut analyser l'espace social.

Visibilité. Les projets pilotes réussis prouvent que les méthodes de Planification de genre donnent des résultats raisonnables avec une grande qualité d'utilisation et offrent une résonance médiatique positive. Il est crucial de les choisir avec soin, car ils doivent assurer le succès. Le projet doit avoir le potentiel de montrer la valeur supplémentaire d'une approche de Planification de genre. Il a besoin d'un cadre favorable et d'une définition réaliste de l'objectif du projet — ne pas tenter de résoudre tous les problèmes dans une seule expérience.

Expérience pratique. Mener des projets et des processus pilotes dans

« La Planification de genre doit prendre systématiquement en compte les différents points de vue et perspectives de la vie quotidienne »

tous les départements administratifs concernés — chaque département doit réaliser 2 ou 3 projets dans le cadre de son programme de travail annuel en tenant compte de la dimension de genre, afin d'obtenir un effet de formation plus efficace. Cela nécessite un soutien de haut en bas, du niveau politique ou de la direction, et mieux encore des deux.

Partage des connaissances. Grâce à des outils tels que des manuels, des conseils de planification ainsi que des listes de critères, on peut utiliser des exemples internationaux ou mieux les adapter aux conditions spécifiques de la communauté en se basant aussi, ultérieurement, sur les projets pilotes et leaders déjà réalisés. Ceci est également utile et fournit aux planificateurs externes une bonne orientation, par exemple, dans l'appel d'offres des concours.

Capacité personnelle et budgets. Pour la période des projets pilotes, la collecte de données, le suivi et l'évaluation, des ressources personnelles sont nécessaires. Cela peut aussi nécessiter une unité spécifique chargée du développement de la Planification de genre, comme cela s'est produit avec le Bureau de Coordination pendant 10 ans à Vienne, qui s'est avéré très productif avec des personnes responsables dans chaque département. La meilleure façon de mettre en place des processus innovants et transformateurs dépend de l'organisation et de la culture de gouvernance de chaque ville. Dans tous les cas, le soutien politique et une stratégie descendante clairement communiquée sont utiles, mais il faut aussi compter sur les activités ascendantes de collègues profondément motivés, car ils peuvent être de bons multiplicateurs. Les activités de réseau de même que les formations sur le genre pour l'échange d'idées et d'expériences professionnelles les soutiennent de manière efficace.

Diffusion et déploiement. Au début, le développement de projets pilotes convaincants est essentiel et nécessite déjà le soutien du niveau politique et de la hiérarchie administrative supérieure ; c'est indispensable pour un déploiement plus large et ne peut être réalisé que par des collaborateurs motivés. La formation en genres et les projets pilotes dans divers départements, ainsi que la participation d'experts dans les nombreux jurys contribuent à l'intégration des méthodes et des contenus de la Planification de genre. Une marque

comme *Fair Shared City* (Ville partagée équitable) fournit un cadre et soutient la publicité des projets pilotes réussis.

NOUVEAUX DÉFIS. ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AMÉLIORATION DU MICROCLIMAT

Avec la croissance urbaine, les disparités sociales et les tensions croissantes, la diversité de la population, le réchauffement climatique et la crise du COVID, les structures urbaines sont soumises à des tests de stress permanents, les conflits d'objectifs sont devenus plus difficiles pour les planificateurs, et les décisions sensibles au genre plus importantes que jamais. Des infrastructures vertes efficaces, des modes de transport durables et une utilisation réduite de la voiture sont une question d'équité et une nécessité écologique.

« La Planification de genre devrait rapidement développer une vision systémique de cet aspect en plaçant le travail du care au centre de l'action »

Si les contributions apportées par les urbanistes féministes depuis les années 70 étaient devenues des politiques courantes, nos villes seraient beaucoup plus résistantes au climat qu'elles ne le sont aujourd'hui. La priorité est maintenant de promouvoir la gestion du changement nécessaire et urgent afin d'utiliser rapidement le temps restant pour faire face à la crise climatique. Tout comme les ingénieurs masculins ont profondément remodelé le système urbain à la fin du XIXe siècle grâce à des infrastructures techniques, une transformation au moins aussi radicale est nécessaire aujourd'hui, avec une participation féminine correspondante.

La lutte contre le réchauffement climatique et l'accélération de l'adaptation au changement revêtent une grande importance pour les femmes : les décès dus à la chaleur sont plus nombreux que ceux dus aux accidents de la route. Les statistiques montrent que les enfants en bas âge, les femmes âgées et les personnes pauvres sont les plus touchés, ce qui implique également une charge de travail supplémentaire dans le domaine des soins.

Le désir de disposer de plus d'espaces verts et d'un lien plus étroit avec la nature, exprimé à plusieurs reprises dans tous les processus de participation, notamment par les femmes, exige une priorité appropriée. Il faut de grands parcs et jardins qui permettent de vivre la nature et de se déplacer librement, et des squares de quartier qui génèrent un capital social important. Il est particulièrement important de promouvoir de

nouveaux espaces ouverts dans les zones densément construites, notamment en utilisant les terrains vagues et en réaménageant l'espace des rues.

Pour adapter les espaces publics, il faut des arbres, des façades vertes, l'infiltration des eaux de pluie, une réduction radicale de l'utilisation de la voiture et des facilités de stationnement dans l'espace public pour rendre tout cela possible. En ce qui concerne l'ombrage : un dilemme de planification est que les utilisateurs apprécient beaucoup la lumière du soleil au printemps et en automne, alors que pendant les périodes chaudes de l'été le manque d'ombre devient un problème. En ce qui concerne le cycle des saisons, les arbres sont les meilleurs éléments d'ombrage naturel et les meilleurs climatiseurs, car ils fournissent un maximum d'ombre en été et laissent passer plus de lumière solaire pendant les autres périodes de l'année.

En ce qui concerne la mobilité, l'incertitude règne actuellement quant aux développements qui prévaudront sur le double plan technique et économique. Une réorganisation de la mobilité urbaine est également cruciale pour des raisons de protection du climat. Il est nécessaire, en effet, de trouver des solutions urbanistiques telles que des

coupes transversales des rues tenant compte des nouvelles formes de mobilité et de la gestion des eaux de pluie, l'expansion réelle des réseaux verts sous la forme d'un descellement radical et d'un boisement de l'espace des rues basé sur le principe de la ville éponge, afin d'assurer la survie des arbres.

Pour la réorganisation nécessaire des formes de vie, de travail et de mobilité, un style de vie post-matériel ainsi que *l'Arte Povera* (Art pauvre) pour des solutions peu coûteuses et créatives sont nécessaires, de même en ce qui concerne la consommation de matériaux et d'énergie. Afin de passer d'une action réactive à une action préventive, des mesures solides et facilement gérables dans tous les domaines peuvent être rapidement identifiées à partir du discours actuel.

L'enregistrement holistique des mondes de la vie et du quotidien ainsi que la transparence dans le traitement des conflits ciblés pourraient accroître l'acceptation et libérer le potentiel de soutien. Le réaménagement urbain socialement durable et post-fossile est une opportunité ! La Planification de genre devrait rapidement développer une vision systémique de cet aspect en plaçant le travail du care au centre de l'action.

MANUELS ET AUTRES AIDES DE TRAVAIL

Gender Mainstreaming in Urban Planning and Urban Development formule des objectifs, des caractéristiques pour les domaines de la structure urbaine et de la qualité de vie ainsi que de l'espace public et de la mobilité. Il présente les méthodes, les critères et les lignes directrices développés au fil des ans à Vienne et fournit de bons exemples pour les différents niveaux de planification. On y trouve notamment la liste des critères d'évaluation des projets soumis pour des subventions au logement, la liste des critères pour les bâtiments de service public sensibles au genre tels que les écoles et autres bâtiments éducatifs, la liste des critères pour les analyses de l'espace fonctionnel et social, des cartes montrant les bons itinéraires pour la marche et les déficits existants pour soutenir la prise de décision politique au niveau du district ainsi que les critères pour la conception de parcs, de jardins et d'aires de jeux sensibles au genre. Il montre comment combiner efficacement l'intelligence et la sensibilité sociales avec les connaissances techniques en matière de planification. Le manuel a été publié en 2013 en anglais pour favoriser les échanges internationaux et dans une version en ligne :

<https://womenmobilize.org/pubs/gender-mainstreaming-in-urban-planning-and-urban-development/>

Manuel pour un aménagement urbain inclusif et garant de l'égalité des genres, de la Banque mondiale, daté de février 2020, contient des recommandations pour un contexte mondial. Ce manuel comprend également la description de 10 études de cas comme exemples de bonnes pratiques. Il est notamment en français :

<https://www.worldbank.org/en/topic/urbandevelopment/publication/handbook-for-gender-inclusive-urban-planning-and-design>

Fair Shared City : Guideline for Socially Inclusive and Gender-Responsive Residential Development, de la Banque asiatique de développement a été publié en janvier 2022. Il s'agit de recommandations de planification élaborées pour l'aménagement urbain de la capitale géorgienne de Tbilissi qui sont en partie basées sur le manuel viennois, mais adaptées au contexte local. Elles contiennent des arguments encore plus profonds en faveur d'une approche de l'aménagement urbain sensible au genre :

<https://www.adb.org/publications/fair-shared-city-guidelines-inclusive-gender-responsive>

Fair Shared Green and Recreational Spaces, de Tbilissi, publié en décembre 2022. Ce sont des lignes directrices qui s'appuient également, en partie, sur les recommandations de la Planification de genre de la Mairie de Vienne sur les parcs et terrains de jeux, publié dans le manuel viennois mentionné ci-dessus.

<https://www.adb.org/publications/green-spaces-guidelines-gender-responsive-design-tbilisi>



LA VILLE ÉDUCATRICE CONTRIBUE FORTEMENT À UNE MEILLEURE SANTÉ URBAINE À L'ÈRE DE LA VILLE BIENVEILLANTE



Francisco Obando, consultant pour l'Organisation mondiale de la santé et chercheur affilié, Centre sur la migration, la politique et la société, Université d'Oxford.

La ville éducatrice se caractérise par une série d'engagements qui contribuent positivement à la santé urbaine. Connaître le territoire peut permettre de meilleures prises de décisions et la mise en place d'équipements et de services municipaux plus fonctionnels pour la santé. Fournir aux citoyens des informations cohérentes et adéquates, communiquées par une multitude de sources crédibles, peut aider les citoyens à prendre des mesures de protection de leur santé et de prévention des maladies. Adopter des approches de la construction de la ville intégrant la participation sociale améliore les relations sociales ainsi

que les liens communautaires, ce qui donne de l'autonomie et contribue finalement à l'équité en matière de santé. Le suivi de l'amélioration continue des politiques et des interventions promouvant la santé en milieu urbain doit s'appuyer sur une compréhension de la nature interconnectée et dynamique des secteurs, des problèmes, des personnes et des lieux qui composent les villes. Une meilleure prise de conscience du rôle que jouent déjà les villes en matière de santé urbaine ainsi qu'un engagement renouvelé en faveur de nouvelles actions constituent un point de départ important sur la voie de la santé et du bien-être en ville.

LES VILLES EN TANT QUE DÉTERMINANTS DE LA SANTÉ

Les agglomérations urbaines — villes, villages, quartiers — sont le lieu de résidence de la majorité de la population mondiale. Elles affectent de plus en plus toutes les espèces vivantes, et l'intégrité même de la planète qui risque de ne plus être propice à la vie¹. Le milieu urbain influence directement la façon dont ses habitants vivent, travaillent et se divertissent — et même la façon dont ils se comportent².

Dans certains de ces endroits, des niveaux élevés d'insécurité empêchent même les gens de sortir de chez eux, tandis que l'aménagement urbain bruyant centré sur la voiture et l'air pollué — respiré par 99 % des citoyens^{3,4} — rendent physiquement difficile et dangereux de le faire. Dans le même temps, les habitants des villes sont bombardés de publicités agressives pour des aliments pauvres en nutriments, transformés, raffinés et nocifs pour la santé, contenant des additifs tels que du sucre, du sel, des acides gras trans (AGT) ou des conservateurs. Par conséquent, en partie, 39 % des adultes âgés de 18 ans et plus étaient en surpoids et 13 % étaient obèses en 2016, ce qui est un facteur important de décès prématuré⁵. Or, ce n'est même pas une description des conditions dans les parties des agglomérations urbaines où vivent les personnes les plus pauvres. La santé du milliard d'habitants des bidonvilles dans le monde, dont 80 % se trouvent en Asie de l'Est et du Sud-Est, en Afrique subsaharienne et en Asie centrale et méridionale⁶, est mise à mal par des services municipaux de collecte des déchets limités, des services de base inadéquats ou indisponibles tels que les infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), et des logements souvent gravement inadaptés. L'insuffisance des services WASH, par exemple, représente 2 millions de décès évitables et 123 millions d'années de vie corrigées par

l'incapacité (à cause d'accidents vasculaires cérébraux ischémiques - AVCI) évitables⁷.

Les villes ne sont pas forcément des lieux où les gens subissent des niveaux de stress élevés et sont contraints à des modes de vie sédentaires, isolés de leur communauté. Elles peuvent être des lieux où les espaces verts prolifèrent, où des aliments nutritifs sont cultivés localement, où les gens partagent la communauté et se déplacent dans des transports propres, actifs et sûrs. Les villes peuvent être bien desservies par les services sociaux de base, notamment les transports en commun ou un système de santé efficace, et protégées par une législation qui tient compte des déterminants urbains de la santé. En fait, de nombreuses zones urbaines dans le monde correspondent à cette description, en grande partie grâce au travail inlassable des municipalités et des communautés.

L'ENGAGEMENT DES VILLES ÉDUCATRICES ET LA SANTÉ URBAINE

La Charte des Villes éducatrices, qui unit ce réseau, décrit « l'engagement » de la ville éducatrice comme une approche incluant huit domaines. Cette approche comprend la connaissance du territoire, l'accès à l'information, la gouvernance et la participation des citoyens, le suivi et l'amélioration continue, l'identité de la ville, des espaces publics agréables à vivre, la fonctionnalité des équipements et services municipaux, et la durabilité. L'adhésion à cet engagement est en même temps une contribution puissante à « la ville qui se soucie » de la santé et du bien-être de l'homme.

Le but de cet article est d'illustrer brièvement les façons dont l'adhésion à la Charte affecte positivement la santé humaine, de dynamiser l'engagement collectif de cette communauté et de susciter un intérêt supplémentaire chez les futurs membres. Nous nous concentrerons sur les « engagements »

Photo de couverture : personnes dans un parc près de L'île aux Musées de Berlin (Allemagne) / Hanohiki, iStock

¹ Hans-O. Pörtner, Debra C. Roberts, Helen Adams, Carolina Adler, Paulina Aldunce, Elham Ali, Rawshan Ara Begum RB. Climate Change 2022 - Impacts, Adaptation and Vulnerability - Summary for Policymakers. Ipcc. 2022. 37 p.

² Galea S, Vlahov D, editors. Handbook of Urban Health Populations, Methods and Practice. Springer États-Unis; 2005.

³ WHO, "WHO ambient (outdoor) air quality database Summary results", actualisé en 2018 [Internet], 2018. Disponible sur : <https://www.who.int/data/gho/data/themes/air-pollution/who-air-quality-database/2018>

⁴ WHO "Air pollution. Fact Sheets", 2022

⁵ Ritchie H, Roser M. Obesity. Our World in Data. 2022.

⁶ Un-Habitat, "SDG 11" [Internet], "Make cities and human settlements inclusive, safe, resilient and sustainable", 2022 [cité le 17 juin 2022]. Disponible sur : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/es/cities/>

⁷ Organisation mondiale de la Santé, "Safe water, better health" [Internet], Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2019. Licence : CC BY-NC-SA 3.0 IGO, 2019. 67 p. Disponible sur : <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/329905/9789241516891-eng.pdf>

qui sont moins susceptibles d'être immédiatement associés à de meilleurs résultats de santé, et nous laisserons de côté les engagements relatifs aux espaces publics habitables et à la durabilité, dont on sait pertinemment qu'ils influencent directement et indirectement la santé urbaine.

Sensibilisant aux profondes contributions à la santé de cette association de villes, l'article veut guider la réflexion sur les facteurs qui déterminent la santé urbaine. Il donne des exemples de la manière dont les municipalités et les communautés peuvent continuer à créer des milieux urbains améliorant la santé et le bien-être en ne laissant personne de côté. Faire le lien entre l'action de la ville et ses résultats sur la santé humaine est un point de départ essentiel pour atteindre la santé urbaine. L'exercice d'analyse des facteurs urbains qui déterminent la santé peut, par exemple, donner à la ville un moyen de hiérarchiser les investissements parmi des demandes concurrentes.

CONNAISSANCE DU TERRITOIRE ET ADAPTATION DES ÉQUIPEMENTS ET DES SERVICES MUNICIPAUX COMME ÉLÉMENTS GÉNÉRATEURS DE SANTÉ URBAINE

Il est essentiel de comprendre comment le milieu urbain et les actions de la municipalité affectent la santé. La connaissance du territoire, fondée sur des informations précises sur les dynamiques locales, et les décisions prises en conséquence, notamment la création de services municipaux fonctionnels, inclusifs et équitables, peuvent contribuer de manière significative à la santé et au bien-être des personnes. Les déterminants urbains de la santé comprennent les facteurs non médicaux qui influent sur les résultats en matière de santé et qui sont propres à

la vie en milieu urbain. La mesure dans laquelle des niveaux, des caractéristiques et des perceptions adéquats de densité, d'espaces verts, d'air pur, de pistes cyclables, de transports en commun, de services sociaux, d'éducation et d'autres déterminants urbains contribuent positivement à la santé est une question qui, lorsqu'on y répond, peut déboucher sur d'autres actions positives pour la santé.

Il peut être utile de connaître les principaux déterminants de la santé en milieu urbain. Par exemple, une série d'analyses documentaires, qui a porté sur plus de 2 800 articles, montre les avantages des espaces verts en milieu urbain pour les interactions sociales⁸, les économies locales⁹, la réduction de la criminalité et l'amélioration de la sécurité publique¹⁰, la vie active¹¹, la réduction des risques liés aux toxines et à la pollution¹², la réduction du stress et les contributions à la santé mentale¹³.

De même, une étude systématique visant à clarifier l'impact de l'aménagement des quartiers sur la santé et le bien-être a révélé l'existence d'associations importantes entre les principes d'aménagement des quartiers, tels que la facilité de marche, et l'accès aux espaces verts et aux équipements¹⁴. De manière générale, la facilité de marche dans les quartiers est associée à un impact positif sur la santé mentale¹⁵, la réduction de l'incidence de l'hypertension¹⁶, du diabète¹⁷, la diminution du risque de handicap¹⁸ et la réduction de la pollution atmosphérique¹⁹. De même, un examen systématique de la littérature disponible sur l'évaluation de l'impact sur la santé du transport actif (TA), tel que la marche ou le vélo, a conclu que les avantages nets du TA sont substantiels dans les pays à revenu élevé d'où proviennent la majorité des études²⁰.

⁸ Wolf KL, M.A.R. Social Strengths - A Literature Review. In: Green Cities: Good Health [Internet]. Green Cities: Good Health. 2013 [cité le 5 mars 2021]. Disponible sur : http://depts.washington.edu/hhwb/Thm_Community.html

⁹ Wolf KL. Community Economics - A Literature Review. In: Green Cities: Good Health [Internet]. Green Cities: Good Health. Washington; 2010 [consulté le 5/3/2021]. Disponible sur : http://depts.washington.edu/hhwb/Thm_Economics.html

¹⁰ Wolf KL. Crime & Public Safety - A literature Review. In: Green Cities: Good Health [Internet]. Disponible sur : http://depts.washington.edu/hhwb/Thm_Crime.html

¹¹ Wolf KL. Active Living - A Literature Review. In: Green Cities: Good Health. 2010.

¹² Wolf KL, Krueger S, Flora K. Reduced Risk - A Literature Review. In: Green Cities: Good Health. 2015.

¹³ Wolf KL, Krueger S, Rozance MA. Stress, Wellness & Physiology - A Literature Review. In: Green Cities: Good Health. 2014.

¹⁴ Ige-Elegbede J, Pilkington P, Orme J, Williams B, Prestwood E, Black D, et al. Designing healthier neighbourhoods: a systematic review of the impact of the neighbourhood design on health and wellbeing. *Cities Health* [Internet]. 2020;00(00):1–16. Disponible sur : <https://doi.org/10.1080/23748834.2020.1799173>

¹⁵ Berke EM, Gottlieb LM, Moudon AV, Larson EB. Protective association between neighborhood walkability and depression in older men. *J Am Geriatr Soc*. 2007;55(4):526–33.

¹⁶ Chiu M, Rezai MR, MacLagan LC, Austin PC, Shah BR, Redelmeier DA, et al. Moving to a highly walkable neighborhood and incidence of hypertension: A propensity-score matched cohort study. *Environ Health Perspect*. 2016;124(6):754–60.

¹⁷ Paquet C, Coffee NT, Haren MT, Howard NJ, Adams RJ, Taylor AW, et al. Food environment, walkability, and public open spaces are associated with incident development of cardio-metabolic risk factors in a biomedical cohort. *Health Place* [Internet]. 2014;28:173–6. Disponible sur : <http://dx.doi.org/10.1016/j.healthplace.2014.05.001>

¹⁸ Freedman VA, Grafova IB, Schoeni RF, Rogowski J. Neighborhoods and disability in later life. *Soc Sci Med*. 2008;66(11):2253–67.

¹⁹ James P, Hart JE, Laden F. Neighborhood walkability and particulate air pollution in a nationwide cohort of women. *Environ Res* [Internet]. 2015;142:703–11. Disponible sur : <http://dx.doi.org/10.1016/j.envres.2015.09.005>

²⁰ Mueller N, Rojas-Rueda D, Basagaña X, Cirach M, Hunter TC, Dadvand P, et al. Urban and transport planning related exposures and mortality: A health impact assessment for cities. *Environ Health Perspect*. 2017;125(1):89–96.



Bazar à Port-au-Prince (Haïti). ©Rchphoto (iStock)

Cependant, le fait de savoir comment l'environnement urbain affecte la santé dans une ville donnée peut déboucher sur une action plus précise et plus efficace.

Par exemple, les effets de la densité de population sur la santé sont variables. Dans certains cas, une densité élevée peut être associée à des conditions urbaines néfastes pour la santé, telles que la pollution et le surpeuplement, tandis que dans d'autres, elle peut être associée à des conditions favorables à la santé, telles que des niveaux plus élevés permettant la marche et la cohésion sociale. À Medellín, en Colombie, la municipalité ainsi que des chercheurs indépendants ont constaté qu'une densité de population allant jusqu'à 60 000 personnes/km² était associée à des taux de mortalité inférieurs à ceux des quartiers de la ville présentant des niveaux de densité plus élevés ^{21, 22}. À Medellín encore, les espaces verts situés à proximité des logements étaient associés à des taux de mortalité inférieurs pour certaines maladies cardiaques et le diabète.

De même, les quartiers présentant une plus forte densité d'intersections — pâtés de maisons plus petits et terrains moins escarpés — étaient associés à des taux de mortalité plus faibles pour certaines maladies cardiovasculaires. Ces informations peuvent être utilisées par la municipalité pour s'attaquer, par la législation, les investissements, la consultation ainsi que d'autres moyens, aux endroits où les modifications de l'environnement bâti sont associées à des niveaux de mortalité ou de morbidité plus élevés que dans d'autres quartiers. Ces informations peuvent également servir de base à des initiatives de dialogue et d'éducation avec la communauté.

CONNAÎTRE LE TERRITOIRE AVEC DE NOUVELLES FORMES DE DONNÉES ET DE MÉTHODES POUR INFORMER L'ACTION POSITIVE POUR LA SANTÉ URBAINE

Les formes émergentes de données et les méthodes de traitement des données offrent de nouvelles possibilités de développer une compréhension

²¹ Patiño J, Hong A, Duque JC, Zapata S, Lopera V. ¿Qué es lo que hace que el entorno urbano sea saludable en Colombia?. Medellín, Colombia; 2021. Disponible sur : https://www.peak-urban.org/sites/default/files/2021-06/peak_brief_healthy_urban_environment_colombia-spanish.pdf

²² Patiño J, Hong A, Duque JC, Rahimi K, Zapata S, Lopera VM. Built environment and mortality risk from cardiovascular disease and diabetes in Medellín, Colombia: An ecological study. *Landsc Urban Plan.* 2021;213 (Août 2020).



Marché au centre de Mombasa (Kenya). © Przemek Kunert (iStock)

plus profonde des processus sociaux et spatiaux auparavant illusoires, en particulier pour les villes des pays à revenu faible et moyen (PRFM), où les formes traditionnelles de données sont moins disponibles. Dans les villes des PRFM, les contraintes de ressources, les priorités concurrentes et autres ont eu pour conséquence de limiter la collecte et le traitement des données à grande échelle.

Plusieurs exemples peuvent aider à se faire une idée du type de connaissance du territoire urbain et des avantages qui peuvent en résulter pour la santé. Les données anonymisées des télécommunications mobiles ont été utilisées pour comprendre comment et quand un grand nombre de personnes se déplacent dans une ville. Pendant la pandémie du COVID-19, il a été suggéré d'utiliser cette connaissance des déplacements des personnes pour minimiser la transmissibilité du virus. Cela pouvait être fait en protégeant l'économie et en préservant des

pourcentages plus importants de trajets domicile-bureau et en restreignant les déplacements en dehors de ceux-ci²³. Ce type d'analyse a montré quelles restrictions de mobilité sont les plus efficaces parmi les groupes qui peuvent travailler à domicile et il convient donc de rechercher des alternatives pour protéger les groupes à faibles revenus²⁴.

Un algorithme d'apprentissage automatique différent a été utilisé pour prédire l'expansion urbaine future, y compris dans le cadre de différents scénarios politiques, ainsi que la consommation d'eau²⁵. Dans un autre cas, une approche d'apprentissage automatique a été utilisée avec des données provenant de sources en libre accès telles que *Open Street Map* et *Google Earth Engine* pour prédire la distribution spatiale de l'emploi dans les villes des PRFM, en ciblant les villes ne disposant pas de données sur l'emploi²⁶. Parmi les villes testées figuraient Niamey/Niger, Mumbai/Inde, Karachi/Pakistan, Port au Prince/Haïti et Guayaquil/

²³ Heroy S, Loaiza Saa I, Pentland A, O'Clery N. Commute and mobility patterns evidenced from telecommunications data can inform reopening strategies after COVID-19 lockdowns [Internet]. Oxford, Reino Unido; 2021. Disponible sur : https://www.peak-urban.org/sites/default/files/2020-10/peak_scoping-brief_commute_mobility.pdf

²⁴ Heroy S, Loaiza I, Pentland A, O'Clery N. COVID-19 policy analysis: Labour structure dictates lockdown mobility behaviour. *J R Soc Interface*. 2021;18(176).

²⁵ Gómez JA, Patiño J, Duque JC, Passos S. Towards a More Sustainable Urban Growth Through a Data-Driven Framework for Modelling, Planning and Control [Internet]. Medellín; 2020. Disponible sur : https://www.peak-urban.org/sites/default/files/2020-06/peak_briefing_towards_a_more_sustainable_urban_growth_15vi20_en.pdf

²⁶ Barzin S, Avner P, Rentschler J, O'clery N. Where Are All the Jobs? A Machine Learning Approach for High Resolution Urban Employment Prediction in Developing Countries. 2022;(Marzo). Disponible sur : <https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/where-are-all-jobs-machine-learning-approach-high-resolution-urban-employment>

Équateur. Il est important de connaître à la fois l'expansion urbaine future et la répartition spatiale de l'emploi dans les villes pour planifier la fourniture de services ayant des effets positifs importants sur la santé, notamment les services de base, le logement social, les transports publics, les services sociaux et l'éducation. Ces informations peuvent être utilisées pour répartir plus équitablement les conditions de santé, y compris les déterminants de la santé urbaine mentionnés plus haut.

L'évaluation du risque sismique des bâtiments s'est avérée difficile, laborieuse et coûteuse ²⁷, tout en restant importante puisque les tremblements de terre ont causé 750 000 décès entre 1998 et 2017 ²⁸. Les experts peuvent, après une inspection minutieuse du profil d'un bâtiment, évaluer son niveau d'exposition à l'activité sismique. Une technique d'apprentissage automatique utilisant des réseaux neuronaux convolutifs a été utilisée avec des images en libre accès de *Google Street View* pour classer automatiquement les bâtiments sur les images en fonction de leur risque d'activité sismique. Là encore, cette connaissance nuancée du territoire peut être utilisée pour sauver de nombreuses vies en s'attaquant aux bâtiments à risque.

LA CONNAISSANCE DU TERRITOIRE S'APPUIE ÉGALEMENT SUR L'ENSEMBLE DES ACTEURS QUI COMPOSENT LA VILLE, NOTAMMENT LES COMMUNAUTÉS, LES PROFESSIONNELS, LES EXPERTS AINSI QUE LES DÉCIDEURS POLITIQUES.

Pour connaître le territoire, il ne suffit pas d'utiliser les big data et les nouvelles méthodes, il faut aussi une approche inclusive de la compréhension des zones urbaines qui tienne compte des connaissances de tous les groupes composant une ville ²⁹. L'évaluation des perspectives des différents groupes de personnes qui vivent, travaillent et se divertissent dans une ville, tels que la communauté, les décideurs politiques, les praticiens et les groupes de la société civile, complète les formes de connaissance mentionnées

« La ville ne peut être réellement connue que si l'on tient compte de la multiplicité des points de vue »

ci-dessus. Par exemple, la municipalité d'Itagui, en Colombie, a tenu compte des connaissances d'un groupe de femmes à faibles revenus dans l'élaboration du plan de développement 2020, ce qui a permis d'inclure des engagements à investir dans des voies piétonnes dans leurs quartiers, à relancer le programme des leaders environnementaux locaux, à soutenir le développement des marchés de producteurs et à reconnaître que les processus participatifs doivent impliquer

les citoyens plutôt que de les « éduquer » ³⁰. Ignorer l'apport de ce groupe aurait affecté les objectifs municipaux visant à réduire les taux de morbidité liés aux maladies non transmissibles et à promouvoir l'activité physique. Il s'agit là d'un des innombrables exemples qui illustrent comment la ville ne peut être réellement connue que si l'on tient compte de la multiplicité des points de vue.

L'IMPORTANCE DE L'ACCÈS À L'INFORMATION ET L'ACQUISITION DE COMPÉTENCES PAR LES CITOYENS POUR ADOPTER DES HABITUDES SAINES

Pour la santé urbaine, la diffusion d'informations pertinentes ainsi que de services et d'interventions complémentaires, y compris des modifications de l'environnement, sont nécessaires pour modifier des comportements complexes et habituels liés au mode de vie ^{31, 32}. En garantissant des informations suffisantes et compréhensibles, ainsi qu'un encadrement sur mesure, des points d'information spécialisés et des conseils, les villes éducatrices contribuent à la santé urbaine. Il a été démontré que le fait de donner accès à l'information contribue à influencer des comportements tels que le tabagisme, la consommation d'alcool, la consommation de drogues, l'alimentation, l'activité physique et le comportement sexuel.

Un tour d'horizon systématique a trouvé de bonnes preuves de l'efficacité des campagnes médiatiques de masse pour changer les attitudes à l'égard du tabagisme, les intentions de fumer et prévenir l'adoption du tabac

²⁷ González D, Rueda-Plata D, Acevedo AB, Duque JC, Ramos-Pollán R, Betancourt A, et al. Automatic detection of building typology using deep learning methods on street level images. *Build Environ*. 2020;177(Janvier):1–12.

²⁸ Organización Mundial de la Salud. Terremotos [Internet]. Fact Sheets. 2022 [cité le 18 mai 2022]. Disponible sur : https://www.who.int/health-topics/earthquakes#tab=tab_2

²⁹ Keith M, O'Clery N, Parnell S, Revi A. The future of the future city? The new urban sciences and a PEAK Urban interdisciplinary disposition [Internet]. PEAK Briefing. Oxford, Royaume-Uni; 2020. Disponible sur : https://www.peak-urban.org/sites/default/files/2021-11/brief_future_city-final.pdf

³⁰ PEAK Urban. Influencing policy: a pathway to sustainable cities. Oxford, Royaume-Uni; 2022.

³¹ Naidoo B, Warm D, Quigley R, Taylor L. Smoking and Public Health: A review of reviews of interventions to increase smoking cessation, reduce smoking initiation and prevent further uptake of smoking. Londres;

³² Robertson R. Using information to promote healthy behaviours. Kicking Bad Habits Report, King's Fund, Londres [Internet]. 2008;(207401):1–15. Disponible sur : http://www.kingsfund.org.uk/sites/files/kf/field/field_document/information-promote-healthy-behaviours-kicking-bad-habits-supporting-paper-ruth-robertson.pdf



Personnes faisant du yoga dans un parc à Gurgaon (Inde). © Amlanmathur (iStock)

chez les jeunes³³. L'étude constate que les matériels d'auto-assistance ont augmenté les taux d'abandon du tabac par rapport à l'absence d'intervention, bien que l'effet soit probablement faible.

Les interventions dans la presse ont permis d'augmenter l'activité physique et de promouvoir une alimentation saine. Une étude de cadrage réalisée par le King's Fund a mis en évidence les conclusions des recherches pertinentes qui peuvent servir de guide aux collectivités locales dans leur diffusion d'informations, principalement l'importance de la source du message, de son contenu et du canal utilisé pour le diffuser. Des messages cohérents provenant de plusieurs sources peuvent avoir plus d'impact. Par exemple, le ministère

« La participation sociale mène à l'autonomisation, ce qui peut contribuer à réduire les inégalités en matière de santé »

britannique de la Santé a demandé à plusieurs organisations caritatives, supermarchés et autres de mener des campagnes complémentaires présentant des messages de différents points de vue³⁴.

Le rapport du King's Fund constate que le contenu et la formulation d'un message peuvent avoir une incidence sur la réalisation de l'objectif visé.

Par exemple, ceux qui cherchent à modifier des comportements à faible risque devraient communiquer les avantages de l'action souhaitée : par exemple, manger plus sainement permet de se sentir mieux et de vivre plus longtemps. Ces messages peuvent être plus efficaces avec des niveaux élevés d'exposition sur de longues périodes de temps^{35,36}.

³³ Jepson R, Harris F, MacGillivray S, Kearney N, Rowa-Dewar N. A review of the effectiveness of interventions, approaches and models at individual, community and population level that are aimed at changing health outcomes through changing knowledge, attitudes and behaviour. Cancer Care Res Centre, Univ Stirling [Internet]. 2006;(Mai):217. Disponible sur : <https://www.nice.org.uk/guidance/ph6/evidence/behaviour-change-review-1-effectiveness-review-pdf-369664525>

³⁴ NHS. Standard for creating health content [Internet]. NHS Digital Service Manual. 2022 [cité le 13 juin 2022]. Disponible sur : <https://service-manual.nhs.uk/content/standard-for-creating-health-content>

³⁵ Hornik R. Introduction, public health information: making sense of contradictory evidence. In: Public Health Communication: Evidence for behaviour change. Nueva Jersey: Lawrence Erlbaum Associates; 2007.

³⁶ Carson K V, Ameer F, Sayehmiri K, Hnin K, van Agteren JEM, Sayehmiri F, et al. Mass media interventions for preventing smoking in young people. Cochrane Database Syst Rev. 2017;2017(6).

GOVERNANCE ENTRE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET LES CITOYENS SUR LA BAISSÉ DES INÉGALITÉS DE SANTÉ

L'accent mis par la Charte des Villes éducatrices sur la participation des citoyens en tant que caractéristique essentielle d'une gouvernance efficace a des répercussions sur la santé du fait d'une conception des villes qui répond mieux mais aussi plus directement aux besoins des citoyens. En plus du rôle de la participation sociale dans les déterminants sociaux de la santé et en tant que droit de l'homme, elle a été liée à des améliorations de la santé et à de meilleurs programmes de santé, en particulier pour les populations pauvres^{37, 38, 39}. À plus long terme, on a également constaté que la participation sociale mène à l'autonomisation, ce qui peut contribuer

à réduire les inégalités en matière de santé^{40, 41}. Les voies vers l'équité en matière de santé passent par les contributions de la participation sociale à de meilleures relations sociales et à un meilleur lien avec la communauté, à un plus grand sentiment de contrôle sur sa vie et ses conditions de vie et à la possibilité de faire ce que l'on aime. Par exemple, la stratégie des quartiers et des « marchés sains » de Quito, en Équateur, a utilisé une action conjointe pour l'équité en matière de santé, en habilitant les équipes de groupes de travail au niveau des quartiers à travailler avec les services intégrés (éducation sanitaire, planification urbaine, collecte des déchets, etc.) de la ville afin d'obtenir également de meilleurs environnements pour la santé et une meilleure équité en matière de santé⁴².

PARTICIPATION SOCIALE ET IMPACTS CONNEXES SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE DE SANTÉ

Composantes participatives	Dimensions	Impacts sur l'équité en matière de santé
Espaces de discussion	Communication	Augmentation de la visibilité Reconnaissance de droits
	Espaces de réflexion (ou de délibération) pour définir les problèmes et fixer des priorités tenant compte des groupes les plus défavorisés	Priorité donnée aux groupes ayant davantage de besoins
	Espaces pédagogiques	Connaissances de la santé
Prise de décisions	Cohérence	Vision stratégique incluant l'objectif d'équité en matière de santé
Mise en œuvre	Action coordonnée	Efficience et efficacité
	Identification avec les décisions prises et plus grande adhésion et soutien, en particulier parmi les groupes non socialement dominants	Réduction de la violence symbolique
Évaluation	Évaluation de l'impact	Détermination de l'impact des actions sur l'équité en matière de santé et réorientation vers l'équité
	Retour de résultats	Connaissance en matière de santé et validation des résultats

Source : WHO, Participation as a driver of health equity⁴⁰ (adaptation).

³⁷ Rifkin SB. Examining the links between community participation and health outcomes: A review of the literature. Health Policy Plan. 2014;29:ii98–106.

³⁸ Katz AS, Cheff RM, O'Campo P. Bringing stakeholders together for urban health equity: hallmarks of a compromised process. Int J Equity Health [Internet]. 2015;14(1):1–9. Disponible sur : <http://dx.doi.org/10.1186/s12939-015-0252-1>

³⁹ Organisation mondiale de la Santé, Global report on urban health: equitable, healthier cities for sustainable development. 2016; Disponible sur : <https://apps.who.int/iris/handle/10665/204715>

⁴⁰ Francés F, La Parra Casado D. Participation as a driver of health equity. World Heal Organ Eur [Internet]. 2019 ; 1–34. Disponible sur : <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/324909/9789289054126-eng.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

⁴¹ Heritage Z, Dooris M. Community participation and empowerment in Healthy Cities. Health Promot Int. 2009;24 Suppl 1.

⁴² Obando F, Ruales J, Lowenson R. Healthy Neighbourhoods - closing the gap on health inequality, City of Quito, Ecuador. In: Progressing the Sustainable Development Goals through Health in All Policies: Case studies from around the world [Internet]. OMS; 2017. p. 1–204. Disponible sur : <https://www.who.int/publications/m/item/progressing-the-sustainable-development-goals-through-health-in-all-policies>



Le maintien des canaux de communication, qui nécessitent et aboutissent à l'autonomisation des citoyens et de la société civile, est un processus permanent et joue un rôle clé pour les municipalités. Par exemple, la pandémie de COVID-19 nous a rappelé que les sociétés qui disposent de mécanismes de gouvernance participative sont plus résistantes aux chocs qui affectent finalement la santé. Il est apparu clairement, par exemple, que les pays qui ont connu le plus de succès en Asie ou en Afrique se sont appuyés sur des antécédents de réponse au SRAS, à Ébola et à la grippe H1N1 et ont maintenu cet apprentissage, cette capacité institutionnelle et cette communication ⁴³.

LA COMPLEXITÉ ET L'IDENTITÉ DES VILLES ET LEUR IMPACT SUR LA SANTÉ URBAINE

Comprendre l'impact des politiques éducatives, sociales et écologiques d'une ville sur la santé, grâce à des efforts de suivi et de réflexion, est une condition préalable nécessaire à leur amélioration continue. Le fait de considérer la ville comme un système complexe peut

« Le changement urbain doit être évalué en tenant compte des échelles temporelle et géographique dans lesquelles il se produit »

faciliter cette compréhension. Les villes sont décrites comme complexes car elles impliquent de nombreux systèmes tels que les expressions sociales et culturelles, la biodiversité, la santé, l'alimentation, les transports, l'eau et l'énergie. La complexité de la ville et de son identité — façonnée en partie par son histoire et sa culture — est souvent insuffisamment prise en compte dans le suivi et l'évaluation des améliorations. Cela peut limiter les gains en matière de santé urbaine.

CHANGEMENT URBAIN : L'IMPORTANCE DE L'ÉCHELLE GÉOGRAPHIQUE ET DE L'ESPACE-TEMPS

Dans les contextes urbains, étant donné la complexité des systèmes en interaction, les efforts visant à atteindre la compréhension mentionnée sont souvent abordés avec des hypothèses incorrectes et aboutissent à des conclusions trop simplistes qui limitent la mesure dans laquelle les plans, les politiques et les programmes évalués peuvent être améliorés avec succès. Il est important de noter que

⁴³Obando F, Keith M. Cities can care for people and enable them to care for others, making urban health possible [Internet]. Oxford, Reino Unido; 2021. Disponible sur : <https://www.uclg.org/en/media/news/how-can-commoning-housing-systems-urban-health-sanctuary-cities-and-democracy-contribute>



Banlieue de Nha Trang (Vietnam). © Duybox (iStock)

l'évaluation des changements urbains doit tenir compte de l'échelle et des intervalles de temps auxquels ils se produisent. Cela aura des répercussions sur l'efficacité des pratiques de collecte et de suivi des données notamment.

Le principe urbain d'émergence est important lors de l'évaluation des interventions dans les contextes urbains qui affectent la santé humaine. En tant que systèmes complexes, les villes peuvent être comprises de manière plus efficace en partant de la base. Les stratégies qui visent à réduire la complexité des villes ne tiennent pas compte de propriétés essentielles telles que leur interconnexion. Michael Baty ⁴⁴ explique le concept d'émergence à l'aide d'un exemple de gentrification. Il note que les préférences, même légères, d'un groupe pour des voisins semblables à lui aboutissent à terme à une ségrégation urbaine dramatique.

Cependant, ce processus est souvent imperceptible lorsqu'il se déroule ; il se produit sur de longues périodes et résulte des décisions et des interactions de nombreuses personnes et systèmes. Nous savons que la ségrégation économique s'accompagne d'un

désinvestissement dû à une base fiscale plus faible et que, finalement, des services et des environnements urbains de moindre qualité affectent la santé. Cependant, le désinvestissement et ses facteurs peuvent avoir commencé des décennies plus tôt. Dans notre exemple, l'identification de la gentrification en tant qu'élément contribuant en amont à la mauvaise santé nécessite un suivi de l'amélioration qui reconnaît que le changement urbain peut avoir lieu dans des secteurs en interaction, sur une longue période de temps.

CONCLUSION

Les moteurs de la santé urbaine résident également dans l'interaction des secteurs, des lieux et des personnes qui influencent le changement dans les villes. À mesure que les personnes, les institutions et les sociétés continuent à apprendre et à s'adapter, en choisissant activement d'habiter et de façonner les villes d'une manière qui tienne compte de leur interconnexion, celles-ci peuvent devenir des lieux de bien-être. Les municipalités et les communautés sont les principaux acteurs à cet égard. Se rallier aux engagements exprimés dans la Charte des Villes éducatrices est une contribution importante.

⁴⁴ Batty M. Complexity And Emergence In City Systems: Implications For Urban Planning. Malaysian J Environ Manag [Internet]. 2009;10(1):15–32. Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/277856568_Complexity_and_emergence_in_city_systems_implications_for_urban_planning



ENTRETIEN

VERÓNICA GAGO

Enseignante, éditrice et militante féministe du collectif *Ni Una Menos*, Argentine

« L'occupation féministe des rues, de manière si radicale, a été une appropriation festive pour dénoncer, simultanément, les violences machistes ainsi que toutes les violences systémiques qu'elles concentrent »

Madame Verónica Gago est enseignante, éditrice et militante féministe. Elle fait partie du collectif *Ni Una Menos* (Pas une de moins) et de la *Tinta Limón Ediciones*, en Argentine. Elle travaille à l'Université de Buenos Aires et à l'Université nationale de San Martín, où elle donne des cours de deuxième et troisième cycle. En tant que chercheuse, elle se consacre aux questions de féminisme, de mouvements sociaux, d'économies populaires et de néolibéralisme. Elle coordonne le Groupe de Recherche et d'Intervention féministe (GIIF) qui est le contact à Buenos Aires de la plateforme transnationale *La Laboratorio*. Elle coordonne aussi le Groupe de Travail sur les Économies populaires du Conseil latino-américain des Sciences sociales (CLACSO).

i

Mme Gago est l'autrice de divers ouvrages : *La razón neoliberal. Economías barrocas y pragmática popular* (2014), *La potencia feminista. O el deseo de cambiarlo todo* (2019) et co-autrice, avec Luci Cavallero, d'*Una lectura feminista de la deuda* (2019) et, avec Silvia Federici et Luci Cavallero, de *¿Quién le debe a quién? Ensayos transnacionales de desobediencia financiera* (2021). Conjointement à Marta Malo, elle a rassemblé des travaux collectifs tels que *8M. Constelación Feminista* (2018) et *La Internacional Feminista* (2020). Auparavant, elle avait fait partie de l'expérience de recherche militante du collectif Situaciones.

Pour le mouvement féministe, l'occupation des rues a été au cours de ces dernières années une dynamique fondamentale. Vous avez dit quelque part : « On a fait la maison à ciel ouvert ». À quoi faisiez-vous référence ? Comment les rues de la ville deviennent-elles la *maison à ciel ouvert* ?

Effectivement, je crois que la composante des rues a été fondamentale au cours de ces dernières années pour le mouvement féministe en Argentine. Et ce pour diverses raisons que nous avons, sans le moindre doute, expérimentées en de nombreux lieux : *être là* et sentir la force du groupe, confirmer (et même nous surprendre d') un pouvoir de mobilisation capable de déborder les secteurs habituellement plus organisés, et aussi faire l'expérience d'un type d'action historiquement délaissé, y compris pour celles d'entre nous qui avons participé à d'autres types de mobilisations et moments d'organisation collective. S'immerger dans une manifestation aussi vaste tout en étant résolument féministe est, sans le moindre doute, une expérience très forte de la ville et, d'une certaine manière, nouvelle par ce qui a été vécu en termes de complicité, de communication corporelle, d'attention collective et de perception d'échelle de nos histoires.

De ce point de vue, l'occupation féministe des rues, de manière si radicale, a été une appropriation festive pour dénoncer, simultanément, les violences machistes ainsi que toutes les violences systémiques qu'elles concentrent. Ce tableau qui peut sembler *hautement contradictoire* a dans la rue son champ privilégié et son espace de possibilité. Ici se produit une élaboration collective de la signification de ces violences dans nos vies quotidiennes, de la manière de les nommer et des stratégies que nous adoptons pour les affronter. Parallèlement, nous ressentons une énergie massive, de bonheur de nous retrouver, et de sortir de la case des victimes dans lesquelles on tente de faire en sorte que nous traitions et subissons ces violences. Je crois que l'intelligence politique, sensible, qui a permis de réunir ces questions dans la rue est l'indice d'une force féministe tout à fait singulière. Enfin, l'occupation des rues au cours de ces années a positionné le féminisme comme mouvement social et politique doté d'une particularité : les féminismes de masses.



Assemblées
convoquées par
l'Association *Mutual
Sentimiento*, à Buenos
Aires. En bas à droite,
image de Verónica
Gago lors d'une
manifestation.

La mobilisation dans la rue a permis justement de déborder les espaces que l'on reconnaît comme strictement féministes et en a fait un espace expérimental, transversal et de *formation de féminismes*. Le lieu décisif de la rue a marqué ce caractère massif qui est une sorte de seuil, qui constitue un avant et un après, et qui fait du féminisme quelque chose de capable de parler à tout le monde, pour évoquer ce titre si beau de l'écrivaine bell hooks qui a été tellement repris ces jours-ci en son souvenir.

La mobilisation de rue, réitérée dans le temps, est devenue un moment de production d'espace : occuper ce lieu que l'on vit souvent avec crainte, comme un condensé de menaces, et le refaire. Dans la rue, nous avons aussi vu « se cuisiner » des sensibilités, des consignes, des alliances qui font converger une explosion de créativité, dans la musique, les performances, les vêtements, les maquillages, les couleurs, les banderoles, etc. Nous retrouver dans les rues a en outre exigé de longs

processus organisationnels variés mais ayant des traits communs dans divers lieux : assemblées, débats sur les logistiques du soin, les demandes et les consignes, initiatives de mobilisation, travail pour libérer du temps et pouvoir être effectivement dans ces actions, conversations entre organisations de types très divers, rassemblements de groupes de tous types et de toutes tailles.

À un moment, ces manifestations se sont converties en veillées pour le droit à l'avortement, tout d'abord en 2018 puis en 2020, lorsque sa légalisation était discutée au Parlement. J'ai écrit, à la première occasion, une chronique sur la veillée et le sentiment de fureur suite au rejet de la part du Sénat, dans laquelle j'ai utilisé cette expression de « faire maison à ciel ouvert ». Je voulais avec cette expression décrire ce que signifiait le fait d'occuper aussi la nuit de la ville — qui avait lieu simultanément dans diverses villes du pays et même à l'étranger —, de camper dans les rues sous des températures glaciales, de bâtir

un refuge et de faire des feux de camp, alors que nous « pesions » l'importance de nos corps dans la rue comme une scène imposant une autre logique et intervenant, parallèlement, dans le débat parlementaire. Mais cette expression faisait aussi référence à la manière dont cette expérience de la rue comme refuge, et tout particulièrement pendant si longtemps, permettait un exercice collectif de vécu de l'espace public en tant que maison ; cela permettait de réinventer cette instance hors du confinement domestique hétéro-normatif, de défier la ville comme lieu exposé aux intempéries. *Nous avons fait la maison (à ciel ouvert)* en préparant les conditions pour occuper la ville pendant un certain temps ; en mettant en place des coordinations pour les soins et les provisions collectifs ; en organisant la musique, la programmation de débats et d'événements, et d'espaces pour les toilettes, pour obtenir de l'eau, etc. C'est-à-dire en faisant en sorte que la ville soit disponible pour ces temps de revendication, de fête, de vigilance féministe. Au cours de la seconde occasion, quand nous avons obtenu la légalisation en décembre 2020, cette expérience s'est répétée après une année de coronavirus, ce qui lui a donné des caractéristiques spéciales : nous nous retrouvions ensemble en prenant de grandes précautions et, parallèlement, avec un énorme besoin de nous retrouver dans ce lieu, dans la rue, en dépit de la pandémie.

« La mobilisation dans la rue a permis de déborder les espaces que l'on reconnaît comme strictement féministes et en a fait un espace expérimental, transversal et de formation de féminismes »

Quels sont les thèmes fondamentaux que les féministes argentines mettent au centre de la lutte ? Comment les uns sont-ils reliés aux autres ?

Les féminicides et les travesticides ont constitué un thème fondamental et le demeurent. En ce qui les concerne, on a approfondi en identifiant les violences structurelles qui atteignent avec eux leur moment le plus brutal. C'est la clé pour faire une pédagogie féministe et faire comprendre que les violences machistes ne se réduisent pas à des questions de type interpersonnel, limitées au domaine privé. La question de la violence économique, de la violence institutionnelle, de la violence au travail et de la violence raciste fonctionnent comme un engrenage de tout premier ordre avec les violences pour des raisons de genre. Mettre cela en

évidence a été et est encore un travail politique énorme et quotidien parce que cela montre et fait comprendre de manière très concrète dans quel sens nous nous affrontons à un capitalisme prédateur, patriarcal et colonial. C'est une tâche qu'il faut effectuer encore et encore, parce qu'il y a un risque permanent que nous demeurions avec le seul comptage nécro-politique des féminicides et des travesticides. Or, c'est un nombre qui, avec son insistance, permet des usages très divers : d'un côté, il est utilisé par la presse hégémonique pour « prouver » l'inefficacité du féminisme pour les arrêter. Par conséquent, ce nombre monstrueux est même une



manière de discréditer et de culpabiliser le féminisme. D'un autre côté, en traitant ces cas de violence comme des cas isolés à répétition, on vise à méconnaître le *continuum* des violences dans lequel ils s'inscrivent.

Par conséquent, les conditions de reproduction sociale des femmes, des lesbiennes, des travestis et des transgenres, ainsi que des enfants à leur charge, est l'autre thème fondamental, directement lié au thème antérieur. Dans quelles conditions obtient-on ses revenus ? Quels emplois rémunérés et non rémunérés multiplient les journées de travail ? Quels sont les services publics qui existent et comment sont remplacés ceux qui sont insuffisants ou absents ? Quelle est la situation du logement ? Comment peut-on affronter les logiques de violence territoriale liées aux économies illégales ? Comment cela se conjugue-t-il avec une justice extrêmement patriarcale ? Comment se maintiennent les dynamiques d'autodéfense collective ? Comment les logiques d'extraction et de spoliation dans certains territoires sont-elles affrontées ? Qu'implique le fait que les principaux frais de la vie quotidienne tels que l'alimentation, les médicaments ou le logement soient *dollarisés*, c'est-à-dire soumis à la spéculation financière vis-à-vis du dollar ? Ces questions fondamentales, détaillent, concrétisent ce que signifie un programme contre la précarisation de la vie. En effet, elles mettent en évidence, depuis la pratique concrète, en quel sens elles font partie et structurent ce que nous appelons *violence pour des raisons de genre*.

Je crois, à nouveau, que c'est une énorme force féministe : signaler, de manière très concrète, en quel sens chacune de ces questions est une clé pour affronter les violences. La violence cesse d'être quelque chose de général, avec un V majuscule qui est tout et à la fois insaisissable, pour indiquer les relations d'exploitation, les dynamiques de précarité, les formes d'abus, les instances d'injustice dans certains corps et dans certains territoires. La force du mouvement féministe a montré une capacité de production de connaissances spécifiques sur chacune de ces questions ; elle a montré des pratiques qui permettent d'y résister ou de les interrompre et, par conséquent, elle a ouvert un nouvel horizon pour la contestation quotidienne et structurelle, *simultanément*, de la logique du néolibéralisme dans une de ses étapes parmi les plus néfastes. Je crois que le mouvement féministe, dans son évidente hétérogénéité, est parvenu à un diagnostic précis de ce que l'on nomme « intersectionnalité » des formes d'oppression et d'exploitation mais, surtout, elle l'a fait à partir des luttes concrètes qui élaborent et tissent petit à petit une pédagogie féministe pour identifier, sur la base de ce diagnostic, des actions, un agenda, un sens commun et un débat d'horizons politiques.



Images d'une manifestation de 8M à Buenos Aires convoquée par le mouvement *Ni Una Menos*. Sur la photo du bas, Verónica Gago participe aux mobilisations pour la Journée internationale de la femme



Silvia Federici (au centre) participe à un colloque à Buenos Aires, avec Verónica Gago (à gauche). / Gisèle Vola

Parlez-nous du mouvement *Ni Una Menos*. En quoi consiste-t-il ? Qui en fait partie ?

Le mouvement *Ni Una Menos* (Pas une de moins) a la particularité d'être devenu un nom, une sorte de slogan, qui exprime une manière collective de crier ¡Ya basta! (Y en a marre !) des violences contre les femmes, les lesbiennes, les travestis, les trans. Il a fait son apparition lors d'une première manifestation le 3 juin 2015 en réponse au féminicide de Chiara Páez. C'est une devise qui s'est amplifiée, complexifiée, dans le cadre d'un processus politique de construction d'alliances politiques, d'augmentation des exigences, d'amalgame de désirs et de développements successifs. La dynamique de la marche nationale des femmes en Argentine, en octobre 2016, et, par la suite, des grèves internationales du 8 mars, à partir de 2017, lui ont donné un caractère anticapitaliste, antipatriarcal et antiraciste en plus d'une impulsion transnationale fondamentale. C'est pour cela qu'elle est devenue : *Ni Una Menos*. ¡Vivas, Libres y Desendeudadas nos queremos! (Pas une de moins. Nous voulons être vivantes, libres et désendettées), qui par la suite a permis des variations, et par exemple on a pu voir : *Ni Una Migrante Menos* (Pas une migrante de moins) ou *Ni Una Menos en las Cárcels* (Pas une de moins en prison), *Ni Una Trabajadora Menos*

(Pas une travailleuse de moins). Il me semble que l'important c'est qu'elle condense une énonciation collective, qu'elle est devenue anonyme justement parce qu'elle s'est massifiée et, parallèlement, elle permet des singularisations, des déclinaisons très concrètes, en rapport avec des situations spécifiques des luttes. On a même pu voir dans un très petit village peint sur un mur *Ni Una Menos*, et en même temps c'est quelque chose qui a été approprié en différents lieux, tout spécialement en Amérique latine, comme bannière féministe. Les enfants dans les écoles en Argentine savent ce que signifie *Ni Una Menos* et il y a

là une clé pour leur lien avec l'impulsion de l'éducation sexuelle intégrale dans les programmes.

« La question de la violence économique, de la violence institutionnelle, de la violence au travail et de la violence raciste fonctionnent comme un engrenage de tout premier ordre avec les violences pour des raisons de genre »

Il me semble fondamental que, lorsque l'on parle des violences pour des raisons de genre, en disant *Ni Una Menos* on parle depuis un mouvement politique, très populaire, de masses, comme je le disais auparavant. Cela habilite un lieu d'énonciation qui peut être habité et réinventé par toutes et tous, hommes, femmes, travestis et trans, qui n'est pas *victimisant*, qui est collectif, qui ne se réduit pas à une logique de dénonciation et qui rend compte d'une capacité de lutte.



Des membres du collectif *Madres de Plaza de Mayo* et du mouvement *Ni Una Menos* participent à une assemblée à Buenos Aires. © Karina Díaz

L'échange de foulards entre les *Madres de la Plaza de Mayo* et les personnes de *Ni Una Menos* a été très émouvant. Comment se combinent la mémoire et l'avenir ? Qu'est-ce que le mouvement féministe a appris des Mères et des Grand-mères de la place de Mai ?

Le foulard blanc des *Madres de la Plaza de Mayo* (Les Mères de la place de Mai) est un symbole mondial de la lutte de ces femmes contre le terrorisme d'État de la dernière dictature militaire, civile, entrepreneuriale et cléricale dans notre pays (1976-1983). Ce simple morceau de tissu a fait de ces femmes des symboles de résistance, d'audace. Avec leurs rondes du jeudi sur la place — qui continuent encore —, elles ont déclenché une forme très puissante d'intervention politique. Elles ont brodé sur ces foulards les noms de leurs enfants disparus et, comme l'écrivait Ana Longoni il y a peu, ce geste a produit une tension « entre le deuil particulier et la socialisation de la maternité ». En Argentine, les luttes pour les droits humains qu'ont menées les Mères et les Grand-mères ont inventé un rôle féminin qui a modifié les manières de faire de la politique, d'occuper l'espace public, de s'affronter

aux génocides et d'affirmer qu'il n'y aura « ni oubli ni pardon ».

Nous avons appris d'elles un mode de persistance, de courage créatif, de pratique de l'outrage au travers de certains gestes qui changent tout. Ces foulards blancs ont eu en divers moments l'intelligence d'embrasser diverses luttes, en actualisant en permanence le lien entre droits humains et conflits sociaux, tout spécialement ceux qui font référence à la violence institutionnelle. Avec la massification du féminisme, la revendication des Mères et des Grand-mères a été un élément clé parce qu'elle reprend cette ligne historique de politisation des filiations et des affects, de revendication de la radicalité et de la ténacité pour réclamer la mémoire, la vérité et la justice.

La *Campaña Nacional por el Derecho al Aborto* (Campagne nationale pour le droit à l'avortement), en se popularisant et en se convertissant en marée verte en 2018, a eu dans la multiplication du foulard vert un symbole aussi fondamental. La connexion entre les deux foulards — le blanc et le vert — a mis en œuvre une généalogie particulière, sinueuse, dans

laquelle le foulard vert, en plus du droit à l'avortement, représente l'idée que « la maternité sera souhaitée ou ne sera pas ». De surcroît, les deux foulards étant portés par des référentes historiques des Mères de la place de Mai, cette superposition, cette continuité et cet enchaînement produisent une densité historique particulière et font que les Mères de la place Mai elles-mêmes relisent leur histoire en termes féministes. Cela met en évidence une temporalité depuis les luttes qui rouvrent l'histoire en superposant les mémoires, les archives et les narrations. Dans les scénarios des mobilisations féministes, l'invitation de la part de *Ni Una Menos* faite aux Mères de la place de Mai pour clore ces actes, a fait partie de cette complicité transgénérationnelle introduisant l'avenir des luttes.

Vous avez parlé en de nombreuses occasions de l'émergence des féminismes populaires. À quoi faisiez-vous référence ? À quel malaise font-ils face ?

C'est une expression qui est très utilisée en Argentine pour parler des féminismes qui surgissent et se développent *depuis* et *dans* les organisations populaires, et qui proviennent de mouvements sociaux, de quartiers. Ce sont des féminismes qui inventent et proposent d'autres trajectoires dans les généalogies féministes peut-être parce que la revendication féministe est récente, même si elle a déjà de nombreuses luttes à son actif. Ce sont des féminismes qui ont réinventé le féminisme parce qu'elles ne proviennent ni de l'académie ni des institutions, mais pas non plus des organisations féministes plus anciennes. Ce sont des féminismes qui font un travail de base, qui poussent depuis la base, et qui disputent et réorganisent les agendas, les sensibilités ainsi que les formes politiques de ces mouvements hétérogènes. Les féminismes populaires, conjointement aux féminismes indigènes, communautaires, noirs, suburbains, des bidonvilles, transcendent les politiques de reconnaissance du rôle des femmes et celles de quota, et politisent la précarité des existences dans lesquelles vivent ces femmes en la connectant avec une séquence inébranlable de rejets et d'exploitations.

Quelle analyse faites-vous des modèles actuels de ville ? Quels aspects les gouvernements locaux devraient-ils prendre en compte en vue d'incorporer les revendications féministes dans les politiques locales ?

Prenons un exemple concret et actuel. En Argentine, par exemple, il y a un débat en rapport avec la régulation

du marché des locations, à partir d'une loi votée en 2020. Je veux dire que la politique du logement est un domaine central pour repenser les modèles actuels de ville. Parallèlement, on sait très bien que le problème s'est intensifié tout spécialement depuis la pandémie. La voracité des logiques spéculatives du marché immobilier a produit une hausse généralisée des loyers qui, en outre, sont régis par des conditions de plus en plus restrictives quant à l'accès — préférence aux couples hétérosexuels sans enfants, discrimination des lesbiennes, gays et personnes travesties ou trans. De plus, au cours de la pandémie, tout ceci a été accompagné d'expulsions massives pour accumulation de dettes — même si une mesure du gouvernement national décrétait leur prohibition.

« Nous avons identifié ce processus comme étant une violence propriétaire pour nommer la manière dont la spéculation financière de l'immobilier a affecté en particulier les femmes et la population LGBTQBIQ »

À *Ni Una Menos*, conjointement au *Sindicato de Inquilinos Agrupados* (Syndicat des locataires regroupés), nous avons identifié ce processus comme étant une *violence propriétaire* pour nommer la manière dont la spéculation financière de l'immobilier a affecté en particulier les femmes et la population LGBTQBIQ, en un moment de recrudescence des violences pour des raisons de genre du fait du confinement de quarantaine. Il est impossible de penser un modèle de ville féministe hors de la confrontation avec les logiques extractives du marché immobilier, parce que ces logiques produisent une distribution du logement qui renforce les inégalités, déjà marquées par la classe sociale, le genre et la race, et ratifient de surcroît un modèle hétéro-patriarcal et familiariste pour l'accès à un droit élémentaire.

D'autre part, la demande de services publics de santé, d'éducation et de soins, gratuits et de qualité, est essentielle. La ville émergente a surgi grâce au travail féminisé et communautaire, non rémunéré et sans pause. Or, ce que nous voyons, c'est que, face au vidage des infrastructures urbaines publiques, ou à leur privatisation, celles-ci sont remplacées de manière précaire par des réseaux populaires, féminisés et migrants qui ne font rien d'autre que renforcer les formes d'injustice et d'exploitation.

Saskia Sassen dit que nous vivons un capitalisme d'extractivisme et d'expulsions. Quelles sont les nouvelles dynamiques d'extraction de revenus ?

Je crois que nous pouvons aujourd'hui identifier clairement comment cette extraction de revenus se

concentre dans la rente financière (l'endettement souverain et celui des foyers), dans la rente immobilière (le logement), dans les revenus des multinationales de l'agro-industrie (les aliments), grands responsables de l'effondrement écologique, et dans les revenus des brevets (les médicaments). J'utilise quant à moi l'expression *extractivisme élargi* pour faire référence à une modalité d'extraction de valeur qui caractérise le néolibéralisme actuel, qui le projette comme capitalisme extractif. Cette extraction de valeurs s'amplifie parce qu'elle fonctionne sur différents territoires et sur différentes ressources qui, non seulement, sont dites « naturelles » mais encore virtuelles, génétiques, sociales, urbaines, rurales, de production et de consommation. C'est sur cette hétérogénéité que les finances concentrent, en outre, leurs opérations et se constituent comme véritable pouvoir.

Le capitalisme recherche aujourd'hui, comme il l'a toujours fait depuis ses débuts et lors de chaque crise, à produire de nouvelles « barrières », comme le montre Silvia Federici. Dans le cas de l'alimentation et de la santé, des entreprises comme Amazon, poussées par l'exemple de l'agro-industrie, sont à leur tour disposées à repousser les barrières et, pour ce faire, elles se jettent sur les circuits de distribution, la logistique et le big data. À cela s'ajoute la machine financière sur le sol et le logement : l'augmentation des loyers va de pair avec une valorisation urbaine poussée par des dynamiques d'expulsions grâce à la spéculation immobilière formelle et informelle — liée en outre dans notre région aux revenus extraordinaires de l'agro-industrie et du blanchissement de l'argent —. Je pense en particulier à un « extractivisme financier » dans la mesure où, élargissant la notion d'extractivisme, on peut mettre en évidence les formes d'extraction de rente qui s'appuie sur l'endettement « capillarisé » des travailleurs et des travailleuses les plus précarisé·e·s, sans même avoir besoin de la médiation salariale, opérant sur les formes multiples de la force de travail contemporaine. Avec cela, je fais référence au processus que nous étudions et que nous mettons en évidence concernant la situation de surendettement des foyers ; ceux-ci se sont vus progressivement obligés à s'endetter pour vivre.

Cette notion de « s'endetter pour vivre » est essentielle parce qu'elle révèle un changement qualitatif dans la destination de l'endettement domestique, que j'étudiais déjà en ce qui concerne les économies populaires. Au cours de ces dernières années, en effet, du fait de l'endettement externe record de 2018, durant le gouvernement de Mauricio Macri, on a commencé à s'endetter pour assurer

l'alimentation, les médicaments et le loyer. La dette devient un complément indispensable pour palier des revenus de plus en plus insuffisants. Cela signifie que l'endettement n'est plus un recours face à une situation exceptionnelle — assumer des frais extraordinaires, affronter une urgence inusuelle ou, même, financer l'achat d'appareils électroménagers, par exemple — mais qu'elle sert pour maintenir l'essentiel quotidien. C'est ce que j'appelle « capillarisation » de l'endettement dans la vie quotidienne et c'est ce qui a permis une prolifération des dispositifs financiers « par le bas ». C'est ce surendettement qui a permis, à son tour, de continuer à gérer la précarité extrême, en entraînant l'appauvrissement et en obligeant à intérioriser l'acceptation de travaux toujours plus précaires. C'est pour tout cela qu'il me semble important de relier aussi la question extractive avec la dimension d'exploitation du travail et de ne pas en faire deux domaines séparés.

Vous dénoncez en général le fait qu'il y a une intensification de la financiarisation de la vie quotidienne, tout spécialement dans les villes, et que l'endettement est un phénomène fondamental à prendre en compte dans les analyses féministes. Pourquoi ? Quel rôle l'endettement joue-t-il ? Comment impacte-t-il la vie des femmes ?

En effet, pour ce que je disais auparavant de la progression du modèle extractif, il est essentiel de comprendre ce que ce modèle signifie dans le domaine de la reproduction sociale. Conjointement à Silvia Federici et à Luci Cavallero, nous avons travaillé sur ce processus de « colonisation financière de la reproduction sociale » pour comprendre comment il se situe comme territoire de conquête des populations les plus appauvries et précarisées, et tout spécialement les femmes, et les rend dépendantes de la dette pour maintenir leur économie quotidienne. Évidemment, il s'agit d'une histoire de plusieurs décennies, mais il est important d'analyser les spécificités du moment.

Pour l'Argentine, cela signifie comprendre comment les politiques d'austérité et d'ajustement qui accompagnent l'endettement de l'État — l'Argentine est aujourd'hui le plus grand emprunteur de l'histoire du FMI — se traduisent par un endettement compulsif des secteurs subalternes, qui accèdent aux biens et aux services au travers de la dette. Il s'agit de convertir la vie en une somme de dettes : celle que nous payons pour notre pays et celle que nous payons pour nos propres besoins. Au travers de ces dynamiques, le capital — et les offensives patronales et financières dans lesquelles il s'exprime — cherche à profiter de la situation de la crise actuelle. Il s'agit pour lui de reconfigurer les formes de travail ainsi que



Sur la photo, des personnes participant à une manifestation contre la dette.

les paramètres de revenu vers la multiplication des journées de travail dans un même jour, en superposant le télétravail aux soins, en obligeant à « collecter » des revenus grâce à divers emplois pour tenter de compléter un salaire et en faisant de plus en plus de travail gratuit.

Tout cela se conjugue par ailleurs avec des changements des modes de consommation *via* des plateformes — et leurs logistiques peu coûteuses au prix du travail de migrants que sont aujourd’hui les *deliveroo* ou autres services de livraison à domicile —, *via* l’endettement et la *dollarisation* des fournitures de base. Parallèlement, il s’agit de réorganiser les relations sexo-génériques, vu que ces formes d’intensification du travail reproductif, de l’endettement et de l’exposition aux violences de la précarisation rejaillissent pour l’essentiel sur les femmes, les lesbiennes, les travestis et les trans, dont la difficulté pour atteindre une autonomie économique est de plus en plus évidente. Nous devons ajouter la dimension anti-écologique du modèle prédateur du capitalisme que l’on voit aussi s’accélérer pendant la pandémie.

Parlons maintenant de la pandémie. Comment a-t-elle influé sur la vie des femmes ? Quelles problématiques ont été mises en évidence ?

Comme on l’a vu dans de nombreuses analyses, la pandémie n’a rien inventé mais elle a intensifié et accéléré les dynamiques néolibérales dont nous venons de parler. Elle a aussi aiguisé le poids de la charge de travail pour ceux et celles qui n’ont que leur corps, leurs nuits de sommeil, leurs ressources

insuffisantes, leurs deuils. Le confinement a amplifié la scène de la reproduction sociale : c’est-à-dire l’évidence de l’infrastructure qui soutient la vie collective et la précarité qu’elle supporte, et comment cela varie selon certains corps et certains territoires. Comme je le disais plus tôt, nous avons vu se jeter sur elle de plus grands dispositifs financiers — que ce soit pour négocier des achats ou pour recevoir des subsides ou encore pour obtenir des logistiques précarisées —. De ce point de vue, elle a aussi créé une situation inégale pour ceux qui pouvaient s’arrêter et se protéger et ceux qui ne le pouvaient pas. Contre l’idée d’une suspension qui semblait s’installer, l’emprise immobilière et financière ne s’est jamais relâchée.

Avec Luci Cavallero, au début de la pandémie, nous nous demandions si nous n’étions pas en présence d’une restructuration des relations de classes à l’intérieur du domaine domestique, qui tentait de faire des foyers un laboratoire pour le capital. Les violences économiques qui s’expriment lors de l’accession au logement et leur lien avec les violences de genre n’ont fait que s’accélérer avec la pandémie, en dirigeant le projecteur sur l’espace domestique compris comme « la maison » mais aussi sur les dynamiques de travail dont nous parlions plus haut et la manière dont les finances ont « envahi » les foyers pour extraire de la valeur. Aujourd’hui, nous avons de très nombreux éléments pour cartographier cette question et nous avons besoin de récupérer la ville qui, après la pandémie, est très différente.



ENTRETIEN

GIUSI NICOLINI

Maire de Lampedusa e Linosa de mai 2012 à juin 2017

« Il est nécessaire de choisir si l'on veut subir des effets aberrants et désintégrateurs de politiques inhumaines, en nous en rendant complices, ou être des moteurs du changement, des bâtisseurs de paix et de solidarité »

Madame Giusi Nicolini, originaire de Lampedusa, a été maire de la municipalité de Lampedusa e Linosa du 8 mai 2012 au 12 juin 2017. Membre de longue date de l'association environnementale Legambiente, elle a été pendant des années responsable de la réserve naturelle de l'île de Lampedusa, qui s'est distinguée par sa lutte contre les constructions illégales sur l'île et pour la protection de la plage des Conigli, emblématique de l'île et plus important site de ponte des tortues marines en Italie. Sur la question des débarquements de migrants, elle a exprimé son net désaccord avec les politiques nationales et la campagne médiatique de peur de 2011, convaincue que le soi-disant « exode biblique » d'Afrique n'avait jamais eu lieu.

i

Dès les premiers mois de son élection, elle s'est battue pour sortir l'île de sa solitude face aux incessantes tragédies survenues en mer, interpellant l'opinion publique et les institutions européennes, et dénonçant les graves déficiences structurelles du territoire ainsi que la gestion des débarquements. Pour son engagement en faveur des habitants de l'île et pendant la crise des migrations, elle a reçu de nombreuses récompenses dont le Prix du mouvement « Passion Civile » (Italie), le prix Simone de Beauvoir à Paris, l'Olof Palme à Stockholm, la médaille St Georges à Cracovie et le prix Nord-Sud du Conseil de l'Europe. En 2017, elle a reçu le prix Unesco de l'Éducation pour la Paix.

Vous êtes une militante écologiste qui a ensuite travaillé pour le bien-être de la communauté et, en tant que maire, pour protéger la vie des immigrants qui ont débarqué sur l'île. Qu'est-ce qui vous a poussée à entrer en politique ? Quelles difficultés avez-vous rencontrées ?

L'amour de la politique en tant que responsabilité civile et le désir de contribuer à la construction d'un avenir plus juste pour tous et toutes me viennent de mon père, qui était forgeron et a mené d'importantes batailles pour les droits et contre le bétonnage des plus belles plages de Lampedusa. J'ai pris le relais et ai réussi à gagner ses batailles.

Les îles sont des lieux privilégiés pour saisir le lien très étroit entre les questions environnementales et les droits, et elles offrent des expériences qui pénètrent l'âme, obligeant à ne rester indifférent ni à la beauté de la nature, ni au sauvetage d'un bateau surchargé de migrants ou de leurs cadavres échoués. À chaque fois, la plus grande tragédie de notre temps m'a concernée de près. En tant que maire, je voulais que Lampedusa soit fière de sauver la vie d'êtres humains fuyant la pauvreté, la guerre ou les persécutions, tout en parvenant à inverser son destin de *finis Europae*. Après tout, les débarquements de migrants sont cohérents avec la géographie physique, qui assigne à l'île le rôle de pont entre deux continents, et montrent que Lampedusa n'est pas une fin mais plutôt le début de l'Europe et d'une nouvelle vie pour ceux qui y débarquent.

J'ai dû surmonter les obstacles de l'insularité, en les transformant en opportunités car après tout la frontière n'est qu'un horizon. J'ai fait face à des difficultés logiques. En défendant les droits de la nature, vous entravez nécessairement les intérêts des cycles de bétonnage et des entreprises spéculatives, et vous subissez donc diverses formes d'intimidation. Naturellement, en tant que femme, j'ai aussi subi des formes sexistes de violence verbale. Le mécanisme est similaire dans la défense des droits de l'homme car l'exclusion de groupes d'êtres humains ayant besoin d'aide est essentiellement motivée par l'égoïsme et la logique d'exploitation des personnes qui, contraintes à la clandestinité, deviennent des marchandises.



Un navire échoué sur les rochers (à gauche). Migrants de Tunisie attendant la distribution de nourriture à Lampedusa, 2011 (au centre). Quelques cadavres repêchés en mer après le naufrage du 3 octobre 2013 (à droite).



J'ai toujours réagi aux attaques en les dénonçant et en attirant l'attention extérieure sur elles : l'attaque n'est jamais dirigée contre la personne elle-même mais contre les valeurs qu'elle défend, et l'on n'est donc jamais vraiment seul.

La politique frontalière ne se décide pas dans les villes et, en 2013, en tant que maire de Lampedusa, vous avez connu des moments difficiles à gérer, dus à l'arrivée continuelle de migrants dans l'île et au manque de conditions pour les accueillir. Parfois, les dirigeants ressentent une certaine solitude au moment de prendre des décisions. Qu'est-ce qui vous a aidé et qu'est-ce que vous recommanderiez à d'autres dirigeants locaux ? Selon vous, outre les compétences municipales en matière d'immigration, quelles responsabilités les collectivités locales devraient-elles assumer ?

De fait, j'ai éprouvé une certaine solitude dès le premier jour de mon exercice en tant que maire — le 12 mai 2012 —, quand on m'a amené le premier corps repêché en mer. Au bout de six mois, on avait déjà enterré 21 corps, parce que le 4 novembre on a récupéré, conjointement à 70 personnes vivantes, 11 cadavres d'enfants tout petits. Il n'y avait déjà plus de place dans le cimetière et je ne voulais pas faire creuser une fosse commune comme mes prédécesseurs, mais je devais trouver un lieu, au moins provisoire,

pour ces corps. Les autres institutions locales se sont réfugiées derrière la Loi pour refuser : les cercueils ne pouvaient pas demeurer dans l'église, ni dans l'école, etc. Le gouvernement provincial m'a alors expliqué que les morts étaient « un problème de la Mairie » mais pas de l'État, c'est-à-dire que ma compétence en matière migratoire se limitait au fait de « me débarrasser des corps ». En d'autres termes, je devais assumer les conséquences directes de politiques migratoires aberrantes.

J'ai alors décidé que j'allais ériger moi aussi un mur du « non », mais en défense des droits et de la dignité des personnes considérées comme des « déchets », et de mon île, traitée comme une « décharge de déchets humains ». La question des compétences n'empêche pas de réagir ni d'agir sur divers fronts mais cela représente une excuse qui convient à de nombreux maires qui ne veulent pas intervenir sur un thème « brûlant ». J'ai choisi, quant à moi, la rébellion et l'action : « Non, on ne peut pas accueillir les naufragés sur un quai sans lumière et sans toilettes » ; « Non, on ne peut pas déshabiller les gens qui ont la gale et les désinfecter en masse avec des jets à pression, comme dans les camps de de concentration. »

Parallèlement, j'ai tendu des ponts avec le monde extérieur, en forgeant des alliances avec des acteurs



institutionnels et avec la société civile, et ensemble nous avons pu trouver petit à petit des solutions pour combattre ce climat d'urgence permanente et structurer puis renforcer les services sanitaires et territoriaux pour les migrants et les habitants résidents de l'île. C'est ainsi que sont nés le dispensaire materno-infantile ouvert 24 heures sur 24, la ludothèque pour les enfants migrants, la bibliothèque infantile avec des livres d'images, etc.

Nous avons agi de mille manières : Damien Carême, maire de Grande-Synthe, en région Hauts-de-France, défiant la politique anti-immigration du gouvernement français, a bâti un campement pour 2 500 migrants ; le maire Mimmo Lucano a fait revivre un village dépeuplé comme Riace, en Calabre, grâce aux réfugiés ; etc.

Le problème est, dans tous les cas, que toutes ces expériences sont destinées à disparaître, d'une manière ou d'une autre, si elles demeurent isolées dans un contexte territorial plus vaste et qu'elles n'enclenchent pas des réformes législatives courageuses. Il est nécessaire, par conséquent, de

« J'allais ériger moi aussi un mur du 'non', mais en défense des droits et de la dignité des personnes considérées comme des 'déchets', et de mon île, traitée comme une 'décharge de déchets humains' »

créer un vaste tissu territorial pour transformer ces expériences, en faisant la racine d'un modèle social inclusif et solidaire dont d'autres habitants ont besoin, aussi bien dans les zones frontalières que non frontalières. Acquérir la dignité est, de fait, l'objectif commun des habitants de la frontière et des périphéries urbaines, unis par les inégalités, la marginalité et l'oubli. En d'autres termes, nous avons besoin d'une grande alliance sociale, politique et culturelle capable de générer davantage de force et de cohésion.

Dans un contexte de chute drastique du tourisme, une des principales sources de revenus de l'île, comment êtes-vous parvenue à gagner le soutien de la population pour passer de l'indifférence et de la peur de l'autre à la solidarité ? Quel rôle ont joué les habitants et la société civile organisée dans l'accueil des migrants ?

Pendant des décennies les arrivées de migrants à Lampedusa n'ont pas affecté le tourisme, mais en 2011 s'est produit le premier — et à ce jour, le seul — effondrement du tourisme et les habitants ont perçu l'incertitude du futur. *Le Printemps arabe* avait intensifié les départs depuis la Tunisie, et entre février



Monument « La Porte de l'Europe », par le sculpteur Mimmo Paladino.

et mars environ 25 000 jeunes Tunisiens sont arrivés sur l'île. Le gouvernement de centre-droit ne les transféra pas en Sicile pour un nouvel accueil mais décida de les rapatrier depuis Lampedusa. Cependant, les rapatriements prennent beaucoup de temps, alors que les arrivées étaient quotidiennes et le nombre d'immigrants dépassa rapidement celui des habitants. Des milliers de jeunes et de mineurs se retrouvaient dans la rue dans un véritable chaos.

Lampedusa cessa d'être un refuge pour les immigrants et une île habitable pour les résidents ou les touristes, et elle devint un enfer pour toutes et tous, dans le même bateau, dans la même prison à ciel ouvert. Les femmes de Lampedusa cuisinaient des pâtes et du couscous, fournissaient des couvertures et des vêtements et, conjointement aux ONG, elles finirent par occuper la place de l'État. Les *Lampedusani* comprirent qu'ils avaient été abandonnés exactement comme ces jeunes Tunisiens, expérimentant avec douleur que les politiques de rejet sont capables de massacrer simultanément les droits humains des personnes secourues comme le sort des îliens, dans un mécanisme pervers de double injustice.

En 2012, le fait que j'ai été élue à la tête de la Mairie empêcha, définitivement, le plan du gouvernement d'utiliser Lampedusa comme centre de détention en haute mer pour les immigrants. Le transfert rapide des personnes secourues en Sicile et une meilleure organisation de toutes les opérations atténuèrent les impacts sur la communauté. La récupération fut immédiate : en 2016 se produisit une croissance de 40 % du tourisme dans le territoire par rapport à la période antérieure à la crise. Lampedusa cessa d'être une île décadente et son image, sa réputation et sa croissance y gagnèrent. J'ai continué à impliquer les associations et les habitants dans l'accueil, plus pour couvrir des besoins de base, mais pour offrir du thé chaud au moment du débarquement et des jouets aux enfants, organiser des repas et des célébrations, dire adieu au moment de l'enterrement des corps repêchés, offrir l'hospitalité aux familles des victimes du naufrage du 3 octobre, etc.

J'imagine que toute la population n'applaudissait pas cette politique d'accueil. Cela a-t-il affecté le vivre ensemble et la cohésion sociale de la population ?

Les lieux frontaliers reculés tels que Lampedusa

se caractérisent par la dégradation du territoire, l'illégalité généralisée et une forte désintégration sociale. Depuis la colonisation, l'île a subi une militarisation croissante : prisons bourboniennes, geôles fascistes, lieux de confinement pour les mafias, sièges de casernes et de radars militaires, et finalement centre d'identification et d'expulsion d'immigrants irréguliers. Cette destinée, historiquement, a été l'objet d'un pacte tacite néfaste entre le gouvernement central et la population locale. Durant des décennies, la tolérance implicite de l'illégalité généralisée — liée à la croissance incontrôlée de l'édification urbaine et de l'économie immergée qui en découlait — était associée à la négation des droits et à la privation de services et d'opportunités.

Par conséquent, je suis convaincue que les politiques d'accueil n'ont eu aucun effet négatif sur le tissu social de l'île qui, au contraire, est engagé par le fait d'avoir depuis des siècles une destinée de frontière. Cet engagement est clair quand la barrière est physique et que les habitants sont emblématiquement prisonniers de politiques qui invertissent dans la militarisation au lieu du développement et privilégient la défense frontalière sur la sécurité sociale.

Dans la frontière liquide de la Méditerranée, les phénomènes de dégradation et de menace de la cohésion sociale sont moins visibles, mais ils sont accentués par l'insularité. Évidemment, cela n'exclut pas qu'une partie de la population, comme dans n'importe quel autre lieu, se soit opposée à l'accueil.

Mon analyse est corroborée, entre autres choses, par le fait que presque tous les actes délictueux commis contre mon gouvernement — incendie d'un bâtiment éducatif, occupation de bureaux municipaux, dommages variés — ont été des actes de représailles clairs résultant d'interventions concrètes visant à rétablir la légalité.

Dans un contexte de crise, précisément, émergent des discours racistes qui expliquent que les immigrants sont des ennemis et qu'ils sont la cause de tous les maux. Est-il possible, à votre avis, d'enrayer ces discours ? Quel rôle jouent dans cet aspect l'éducation et la sensibilisation des habitants ?

Le climat de rejet est aiguisé aujourd'hui par la

pandémie, bien que l'on ait mis en évidence les interdépendances et la nécessité de politiques communes et solidaires. La propagande des partis qui alimentent explicitement la haine et la peur sociale semble imparable grâce, aussi, à l'omniprésence des réseaux sociaux. Je crois que les partis progressistes ont sous-estimé, pas seulement en Italie, le gouffre éthique que peut causer la diabolisation des migrations humaines. Les politiques de ports fermés, l'accord opaque entre l'Italie et la Lybie pour légitimer le refoulement en haute-mer, la criminalisation du repêchage et des ONG ont littéralement expulsé l'humanité de la politique. La société civile organisée, les écoles, les universités, le monde de la culture et de l'art ont par conséquent, de nos jours, la grande responsabilité d'éliminer de la politique la dangereuse arme de la propagande, de faire de la contre-information, d'éduquer à la diversité et de sensibiliser à un thème, celui des migrations, qui questionne notre propre avenir et les principes fondateurs de l'Europe, terre natale des droits humains.

Le thème des migrations doit dépasser les chroniques des journaux et devenir culture, connaissance des histoires des individus et des raisons de leurs exodes, de la grande opération de sauvetage en mer et des défis que de petits territoires frontaliers parviennent à dépasser sans se dépeupler.

La communication du gouvernement local avec les habitants est très importante, mais la presse a aussi un énorme pouvoir d'influence sur l'opinion publique. Comment obtenir le soutien de la presse et profiter de son influence éducative ?

Pendant des décennies, les moyens de communication ont centré l'attention sur Lampedusa comme lieu d'une véritable invasion, alors que jusqu'en 2011 il ne passait par l'île que 15 % de toute l'immigration irrégulière qui parvenait chaque année en Italie. Cependant, l'information qui était donnée de Lampedusa, avec des titres accrocheurs, transmettait la sensation d'une urgence insupportable pour l'Italie et le reste de l'Europe, en mettant l'accent sur les chiffres et en deshumanisant les individus. Les journaux télévisés parlaient de « débarquements » alors même qu'il s'agissait de « naufrages », en traitant tous les individus comme des immigrés alors qu'ils étaient avant tout des survivants ou des demandeurs d'asile. En outre, l'image stéréotypée d'une invasion allait au détriment de la promotion touristique de l'île.

« La société civile organisée a la grande responsabilité d'éduquer à la diversité et de sensibiliser à un thème, celui des migrations, qui questionne notre propre avenir et les principes fondateurs de l'Europe, terre natale des droits humains »

En premier lieu, il faut questionner ce type de récits médiatiques en imposant un autre discours et un autre regard, de ce qui fut pour moi la réalité à Lampedusa. Les mots peuvent cacher les valeurs et le sens même de l'humanité, mais il est plus difficile de modifier les faits si ceux qui les ont vécus les racontent directement. Ainsi, la visite du Pape François et le grand naufrage du 3 octobre 2013 furent deux étapes qui contribuèrent à ce que le discours médiatique prenne un autre tour, mette en relief le travail d'accueil important qui était réalisé dans l'île et permette de comprendre que la véritable urgence était humanitaire. Mais ce serait une erreur de parier tout sur cette vague émotionnelle éphémère ou de sous-estimer le danger de l'addiction à l'horreur, à l'injustice terrible qui continue à se produire en Méditerranée et dans les Balkans. Les émotions doivent devenir des sentiments durables, et la culture des droits de l'homme doit devenir un patrimoine commun.

Personnellement, j'ai expérimenté la valeur qu'apporte aux territoires le fait de devenir, par eux-mêmes, des protagonistes de la nouvelle et du récit, au lieu d'en être seulement l'objet. Par exemple : l'inauguration du Musée de la Confiance et du Dialogue dans la

« La force des territoires, y compris celle des plus petits, comme Lampedusa, peut être révolutionnaire et pas seulement embarrassante pour le continent européen »

Méditerranée, en présence du président de la République, a permis à la presse de parler de la migration et de l'île bien au-delà d'une simple chronique ; ou les actions menées pour la Journée nationale du Souvenir des Victimes des Naufrages, instaurée pour rappeler les 368 victimes du 3 octobre, qui ont un important effet éducatif.

Nous vivons dans un monde interconnecté, y a-t-il eu des témoignages de solidarité de la part d'autres villes envers Lampedusa ?

Quelle influence peuvent avoir les

villes ou les gouvernements locaux dans l'actuel ordre mondial en ce qui concerne l'immigration ?

Le premier acte concret de solidarité est venu de certaines villes de Sicile, lorsque nous n'avions plus de place pour enterrer les morts. De nombreux maires ont accueilli des corps rendus par la mer comme témoignage de reconnaissance à la dignité humaine. Ce mécanisme solidaire fonctionnait déjà avant même le naufrage du 3 octobre, à l'occasion duquel les morts ont atteint le nombre effroyable de 368. Alors, la solidarité s'est manifestée de nombreuses manières : certaines municipalités ont envoyé du matériel, des bénévoles, des fonds ; d'autres ont activé



« Le jardin de la mémoire », créé à la mémoire des victimes du naufrage du 3 octobre 2013.

des mécanismes de jumelage entre écoles, promu des voyages d'étude dans l'île ainsi que divers types de tourisme responsable.

Dans ce climat, sur l'initiative d'Ada Colau, est née une convention de collaboration entre certaines grandes villes — Barcelone, Paris, Palerme, etc. — et de petits territoires frontaliers — Lampedusa, Lesbos, Grande-Synthe, Vintimille, etc. — dans le but de travailler en réseau entre des lieux de passage ou de réception de migrants et de grandes villes ayant une certaine capacité d'accueil. Je crois fermement que c'est la meilleure manière de renforcer la capacité de pression des territoires sur le Conseil de l'Europe, ainsi que de délimiter un champ d'action sur des modèles d'accueil globaux et inclusifs, d'établir des standards homogènes d'accueil, et de structurer des protocoles dans les domaines sanitaire et autres. Mais il faut aussi aider concrètement les petits territoires affectés de déficits de gouvernance et de nombreux autres problèmes.

D'un autre côté, il faut aussi signaler que l'absence d'une stratégie globale quant à l'immigration se répercute sur les gouvernements locaux, en les confrontant quotidiennement à ce défi. Les territoires sont riches de connaissances et d'expériences de grande valeur qui sont, souvent, ignorées des preneurs de décisions. Par conséquent, il est nécessaire de choisir si l'on veut subir des effets aberrants et désintégrateurs de politiques inhumaines, en nous en rendant complices, ou être des moteurs du changement, des bâtisseurs de paix et de solidarité. Je crois que, en particulier, les territoires méditerranéens peuvent mettre en œuvre des changements qui influent sur les politiques mondiales environnementales et migratoires et, par conséquent, sur les politiques mondiales de développement durable. Sauver la Méditerranée des forages et des déversements, par exemple, est possible précisément à partir d'options de développement local, en investissant dans la pêche, le tourisme, les énergies propres et l'innovation, la culture et la beauté. Si l'on tisse des synergies entre les territoires d'une même rive et ceux de la rive opposée, la force est multipliée. La force des territoires, y compris celle des plus petits, comme Lampedusa, peut être révolutionnaire et pas seulement embarrassante pour le continent européen.

Selon les organisations internationales qui travaillent sur les migrations, on estime que ce phénomène se développera au cours des prochaines années du fait des situations climatiques, écologiques et économiques.



Au-dessus : une délégation de la Commission européenne visite le centre d'accueil de Lampedusa en 2016. Ci-dessous : Giusi Nicolini reçoit le Prix UNESCO de la paix, en 2017.



Au-dessus : au cours de la « Journée du souvenir », de nombreux survivants et proches des victimes retournent à Lampedusa. Ci-dessous : de nombreuses femmes arrivent seules avec des bébés, à la suite de la fruite des viols subis dans les camps de concentration en Libye.

Comment les villes devraient-elles se préparer, selon vous, pour affronter ce défi dans le respect des droits humains ?

La crise climatique est toujours à l'origine de mouvements migratoires, parce que la désertification cause ou participe à de nombreux conflits et parce que les désastres environnementaux provoquent le déplacement de millions de personnes. Cependant, la grande majorité des mouvements ont lieu au sein d'un même pays ou vers des pays voisins. J'ai visité les camps que l'Ouganda, pays très pauvre s'il en est, avait équipés pour accueillir environ un million et demi de réfugiés fuyant du Sud du Soudan et du Congo. L'augmentation du nombre des réfugiés environnementaux mettra en crise, en premier lieu, ces pays, petits et pauvres, qui supportent actuellement des impacts dont les nôtres sont loin d'être comparables.

C'est pour cela que nos villes doivent, en premier lieu, s'engager dans la lutte contre la crise climatique, en mettant en œuvre des objectifs stricts de reconversion écologique de l'économie, et devenir les protagonistes d'actions destinées à augmenter la quantité et la qualité de l'aide au développement. Mais, pendant ce temps, des gens meurent aussi bien en Méditerranée que dans les Balkans parce que la forteresse Europe s'est blindée pour repousser quelques milliers de personnes dont, par ailleurs, nous avons besoin pour couvrir le déficit démographique. En outre, dans nos villes, la réception est souvent synonyme de ghettoïsation et de marginalisation, d'exploitation de la main d'œuvre, de négation des droits et des services. Je pense que dès à présent, et non pas seulement à l'avenir, nous avons besoin de changements drastiques dans l'orientation des politiques migratoires européennes. Les villes sont appelées à agir ici et maintenant.

Vous avez reçu divers prix et témoignages de reconnaissance pour votre gestion, mais vous avez aussi eu beaucoup d'oppositions. Quel prix avez-vous dû payer pour votre politique d'accueil ? Quelles leçons avez-vous tirées de votre gestion à la tête du gouvernement local ?

Les prix ont récompensé la capacité d'accueil de la population. Les opposants et les ennemis, par contre, les ont personnalisés en m'accusant de faire une carrière politique et d'être la maire des immigrants. Les faits montrent tout le contraire : j'ai refusé de me présenter aux élections européennes en 2014 et j'ai refusé d'autres propositions parce que j'aurais dû démissionner de la Mairie pour incompatibilité. En outre, améliorer l'accueil des personnes secourues avait rendu la sérénité aux habitants, ce qui a permis le redressement économique. Mais l'avalanche de haine et de dénigrements fut imparable, parce que la véritable opposition visait la conception du développement de mon gouvernement et, par-dessus tout, les actions pour restaurer la légalité et protéger le territoire. Dans le contexte socio-environnemental spécifique de l'île, les dynamiques politiques locales étaient clairement influencées par un réseau d'importants intérêts — liés à l'usage du sol et à de possibles scénarios de développement local — et par l'illégalité généralisée, qui est un aspect structurel du Sud de l'Italie.

Le thème délicat de l'immigration était instrumentalisé, ce qui, d'un autre côté, se produit aussi à l'échelle nationale pour nous distraire des problèmes réels et aveugler les consciences. En dépit du fait que la déroute ait été amère, être maire de mon île demeure le plus grand honneur de ma vie. L'échec électoral n'efface pas tout ce qui valait la peine d'être fait et d'exprimer. La plus grande leçon apprise de toute mon expérience est d'avoir expérimenté que la politique locale, bien que pleine de mille difficultés, est en réalité le lieu où les choses deviennent possibles. Personnellement, j'ai payé un prix élevé, j'ai dû compter trop de morts, de corps d'enfants tout petits qui paraissaient endormis et de corps gonflés et décomposés, dont l'odeur m'est demeurée collée à la peau et que je crois encore sentir. Jamais je n'aurais pensé que le prix que je pourrais payer allait être si élevé et si terrible.

À partir de votre expérience, avez-vous une autre recommandation à faire pour les Villes éducatrices en matière de politiques locales d'immigration ?

Des Villes éducatrices, j'attends : le suivi impératif des valeurs intangibles ; le rejet d'un système criminel qui génère la souffrance et la mort ; la diffusion de la culture des droits humains ; la lutte contre l'indifférence qui aveugle les consciences, non seulement face au drame des migrants, sinon en général face à la croissance des inégalités et de la pauvreté. J'attends des actions, y compris immatérielles, de paix et de solidarité.

Aujourd'hui, l'Union européenne a mis à disposition de nombreuses ressources économiques en réponse à la crise générée par la pandémie avec le programme *Next Generation EU*. C'est une occasion extraordinaire pour que les villes reconçoivent un futur distinct, abordent une politique frontalière différente basée sur la construction de ponts et non de murs, la construction de cette grande alliance de territoires pour libérer les communautés frontalières et changer la sémantique de l'hospitalité en la dissociant du thème de la sécurité. Les frontières et les ports fermés entraînent une augmentation de la souffrance et des morts, mais n'empêchent pas les individus de se risquer à mourir pour avoir un avenir. Tant que la gestion de la migration sera aux mains du crime organisé, il y aura de plus en plus de blessés et de torturés, de femmes violées et de victimes de la traite, d'enfants

solitaires et de bébés orphelins dans des barques ou dans les camps de détention de Lybie. Nous devons faire un pacte de citoyenneté avec eux, mais ce sera impossible si nous les enfermons en masse dans des centres de détention. En revanche, si nous luttons contre les conditions dégradantes d'accueil des immigrants, en asséchant le sol sur lequel prolifèrent l'intolérance et la peur, nous sauverons de nombreux territoires du risque de dépeuplement ; et nous rompons ce cercle vicieux qui continue à générer des dégâts et un climat d'urgence, tous deux ennemis des droits humains et des peuples. Peut-être perdrons-nous des élections, mais nous gagnerons petit à petit en civilisation.

« Dès à présent, et non pas seulement à l'avenir, nous avons besoin de changements drastiques dans l'orientation des politiques migratoires européennes. Les villes sont appelées à agir ici et maintenant »

« C'est une occasion extraordinaire pour que les villes reconçoivent un futur distinct, abordent une politique frontalière différente basée sur la construction de ponts et non de murs »



ENTRETIEN

GAËLLE ROUGIER

2e adjointe déléguée à l'Éducation de la Ville de Rennes
et conseillère métropolitaine à Rennes Métropole

« Face à l'inaction des États, les villes ne doivent pas baisser les bras, elles sont en première ligne pour mettre en œuvre concrètement la transition et la résilience de nos territoires face aux crises, qu'elles soient sanitaires ou écologiques »

Madame Gaëlle Rougier a commencé à militer pour les droits humains dans un mouvement antiraciste et contre les inégalités sociales à l'université, au sein d'un syndicat étudiant. Elle a ensuite rejoint le parti « Europe Écologie Les Verts » dans les années 2000 et a été élue au Conseil régional en 2010 avant de devenir vice-présidente de Rennes Métropole en charge de la jeunesse et de la formation. Désormais adjointe à la maire déléguée à l'Éducation, elle défend une éducation inclusive qui place les enfants et les adolescents au centre du projet politique. Dans une société où les enjeux climatiques, sociaux et démocratiques s'annoncent immenses, elle milite pour faire confiance aux jeunes citoyens et leur donner le premier rôle pour agir au quotidien pour transformer le monde et prendre en main leur avenir.



La Ville de Rennes préside le réseau français des Villes-santé de l'OMS et a également été, dans les années 1990, avec les villes de Barcelone et de Turin, l'un des fondateurs de l'Association internationale des Villes éducatrices. Les deux réseaux ont une histoire de plus de trente ans et ont été créés dans le but de partager des expériences et des connaissances, de mener des actions communes et de favoriser les rencontres. Il existe de nombreuses convergences entre les deux réseaux, car tous deux promeuvent une vision holistique de la problématique qu'ils traitent et des politiques et des initiatives qui placent la personne au centre de leur action. Par ailleurs, le souci de l'environnement, la protection de l'environnement, la lutte contre les inégalités, la formation et la prévention sont au cœur de leurs débats et décisions.

Comment définiriez-vous une ville santé ?

Une ville santé devrait avant tout préserver et accroître la santé des habitants et des habitantes. Une ville santé est donc une ville qui agit pour le bien-être de toutes et tous, en mobilisant toutes les compétences dont elle a la responsabilité : aménagement du territoire, mobilités, logement, alimentation, éducation, accueil du handicap, grand âge, justice sociale, santé mentale.

On considère que ce qui fait la santé d'un individu, c'est avant tout son cadre de vie. Pour cela les collectivités, les villes, les intercommunalités sont en première ligne, comme l'a démontré la gestion de la crise sanitaire du COVID.

C'est aussi une question de démocratie sanitaire et de donner du pouvoir d'agir aux habitant.e.s en les rendant acteurs et actrices de leur santé. Pour cela nous travaillons avec les associations de prévention et d'éducation à la santé à l'école, mais aussi dans les quartiers, avec les familles. À Rennes, nous travaillons en collaboration avec l'Éducation nationale autour du bien-manger sur la question du petit-déjeuner. Trop d'enfants encore partent le ventre vide à l'école. Nous proposons aussi un goûter gratuit à tous les enfants qui restent à l'étude après la classe. Dans le cadre de notre Plan alimentaire durable, nous travaillons à accroître toujours les circuits courts et l'agriculture bio. Des tarifs accessibles et la gratuité pour les plus fragiles à la cantine font aussi partie d'une politique volontariste de santé.

La santé mentale est aussi une priorité de ce mandat : la crise sanitaire a accru le nombre d'enfants et adolescents présentant des troubles anxieux, dépressifs ou encore du développement moteur ou de langage. Plus que jamais nous devons agir pour le bien-être psychologique des plus jeunes et de nos aînés, qui ont été le plus durement touchés. La Ville de Rennes s'est dotée d'un Conseil local de la santé mentale pour établir un réseau avec les acteurs de la santé. Nous développons aussi tout un pan de



Rénovation de la cour de l'école « Ille », sur le modèle des cours « oasis » qui optent pour des ambiances plus fraîches avec plus de végétation, et dépourvues des stéréotypes de genre. / Arnaud Loubry © Mairie de Rennes

notre projet éducatif autour des activités en extérieur, dans la ville, mais aussi et surtout dans la nature. Être dehors, avec les autres, en relation avec la nature et les éléments, une façon de se reconnecter à l'essentiel.

Quels sont les principaux déterminants sociaux de la santé dans les villes ?

Les principaux déterminants sociaux de la santé sont d'abord les conditions globales de vie des personnes et leur capacité à agir sur leur environnement immédiat. Avoir un logement sain et correctement chauffé, respirer un air de qualité, boire une eau saine, avoir une alimentation correcte, bouger, sortir, voir sa famille et ses amis à tout âge, sont les premiers déterminants. Bien-sûr tout cela est corrélé aux revenus, au milieu social dans lequel les individus évoluent dès leur enfance, leur patrimoine notamment culturel et leur niveau d'étude. À Rennes, nous élaborons un indicateur de vulnérabilité dans la

**« Être dehors,
avec les
autres, en
relation avec
la nature et les
éléments, une
façon de se
reconnecter à
l'essentiel »**

ville. La vulnérabilité sociale et les risques en matière de santé sont complètement corrélés.

Il y apparaît aussi que l'âge est un facteur déterminant : les enfants et les plus âgés peuvent être parmi les plus vulnérables. L'adolescence est aussi un moment de la vie particulier et où certain.e.s peuvent se mettre en danger.

Les personnes en situation de handicap sont souvent entravées dans l'accès aux soins ou aux messages de prévention. Le fait de ne pas maîtriser la langue, d'être primo-arrivant peut aussi éloigner des soins, tout comme le fait d'être victime de discriminations, quelles qu'elles soient.

Le genre est aussi déterminant et les femmes sont parfois pénalisées dans l'accès aux soins. Tout en étant les plus réceptives aux messages de prévention,

elles sont souvent plus promptes à « prendre soin de » qu'à prendre soin d'elles-mêmes.

Enfin, nous savons que l'accès à une information de qualité et à des services publics de proximité constituent un élément très important des déterminants de santé. Défendre les services publics et le maillage territorial dans l'offre de soin et de prévention est essentiel.

Ces déterminants conduisent à la présence d'inégalités entre les quartiers de certaines villes, avec une espérance de vie plus faible dans les quartiers vulnérables. En outre, pour les plus vulnérables, la santé ne constitue que rarement une priorité, et est reléguée à un rang secondaire parmi les préoccupations quotidiennes, jusqu'à ce que les problématiques médicales se sont installées. Est-il possible de corriger ces inégalités ?

L'accès aux soins est une préoccupation majeure des citoyens et des citoyennes, on l'a vu pendant la crise. En France, la situation de l'hôpital public et le manque de médecins dans certains quartiers ou communes sont au cœur du débat. Par contre la santé, au sens d'un capital, d'une ressource à préserver au quotidien, n'est pas encore une notion partagée.

Un débat émerge actuellement dans le cadre de l'élection présidentielle française : réduire la place de la voiture en ville, réduire la consommation de viande à l'école, mener des campagnes de prévention sur le tabac et l'alcool, tout cela culpabiliserait les classes populaires et serait finalement une préoccupation de classes sociales supérieures.

Pourtant nous savons que celles et ceux qui souffrent le plus des pollutions, notamment de la pollution atmosphérique, d'une alimentation de mauvaise qualité, du mal-logement, d'une absence d'activité physique et de relations sociales sont les plus pauvres. Il est stupide d'opposer prévention, santé et bonheur. La santé c'est justement être en capacité de vivre heureux, le plus longtemps possible. Voilà une bataille culturelle qui n'est pas encore gagnée.

La prévention primaire est essentielle dans le cadre d'une vision globale de notre santé, afin d'agir efficacement dès la naissance pour réduire les inégalités sociales de santé.

En France, nous déployons une politique dite des 1 000 premiers jours qui considère les premiers mois et les premières années de vie des enfants comme le moment clé où il faut agir. Mais au-delà de la petite enfance, nous portons une attention particulière aux âges dit « passerelles » entre enfance et adolescence ou entre l'adolescence et l'âge adulte, là où peuvent se créer des ruptures dans les parcours de vie.

En partenariat avec l'État, nous renforçons donc la santé scolaire et nos interventions en santé auprès des familles. La ville de Rennes réalise les visites médicales à l'école primaire. Il nous faut maintenant coordonner les efforts sur les adolescents afin d'avoir un vrai suivi sur plusieurs générations et penser en terme de parcours de santé.

« Pour corriger les inégalités sociales de santé, il faut agir sur l'ensemble des déterminants : défendre les services publics de santé, améliorer le niveau de vie global, améliorer l'habitat »

Mais pour corriger les inégalités sociales de santé, il faut agir sur l'ensemble des déterminants : défendre les services publics de santé, améliorer le niveau de vie global, améliorer l'habitat. Nous travaillons aussi, à Rennes, à l'expérimentation d'un revenu minimum pour éradiquer la grande pauvreté et nous rénovons le parc de logements sociaux afin de lutter contre la précarité énergétique.

Nous commençons également à développer des centres de santé communautaires dans les quartiers populaires qui associent différents professionnels et qui développent

l'aller-vers avec des médiatrices et médiateurs en santé.

Nous sommes par ailleurs vigilants quant aux discriminations dans l'accès aux soins : nous travaillons à un meilleur accès pour les personnes en situation de handicap pour lesquelles les parcours de soin sont complexes.

Nous sommes enfin en partenariat avec un réseau de professionnels de santé pour l'accès aux soins des familles primo-arrivantes. Nous finançons un réseau de traducteurs et soutenons l'action de ces professionnels. L'accueil digne des familles migrantes et leurs conditions de vie sont très préoccupants actuellement en France, à Rennes comme ailleurs.

Veiller au bien-être de toutes et tous c'est accompagner, sans stigmatiser, à chaque étape et à chaque âge, toujours avec bienveillance.



À gauche : activité intergénérationnelle avec des garçons et des filles de la crèche « Tom et Josette » et des personnes de la résidence « EHPAD des Roseaies ». / Anne-Cécile Estève. À droite : exemple des réformes qui ont été réalisées dans différents cours de récréation de la ville, en l'occurrence à l'école de Torigné. / Arnaud Loubry © Mairie de Rennes

Dans les villes européennes, l'espérance de vie est élevée mais en même temps, les personnes âgées traversent une étape de la vie particulièrement vulnérable. À Rennes, vous parlez souvent de vieillir en bonne santé. À quoi cela fait-il référence et quelles sont les actions prioritaires pour y parvenir ?

Rennes est « Ville amie des aînés », un label qui garantit une prise en compte du bien vieillir dans nos politiques locales de santé, mais aussi de lutte contre l'isolement et la solidarité. Nous déployons, comme beaucoup de communes, une politique municipale d'aide et de soins à domicile.

Mais il nous faut agir également sur l'accessibilité de la ville, avec des transports adaptés comme ceux à la demande que nous proposons à Rennes ou le *Handi-star*, un service de transport adapté pour les personnes à mobilité réduite.

Une ville accessible doit être pensée pour les personnes plus fragiles et pour qui la mobilité est moins aisée, mais aussi pour les petits pour qui les espaces publics et privés peuvent être inadaptés à leurs besoins et à leur liberté de mouvement. Travailler à une ville à hauteur d'enfant, c'est aussi permettre à leurs grands-parents de s'y épanouir !

L'habitat intergénérationnel peine encore à trouver sa place, tout comme l'habitat participatif. Ce sont pourtant des projets qui permettent la mixité et la solidarité entre générations. Tout comme le projet

« Veiller au bien-être de toutes et tous, c'est accompagner, sans stigmatiser, à chaque étape et à chaque âge »

de micro-crèche ouverte dans un EHPAD (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) dans un quartier rennais.

Dans une société où les solidarités familiales ou communautaires sont en recul, il faut recréer un lien entre les générations. Être en relation avec des plus jeunes est essentiel pour les personnes âgées, mais l'inverse n'est pas moins vrai !

Beaucoup de bénévoles associatifs sont des retraités, que ce soit dans l'aide aux devoirs ou les actions de solidarité de façon générale. Mais ces actions sont trop peu valorisées dans nos sociétés.

Avec un vieillissement global de notre population, les personnes qui ont en charge leurs aînés très dépendants sont aussi, parfois, elles-mêmes âgées et en mauvaise santé. Certain.e.s s'épuisent aussi dans l'accompagnement de leurs proches. À Rennes, la Maison des aînés et des aidants, en coordination avec le centre d'action sociale, vise à épauler les personnes qui accompagnent leur parent âgé.

Là encore, la pandémie a démontré que nous devons déployer des actions de médiation en santé et d'aller-vers, afin de permettre aux personnes de rester le plus longtemps possible dans un domicile adapté et dans un environnement qui préserve leur autonomie.

Quel est l'impact de l'urbanisme sur la santé publique ? Quels sont les principaux défis et



« Hôpital des nounours » organisé par l'association étudiante « Anim'hostos », et le centre de loisirs pour enfants avec et sans diversité fonctionnelle, de l'association « Loisirs Pluriel Rennes » / Arnaud Loubry © Mairie de Rennes

objectifs des villes en la matière ?

L'aménagement urbain, l'architecture des bâtiments, leur conception, le choix des matériaux de construction, leur adaptabilité aux enjeux climatiques sont déterminants. Entre canicules récurrentes et pandémie de COVID, la nécessité de repenser la conception du bâti et de l'aménagement des espaces publics est enfin devenue une évidence. La métropole de Rennes s'engage dans un urbanisme favorable à la santé en privilégiant les bâtiments éco-construits et sains et en travaillant à des espaces publics (places, cours d'école, rues) plus

« Rennes s'engage dans un urbanisme favorable à la santé en privilégiant les bâtiments éco-construits et sains et en travaillant à des espaces publics plus résilients »

résilients et qui minimisent l'exposition aux pollutions diverses.

Les politiques de mobilité sont également des déterminants importants. Selon que l'on vit en ville ou à la campagne, l'accès à l'emploi, aux loisirs et aux soins n'est pas le même. En ville, la réduction de pollutions liées à l'usage de la voiture individuelle est une préoccupation majeure. Développer les transports en commun et étendre les gratuités sociales pour favoriser leur usage est l'une des solutions. La Ville de Lyon, par exemple, offre un vélo à tous ses jeunes habitants



La Ville de Rennes promeut les activités éducatives de plein air, en ville comme à la campagne, dans le cadre de sa stratégie d'amélioration de la santé mentale des enfants et des adolescents.

qui le demandent. Beaucoup de villes étendent la gratuité comme à Rennes. Nous travaillons aussi à l'apprentissage du vélo à l'école pour tous les enfants dans le cadre du programme national "savoir rouler". Certaines associations mènent, par ailleurs, des actions dans les quartiers populaires pour rendre accessible la pratique du vélo, notamment aux femmes.

Nous avons également déjà abordé la question de l'habitat. Il nous faut adapter le bâti aux effets du réchauffement climatique. Les classes populaires sont celles qui souffrent le plus d'un habitat parfois dégradé et celles qui ont le moins de moyens de se soustraire aux pollutions et aux nuisances en ville comme la pollution atmosphérique, le bruit, la

« L'habitat et l'aménagement de la ville doivent permettre de s'adapter aux effets du réchauffement climatique et favoriser l'accès à la nature, aux espaces verts de proximité »

précarité énergétique. Et demain, elles seront aussi celles qui souffriront le plus des pics de chaleur.

L'habitat et l'aménagement de la ville doivent donc permettre de s'adapter aux effets du réchauffement climatique et favoriser l'accès à la nature, aux espaces verts de proximité qui sont autant d'îlots de fraîcheur.

À Rennes, nous nous engageons, comme beaucoup d'autres villes, dans un processus de renaturation de la ville en favorisant la biodiversité et la nature en ville. Nous replantons des arbres et végétalisons les places les plus minérales. Nous rendons, par ailleurs, le caractère naturel et inondable à certains espaces verts pour endiguer les crues qui ne manqueront



pas de se multiplier sous l'effet de pluies importantes dans notre région. Les habitants aspirent aussi à retrouver l'accès aux points d'eau et aux fleuves, c'est un enjeu majeur pour des villes plus vivables demain. Nous revégétalisons également les cours d'école et souhaitons les ouvrir aux habitants en dehors des temps scolaires.

Ces réaménagements de cours d'école sont aussi non-genrés. Tout comme dans l'ensemble de la ville où nous favorisons la place des femmes dans les espaces publics. Le Conseil local à l'égalité femme-homme veille à ce que les projets intègrent cette dimension dans les aménagements. Rennes est, par ailleurs, la deuxième ville de France à se doter d'un budget genré afin de veiller à ce que les investissements profitent aussi aux femmes.

« Les habitants aspirent à retrouver l'accès aux points d'eau et aux fleuves, c'est un enjeu majeur pour des villes plus vivables »

Un autre exemple qui peut paraître anodin, mais qui ne l'est pas : nous travaillons à un meilleur accès dans la ville à des sanitaires propres avec points d'eau pour les femmes. Nous avons aussi la volonté de mieux adapter les sanitaires des écoles aux soins des petites filles.

L'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique a signalé la nécessité d'évoluer vers des villes résilientes. Quels sont les priorités et les rythmes en cette matière ?

La Ville résiliente est celle qui saura s'adapter aux effets du réchauffement climatique et contribuer à atteindre les objectifs fixés par les accords de Paris. C'est une responsabilité collective pour préserver la qualité de vie des habitants.



La Municipalité de Rennes s'engage pour un urbanisme favorable à la santé, privilégiant la construction d'espaces publics plus résilients. Sur l'image de gauche, l'école de Torigné offre des petits-déjeuners gratuits à ses élèves. / Arnaud Loubry © Mairie de Rennes

Pour cela il faut adapter le bâti, végétaliser et rafraîchir les villes, mais aussi travailler à des modèles urbains et de vie plus économes en énergie et qui préservent les ressources naturelles, notamment l'eau qui deviendra un enjeu majeur partout dans le monde.

Beaucoup de territoires s'engagent dans des modèles agricoles urbains et péri-urbains préservés, en proximité des villes et plus vertueux, car ils économisent la ressource. Rennes métropole a annoncé sa volonté d'abandonner les pesticides. Nous soutenons pour cela la conversion d'agriculteurs du territoire à l'agriculture biologique. Nous achetons leurs denrées pour les cantines rennaises en contrepartie d'un engagement envers des pratiques agricoles plus saines.

En matière de numérique également, il ne faut pas attendre pour anticiper le boum énergétique que représentent les nouveaux usages.

« Il faut adapter le bâti, végétaliser et rafraîchir les villes, mais aussi travailler à des modèles urbains et de vie plus économes en énergie et qui préservent les ressources naturelles, notamment l'eau qui deviendra un enjeu majeur partout dans le monde »

Promouvoir un numérique sobre doit être une priorité. À Rennes, nous avons lancé une grande concertation citoyenne autour des usages de la 5G et des technologies numériques pour penser ensemble ces enjeux. La recherche doit également contribuer à avancer sur ces questions.

Il nous faut enfin poursuivre le combat pour une meilleure reconnaissance par l'État français du rôle primordial des collectivités locales comme actrices à part entière en matière de santé environnementale.

La crise du COVID a prouvé que les villes étaient, aux côtés de l'hôpital, les premières actrices dans l'anticipation et la gestion des crises sanitaires, en mettant en place des centres de dépistage ou de vaccination. Les décisions restent très centralisées. Pourtant, la proximité avec un réseau d'acteurs, la connaissance fine des populations, la

capacité à répondre de manière rapide et efficace, l'accès privilégié à des données locales, mais aussi leur capacité de mobiliser les habitants et les acteurs du territoire font de ces collectivités et des villes en particulier des leviers d'actions formidables.

Face à l'inaction des États, les villes ne doivent pas baisser les bras, elles sont en première ligne pour mettre en œuvre concrètement la transition et la résilience de nos territoires face aux crises, qu'elles soient sanitaires ou écologiques.

Quel rôle l'éducation et la sensibilisation citoyenne jouent-elles dans la promotion de modes de vie plus sains ? Souhaitez-vous partager une bonne pratique de la ville de Rennes en la matière ?

De nombreux programmes de prévention sont menés dans le cadre scolaire. La pandémie a replacé l'école au centre de la prévention santé et a parfois mis en lumière le manque de personnels ressource au sein des établissements, ainsi que la difficulté accrue pour les plus fragiles de l'accès aux soins, notamment en matière de santé mentale.

Dans ce contexte, le partenariat avec le tissu associatif est nécessaire, bien que parfois complexe à mettre en œuvre, notamment dans les collèges et lycées, peu enclins à laisser entrer des acteurs extérieurs dans les établissements.

Il existe par exemple des associations animant dans les écoles des ateliers de prévention des addictions, ou d'éducation à la santé affective et sexuelle.

À Rennes, à l'aide des associations, nous travaillons beaucoup sur la gestion des émotions des enfants à l'école, ce qui permet aussi de former les adultes qui les entourent, et de les sensibiliser à la question de la santé affective. Les relations garçons-filles et la gestion non-violente des conflits sont devenues des préoccupations majeures dans un contexte où le harcèlement lié aux usages numériques génère beaucoup de violences entre élèves. Derrière ces ateliers se tisse aussi la question de l'amélioration des compétences psycho-sociales, la déconstruction de stéréotypes et préjugés sur soi et les autres qui conditionnent certains comportements impactant la santé, maintenant et plus tard.

Adopter des comportements favorables à son bien-être et à sa santé et être capable de prendre soin

« L'éducation au bien-être et à l'égalité est un enjeu de santé majeur et bien au-delà, un enjeu de société »

des autres sont des compétences informelles qui s'apprennent, mais très inégalement réparties dans la population.

Statistiquement, on sait que les hommes prendront au cours de leur vie plus de risques pour leur santé. On sait aussi que les femmes représentent, à travers le monde, la plupart des victimes et que les hommes représentent la plupart des auteurs de crimes, notamment des violences. L'éducation au bien-être et à l'égalité est un enjeu de santé majeur et bien au-delà, un enjeu de société. Être en bonne santé doit être une compétence mieux partagée.

Pour cela, il faut que les individus se sentent acteurs de leur parcours de santé. La question du pouvoir d'agir sur soi et son environnement est donc un facteur clé. Voilà pourquoi éduquer à la santé et au bien-être, au sens de l'éducation populaire, c'est bien aussi travailler à une citoyenneté active des enfants, dès le plus jeune âge.

À Rennes, le travail sur les cours de récréation non-genrées et végétalisées se fait avec elles et eux, ainsi qu'avec les enseignants. Pendant un an, ils réfléchissent avec les services jardins de la ville à l'aménagement de leur cour, à ce qu'ils et elles voudraient trouver dans une cour « idéale ». Puis vient la réalisation, dans laquelle nous souhaitons maintenant les impliquer encore plus (choix des essences d'arbres ou de plantes, petites plantations, etc.). Cela permet de travailler la question de l'égalité, mais aussi de la biodiversité en ville, d'enjeux climatiques, mais aussi de fonctionnement d'une ville et de ses services.

Faire ensemble sera toujours bien plus efficace qu'un discours de prévention classique, car cela donne le sentiment de pouvoir agir sur son environnement quotidien et permet de gagner en compétences afin d'y parvenir.



ENTRETIEN

ADA COLAU

Maire de Barcelone et présidente de l'Association Internationale des Villes Éducatrices de juin 2015 à juin 2023

« Rien ne marquera davantage l'humanité, ne bouleversera plus notre économie, notre bien-être et notre santé, et ne déterminera encore les relations internationales, les mouvements migratoires ou tout autre domaine de notre vie, que la lutte contre la crise climatique »

Madame Ada Colau Ballano a été la première femme maire de l'histoire de Barcelone. Elle a dédié une grande partie de sa vie à l'activisme social et à la défense des droits humains. En 2009, elle a été à l'origine de la création de la *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (PAH – Plateforme des victimes des hypothèques). Elle a fondé, en 2014, une plateforme de politique citoyenne, *Guanyem Barcelona* (Nous gagnerons Barcelone) — devenue par la suite *Barcelona en Comú* (Barcelone en commun) —, avec laquelle elle a gagné les élections municipales de 2015. En 2019, elle a été réélue maire de Barcelone.

i

Depuis la Mairie, elle a donné la priorité à des politiques publiques centrées sur la lutte contre les inégalités et le droit à un logement digne, elle a promu un modèle plus durable de ville et elle a renforcé la participation citoyenne. Elle s'est aussi engagée pour la régulation de l'impact du tourisme, pour une économie diversifiée, inclusive et verte, ainsi que pour la consolidation des services publics. Le féminisme, la revendication de la diversité et la solidarité ont aussi occupé une place essentielle dans ses politiques municipales. Les politiques impulsées par son gouvernement ont reçu divers prix et ont joui de reconnaissance. On remarquera, entre autres, le projet *Hoteles Salud*, finaliste des *City Nation Place Awards* et lauréat des *Responsible Tourism Awards* dans la catégorie *Community Support* (2020) ; les multiples prix des Nations Unies à *Barcelona Activa* pour ses actions visant à combattre les effets de la COVID-19 (2020) ; la distinction avec le label *Infoparticipa 19* pour la transparence informative (2020) ; les *European Responsible Housing Awards* décernés aux politiques du logement contre la gentrification (2019) ; ou la reconnaissance de la gestion touristique municipale grâce aux *World Responsible Tourism Awards* (2018).

En plus de son activité en tant que maire de Barcelone et présidente de l'*Àrea Metropolitana de Barcelona* (AMB – Zone métropolitaine de Barcelone), elle a été l'envoyée spéciale des Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU) auprès des Nations Unies, vice-présidente européenne de la Commission directive du C40, le principal réseau mondial des villes qui travaillent pour faire face à la crise climatique, et présidente de l'Association Internationale des Villes Éducatrices.

Barcelone est une des villes signataires du Pacte de Milan. Quels sont les principaux engagements qu'assument les villes en signant cet accord ?

Le Pacte de Milan est né de la constatation, de plus en plus évidente, que notre système alimentaire, c'est-à-dire la manière dont nous produisons, distribuons et consommons les aliments, a un impact direct et très important sur le réchauffement climatique, et que celui-ci est le principal défi auquel nous nous affrontons collectivement en ce début de siècle. Rien ne marquera davantage l'humanité, ne bouleversera plus notre économie, notre bien-être et notre santé, et ne déterminera encore les relations internationales, les mouvements migratoires ou tout autre domaine de notre vie, que la lutte contre la crise climatique.

Notre génération est la première à souffrir des changements produits par ce réchauffement, et c'est aussi la dernière qui a entre les mains la possibilité d'éviter ses conséquences les plus catastrophiques. Face à cette situation, nous avons tous et toutes une énorme responsabilité et chacun de nous doit l'assumer depuis le lieu qu'il ou elle occupe : la citoyenneté, les entreprises, les agents économiques et sociaux, et, bien évidemment, les Administrations, qui doivent exercer un leadership dans leur double fonction d'administratrices et de régulatrices des relations entre les différents acteurs.

Les villes, traditionnellement, sont demeurées hors des débats et des politiques dans ce domaine. Et, en dépit du fait que ce sont les administrations les plus proches des habitants, les mairies n'ont pas de compétences dans ce secteur, ni n'ont été reconnues comme des acteurs importants. Cependant, c'est dans les villes que s'expriment



La maire de Barcelone visite les étales des marchés municipaux participant au programme « Comerç Verd » qui encourage la présence de produits durables.

le plus clairement nombre des problèmes globaux dont nous souffrons quotidiennement. Nous voulons donc faire partie de la solution, en apportant nos connaissances, nos opinions et nos ressources ; et nous avons beaucoup à dire et à faire à cet égard. Il ne faut pas oublier que plus de la moitié de la population mondiale vit dans des zones urbaines et qu'il est prévu que, en 2050, ce pourcentage atteigne 70 %. De nos jours, la population urbaine consomme 70 % des aliments produits dans le monde. Par conséquent, les habitudes et les politiques alimentaires qui sont mises en œuvre dans les villes peuvent être un très puissant levier de changement pour lutter contre le réchauffement climatique.

C'est avec cette volonté de contribuer depuis le domaine local qu'en 2015 la ville de Milan, en collaboration avec la FAO ¹, a lancé un appel à toutes les villes du monde pour signer un pacte de politiques alimentaires urbaines. Cet accord, dit Pacte de Milan, au travers duquel toutes les institutions signataires s'engagent à travailler pour développer des systèmes alimentaires durables et respectueux de l'environnement impliquant tous les secteurs

« Les commerçants sont précisément nos meilleurs alliés dans cette stratégie et la majorité d'entre eux ont rejoint l'initiative des Commerces verts »

concernés, défend la nécessité d'un changement de modèle quant à la manière de nous alimenter.

Grâce à cet accord, les villes montrent leur capacité de leadership pour avancer dans la transformation du système alimentaire. Le pacte est né avec l'adhésion de 100 villes et, actuellement, nous sommes déjà 210, auxquelles il faut ajouter un grand écosystème d'alliés, tels que la communauté scientifique, les organismes internationaux, les institutions et les réseaux de villes, pour progresser dans cette transformation.

Barcelone a été une des premières villes à souscrire au pacte et à mettre en œuvre une stratégie de politique alimentaire pouvant apporter une réponse aux engagements adoptés. Nous avons consolidé le rôle de leader de notre ville avec la célébration, en octobre 2021, du Forum mondial du Pacte de Politique alimentaire urbaine de Milan ². Au cours de ce forum, les villes ont élevé la voix pour alerter quant à la relation entre réchauffement climatique et alimentation, en lançant un message à tous les États, quelques jours avant l'ouverture du Sommet

¹ Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

² Le Forum a vu la participation de plus de 500 personnes et a été centré sur la relation entre alimentation et climat, sur la manière d'améliorer les systèmes alimentaires, et d'avancer, ensemble, vers la mise en œuvre de l'agenda alimentaire mondial. C'est au cours du forum que nous avons présenté *The Barcelona Challenge for Good Food and Climate* (Défi de Barcelone pour une bonne Alimentation et le Climat).



En haut : application pour téléphones mobiles du projet « Terra PAGESA » pour faciliter les relations commerciales entre les commerces de proximité et les agriculteurs et agricultrices, avec la possibilité d'identifier les producteurs via un code QR. En bas : projet municipal « Menú de les Estacions » pour faciliter la présence de produits locaux de saison dans la restauration.

du Climat de Glasgow, pour placer l'urgence de la transformation des systèmes alimentaires au centre des accords et des politiques de lutte contre le réchauffement climatique.

Malheureusement, la rencontre de Glasgow ne s'est pas achevée comme nous l'avions espéré. Bien que nous soyons parvenus à quelques accords importants — éviter de dépasser 1,5 °C d'augmentation de la température mondiale, reconnaître que les pays doivent réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre et diminuer les subventions aux combustibles fossiles —, elle n'a pas su concrétiser des mesures claires et courageuses pour les mettre réellement en œuvre.

Les effets du réchauffement climatique exigent d'entamer de nombreuses actions de manière immédiate. Il n'y a pas de temps à perdre. Pour ce faire, les villes souhaitent contribuer à impulser tout ce qui sera nécessaire pour mener à la pratique des mesures concrètes et, sans le moindre doute, la transformation du système alimentaire est l'une d'entre elles.

En 2021, Barcelone a été nommée Capitale mondiale de l'Alimentation durable. Qu'a impliqué cette nomination pour la ville et quels ont été les principaux domaines d'action ?

Le rôle que Barcelone a exercé durant toute l'année 2021 a été une occasion extraordinaire pour placer les politiques alimentaires au centre de l'agenda politique et pour générer un débat ainsi qu'une conscience citoyenne quant à la nécessité d'une consommation durable et responsable.

Pendant toute l'année, une infinité d'activités ludiques, éducatives, divulgatrices, de sensibilisation... ont été organisées dans toute la ville, auxquelles ont participé des milliers d'individus. Nous avons travaillé avec des écoles, des musées, des marchés, des restaurateurs, des professionnels de la santé, des activistes, des experts... dans le but de faire parvenir notre message au plus grand nombre de personnes, et tout spécialement aux plus jeunes. Les établissements scolaires ont été les grands alliés de la ville pour sensibiliser l'enfance et l'adolescence quant à l'importance d'une alimentation saine. De ce point de vue, nous avons travaillé avec de nombreuses écoles pour rééquilibrer les menus des cantines et pour mettre en place de nouveaux instruments pédagogiques, dans le cadre d'une stratégie pour que les plus petits mangent chaque jour plus sainement et, en outre, transfèrent dans leur foyer ce qu'ils ont appris dans la classe.

Ce rôle de Capitale de l'Alimentation nous a aussi permis d'impulser de nombreuses alliances et

de resserrer des liens avec des agents sociaux et économiques qui travaillent depuis des années en faveur d'un système alimentaire durable. Parallèlement, et hors du cadre même de la ville de Barcelone, nous avons travaillé avec d'autres municipalités métropolitaines, avec le gouvernement autonome et avec des associations d'agriculteurs, d'éleveurs et de pêcheurs de toute la Catalogne.

Le bilan est très positif. Durant ces 12 mois, de nombreuses personnes ont appris plus sur l'alimentation, y ont parlé et, surtout, ont introduit des changements dans leur alimentation. En outre, nous avons impulsé plus de 90 projets de politiques alimentaires publiques dans la ville depuis divers secteurs et de manière transversale : santé, droits sociaux, éducation, commerce, consommation, etc.

De nos jours, dans les boutiques et les supermarchés, on peut trouver des produits provenant du monde entier et l'on peut acheter des fruits et des légumes hors saison. Quel impact un système comme celui-ci peut-il avoir sur le milieu ambiant ? Quelles initiatives ont été menées à terme depuis la Mairie pour promouvoir la consommation de produits de saison et de proximité ?

On se souvient tous qu'étant petits on mangeait des fraises, des cerises ou des melons quand arrivaient les beaux jours et que, à la fin de la saison, on ne pouvait plus les trouver sur les étals. On passait alors aux fruits correspondants à l'automne puis à l'hiver. Par ailleurs, les mangues et les papayes étaient des

fruits exotiques et on ne les voyait que rarement à la maison.

Actuellement, on peut acheter pratiquement n'importe quel fruit durant toute l'année et, en plus, ce sont des produits qui viennent très souvent de l'autre bout du monde. À première vue, cela semble être un avantage pour le consommateur, mais cela a un énorme coût en termes environnemental et social, ainsi qu'en termes de qualité nutritionnelle. En effet, il est démontré que les fruits et les légumes de saison conservent mieux toutes leurs propriétés, entre autres choses parce qu'ils sont récoltés à leur moment optimum et sont transportés dans les boutiques rapidement pour leur vente. En plus d'avoir un meilleur goût et un meilleur arôme, il n'est pas nécessaire d'avoir recours à des processus artificiels pour allonger leur conservation et leur consommation développe le commerce de proximité et bénéficie aux producteurs et productrices locaux.

Le système alimentaire industriel et mondial actuel a, par conséquent, un impact à tous les niveaux. Le long trajet que doivent effectuer les aliments qui proviennent d'autres continents et la manière dont ils sont produits augmentent les émissions de CO₂, appauvrissent les sols et contribuent à la perte de biodiversité due à l'usage de pesticides, d'engrais chimiques et d'autres pratiques agricoles et d'élevage industrialisées.

Cette inertie doit donc être corrigée et nous devons revenir à la consommation d'aliments de proximité,



produits du maraîchage local, et les rendre accessibles à toute la population. Les citadines et les citoyens sont de plus en plus nombreux à s'intéresser à ce type de produits écologiques et cette demande doit croître, ce qui entraîne la nécessité de reconsidérer notre relation avec le monde rural. Les villes, en effet, ne peuvent plus continuer à vivre en tournant le dos au monde agricole. La zone métropolitaine de Barcelone, sans aller plus loin, a perdu 80 % de son sol cultivable au cours de ces 60 dernières années. Si nous voulons un territoire équilibré, nous devons contribuer à ce que le secteur agricole soit une activité viable et attractive, et que la production de proximité ait des conditions de commercialisation justes.

Barcelone a la chance d'être une des rares grandes villes européennes dont la moitié de la population continue à acheter régulièrement une bonne partie de ses produits frais dans les boutiques et les commerces de quartier ainsi que dans le réseau de marchés municipaux. Les commerçants sont précisément les meilleurs alliés dans cette stratégie et la majorité d'entre eux ont rejoint à l'initiative des *Comerços Verds* (*Commerces verts*), en s'engageant à avoir des produits locaux, écologiques et provenant du maraîchage local pour les mettre à la disposition de tous les consommateurs et de toutes les consommatrices.

De ce point de vue, il est important que les commerçants aient un accès facile aux fournisseurs et aux producteurs locaux et, pour ce faire, nous avons aussi créé des équipements tels que le *Biomarket* à Mercabarna, c'est-à-dire le premier marché de gros d'Espagne et le second d'Europe spécialisé en produits écologiques, et le Centre d'échange agroalimentaire de proximité, qui facilite la vente des produits des petits et moyens producteurs de la région métropolitaine de

« À Barcelone, les commerçants sont nos meilleurs alliés dans cette stratégie et la majorité d'entre eux ont rejoint l'initiative des Commerces verts »

Barcelone et de toute la Catalogne.

L'alimentation durable et saine est en général plus chère et peu accessible pour les personnes ayant de faibles revenus. Durant la pandémie, la situation économique de nombreuses familles s'est empirée et a augmenté la demande d'aliments de la part de davantage de familles nécessiteuses. Quelles mesures peuvent prendre les institutions pour faire en sorte qu'une alimentation saine parvienne à tous les individus ?

Pouvoir accéder à un régime sain est un droit de base de tous les individus, indépendamment de leur niveau de ressources. Pour pouvoir garantir ce droit, nous devons mener des politiques courageuses et innovantes qui contribuent à responsabiliser les groupes les plus vulnérables et à transformer positivement la réalité.

Sans le moindre doute, la COVID-19 a empiré la situation, et le nombre de personnes qui ont reçu une aide alimentaire a plus que doublé avec la pandémie. Pour répondre à cette situation, la Mairie a augmenté considérablement, les programmes d'aide et nous avons activé le programme *Alimenta*, conjointement aux principales institutions sociales de la ville, afin de promouvoir une alimentation saine auprès des personnes les plus vulnérables.

Dans le cadre de ce programme ont surgi des initiatives telles que les espaces *Alimenta*. Il s'agit de structures impulsées et gérées par des organismes sociaux en collaboration avec la Mairie, situées dans des locaux préexistants et destinées à faciliter à toutes et tous le droit à s'alimenter, à partir d'un modèle innovant qui va bien au-delà des soupes populaires conventionnelles ³. Les espaces *Alimenta*



³ Ce sont des espaces divers en ce qui concerne l'activité et les services qu'ils présentent : certains sont de simples réfectoires ; d'autres préparent la nourriture à emporter ; d'autres encore disposent d'une cuisine propre.



En haut : présentation du programme « Ara, aquí les escoles », au cours duquel 80 écoles de la ville ont élaboré 2 500 posters sur l'alimentation durable. Les autres photographies montrent d'autres activités de sensibilisation réalisées dans le cadre de la Semaine de l'Alimentation durable, avec plus de 150 activités dans toute la ville.

partent d'une double approche, communautaire et écologique.

D'une part, ces espaces prétendent faire en sorte que les usagers s'impliquent d'une manière active, en cessant de n'être que des agents « passifs » vis-à-vis de ceux qui leur fournissent de la nourriture. Il s'agit en outre d'atténuer, de cette manière, le stigmate social associé à la pauvreté matérielle. Mais cela implique aussi que les activités qui y sont développées, en plus de couvrir les besoins des individus en situation de plus grande difficulté — comme le font, par exemple, les soupes populaires, les repas à domicile ou la répartition de paniers d'aliments —, cherchent à développer l'autonomie des individus et la capacité à s'auto-organiser pour acheter les aliments et pour utiliser l'espace même pour cuisiner, manger, s'éduquer, communiquer, créer des liens sociaux et s'orienter dans le domaine professionnel ⁴.

Ces structures, à leur tour, visent à progresser vers un modèle agroalimentaire plus durable. Pour ce faire, leur pratique est explicitement liée à la lutte contre la déperdition d'aliments, à la priorisation de la production et de la consommation écologiques, ainsi qu'à la sensibilisation pour une alimentation saine, durable et respectueuse de l'environnement.

La ville, dispose de trois espaces *Alimenta*, gérés par des organismes offrant leurs services aux quartiers d'El Carmel ⁵, la Teixonera ⁶ et El Vall d'Hebron ⁷, Besòs et le Maresme ⁸, le Gòtic et le Raval ⁹, et un quatrième espace est prévu.

D'autre part, il est important d'agir sur les environnements des quartiers, et tout spécialement ceux dont le taux de population en situation de vulnérabilité est le plus élevé, pour garantir la présence de commerces et d'espaces facilitant l'accès à une alimentation fraîche et de qualité, à des prix accessibles. De ce point de vue, la ville doit avoir une incidence sur la chaîne de production et de commercialisation avec des stratégies qui réduisent le coût des aliments et qui, en même temps,

⁴ L'accompagnement est réalisé par un animateur qui se charge des activités relatives au droit à une alimentation adéquate, à la formation et à la promotion à l'autonomisation des usagers.

⁵ El Carmel est un quartier marqué par une orographie accidentée. Historiquement, sa situation géographique a été un important conditionnant pour obliger les habitants à s'organiser.

⁶ La Teixonera est un quartier petit mais avec une haute densité de population, avec des maisons d'auto-construction, des maisonnettes d'un seul étage et des petits immeubles d'appartements qui se dressent sur la colline de La Creueta del Coll.

⁷ Le Vall d'Hebron : la tranquillité et l'ampleur des espaces verts est la principale caractéristique de ce quartier situé aux pieds de la Sierra de Collserola, contrastant avec une voie rapide qui fait office de limite naturelle.

⁸ Besòs et le Maresme : ce sont des quartiers fruits de la construction massive et impériuse de logements pour apporter une réponse au grand déficit existant durant les années 50 et 60 du siècle dernier. Actuellement, ces quartiers sont en attente de nouvelles transformations découlant d'actions de revitalisation de l'environnement.

⁹ Le Casc Antic-Gòtic est le noyau le plus ancien de la ville et son centre historique. Il est constitué par des quartiers multiculturels, dans lesquels plus de 50 % des habitants proviennent du monde entier.



En haut : présentation de l'exposition sur l'histoire alimentaire de la ville au Musée de l'Histoire de Barcelone. En bas : concert de « The Vegetable Orchestra » durant la Semaine de l'Alimentation durable.

garantissent des prix dignes pour les producteurs. Il y a de nombreux aspects sur ce terrain qui échappent aux compétences municipales et des actions concertées à échelle nationale et régionale sont donc nécessaires pour ramer, ensemble, dans une même direction et donner lieu à des mesures plus structurelles, comme par exemple la fiscalité alimentaire, afin de réduire la TVA des produits plus sains et grever davantage ceux qui ne le sont pas.

Alimentation et santé sont en relation directe. Comment peut-on freiner l'essor de l'alimentation des *fast-foods* et de basse qualité nutritionnelle qui répercute négativement sur notre santé ?

Il est évident que la manière dont nous nous alimentons a un impact direct sur notre santé et que, en outre, cette corrélation comporte un indéniable biais social. En effet, les quartiers dont les habitants ont de plus faibles revenus sont ceux qui

présentent des indices plus élevés de maladies causées par une mauvaise alimentation, telles que l'obésité ou le diabète ¹⁰.

Il est donc indispensable de sensibiliser les habitants quant à l'importance de l'alimentation comme pilier de la santé individuelle et collective, accompagnée de mesures très concrètes. Je me suis référée plus haut à la possibilité de faire évoluer la fiscalité pour grever l'alimentation nocive pour la santé mais, comme je l'ai dit, cela exige un consensus plus vaste, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une compétence municipale. Toutefois, les mairies peuvent mener à bien d'autres initiatives dans divers domaines, comme nous l'avons fait à Barcelone. La régulation de la publicité infantile sur l'alimentation qui n'est pas bonne pour la santé, que justement — et ce n'est pas un hasard — elle a été annoncée à Barcelone avec le

« Il est indispensable de sensibiliser les habitants quant à l'importance de l'alimentation comme pilier de la santé individuelle et collective »

¹⁰ Selon les rapports du système de vigilance des inégalités de l'Agence de Santé publique de Barcelone, au cours de la période 2017-2018, les hommes de classe sociale moins avantagée ont eu un risque 27 % plus élevé de souffrir de surpoids et d'obésité que les hommes de classe sociale plus privilégiée. Pour la même période et dans le cas des femmes, ce risque était de 84 % plus élevé entre les unes et les autres. Voir davantage d'information sur : https://webs.aspb.cat/dades/VigilanciaDesigualtats/#Segons_classe_social__Prevalences



Festival de soupes du monde organisé dans le quartier de Nou Barris de Barcelone, pendant la Semaine de l'Alimentation durable.

ministre de la Consommation, Alberto Garzón, est un bon exemple qui va dans cette direction et démontre que, depuis la Mairie de Barcelone, nous avons voulu jouer un rôle de pionniers pour restreindre les espaces publicitaires municipaux à l'alimentation et aux boissons qui ne font qu'aggraver les problèmes de surpoids affectant de manière alarmante une grande partie de la population infantile.

Cette mesure a eu un fort impact médiatique mais, dans le domaine municipal, il y a bien longtemps que nous travaillions à d'autres initiatives pour éduquer les enfants et les jeunes quant à l'alimentation saine, en collaboration avec l'Agence de Santé publique de Barcelone. En 2021, à l'occasion de la nomination de Barcelone comme Capitale mondiale de l'Alimentation durable, nous avons impulsé de

vastes programmes éducatifs dans les écoles et nous avons commencé une étude diagnostique sur la manière dont la présence de fast-foods proches des établissements scolaires a une incidence sur les taux d'obésité et le surpoids infantile.

Vous avez répété à de nombreuses occasions que les écoles sont l'épine dorsale de la ville et qu'elles doivent en être le centre. Peut-on dire la même chose de l'alimentation durable ?

Sans le moindre doute, l'école est le moteur de la transformation pour éduquer les enfants et les jeunes comme citoyens et citoyennes engagés et responsables dans tous les domaines, la solidarité, la paix, le respect de l'environnement... et tout spécialement l'alimentation saine et durable.

La nomination comme Capitale mondiale de l'Alimentation durable nous a donné une excellente opportunité pour renforcer les programmes éducatifs dans ce domaine, en travaillant en réseau et conjointement avec d'autres espaces municipaux, tels que les musées et les marchés. Le réseau des écoles *Alimenta't amb seny* (*Alimente-toi avec bon sens*), du programme *Escoles + Sostenibles* (*Écoles plus durables*) ¹¹, par exemple, offre des ressources et une formation aux groupes scolaires qui souhaitent introduire l'alimentation saine et durable dans leur projet éducatif.

Le programme Cantines plus saines et durables accompagne aussi les établissements scolaires dans la transformation de leurs menus, en introduisant davantage d'aliments de saison et de proximité, et en réduisant la consommation de viande rouge.

Finalement, j'aimerais insister sur le projet *Ara i aquí, les escoles per l'alimentació sostenible* (*Ici et maintenant, les écoles pour l'alimentation durable*) dans le cadre duquel les élèves de plus de 80 établissements scolaires ont élaboré des affiches qui montraient les apprentissages, les réflexions et les inquiétudes issus de leur participation aux activités de la capitale alimentaire.

En Catalogne, on jette chaque jour 720 tonnes de nourriture, dont plus de la moitié proviennent de foyers, mais aussi de restaurants, de bars, d'établissements de catering et d'autres commerces. La lutte contre le gaspillage alimentaire est précisément une des recommandations du Pacte de Milan. Existe-t-il une initiative municipale pour réduire ce gaspillage et sensibiliser les différents agents quant à l'importance de la mise à profit des aliments ?

Les chiffres relatifs aux denrées alimentaires jetées à la poubelle sont absolument scandaleux. La FAO a constaté qu'un tiers des aliments produits pour la consommation humaine dans l'ensemble du monde est perdu. C'est un chiffre tout bonnement inacceptable pour l'ensemble de la planète et nous devons, tous et toutes, travailler pour y remédier.

Depuis la Mairie, nous avons impulsé des programmes éducatifs dans les écoles qui ont eu une incidence sur cet aspect si fondamental, mais aussi des initiatives destinées au petit commerce et nous avons appuyé

« Nous avons réussi à faire en sorte que Barcelone contribue à créer une conscience et un désir de changement dans le système alimentaire »

des projets d'organismes sociaux de la ville en rapport avec la réduction du gaspillage alimentaire.

Enfin, j'aimerais me référer à un des grands projets que nous avons mis en marche à Mercabarna : le centre de mise à profit alimentaire *Foodback*. Il s'agit d'un projet totalement innovant, pionnier et ambitieux qui permet de tripler le nombre de tonnes qui sont récupérées dans le marché central de gros de Barcelone pour les réorienter vers des organismes sociaux. Ce projet est un

excellent exemple de collaboration public-privé pour travailler en faveur d'objectifs partagés, avec un grand impact social et environnemental.

Quel est votre bilan de la Capitale de l'Alimentation durable ?

Nous sommes très satisfaits des résultats de cette période où nous avons été Capitale de l'Alimentation durable car, comme je l'ai dit au début de cet entretien, cela nous a permis de mettre les politiques alimentaires au centre du débat et de l'agenda politique. Nous avons réussi à faire en sorte que Barcelone contribue à créer une conscience et un désir de changement dans le système alimentaire, dans et hors de la ville. Cette période a marqué un avant et un après à la Mairie. Là où l'on n'avait jamais travaillé cet aspect à cause du manque de compétences municipales, nous avons consolidé un département, un budget et une transversalité auparavant inexistantes. En outre, nous avons généré dans la ville un nouveau réseau de relations entre acteurs avec lesquels nous pensons qu'il est nécessaire de travailler en faveur de ce changement.

Nous avons profité de l'héritage de cette période pour élaborer une stratégie alimentaire de ville pour l'horizon 2030. Il s'agit d'une stratégie élaborée de manière participative avec tous les agents impliqués, qui marquera le rythme à suivre en travaillant conjointement en faveur de la transformation du système alimentaire de la ville avec un triple objectif : impulser des régimes sains et durables pour toutes et tous ; générer des opportunités économiques dans le territoire pour le petit commerce et la restauration ; et combattre le réchauffement climatique avec des modèles alimentaires relocalisés, plus durables et résilients.

¹¹ Le programme Écoles plus durables offre un accompagnement distinctif aux établissements scolaires et de ressources, et aux espaces d'échange et de conseil spécialisé. Le programme « Alimente-toi avec bon sens » consiste en un ensemble de ressources thématiques destinées aux niveaux éducatifs infantiles et jusqu'au premier cycle du secondaire et est centré sur la mise en place des piliers de base pour une alimentation saine, juste et durable.



Les *Happy Learning Centers* sont des espaces d'apprentissage destinés à offrir aux habitants divers programmes d'éducation tout au long de la vie. Les lieux inemployés sont utilisés comme centres, et les programmes éducatifs pour les résidents reflètent les caractéristiques ainsi que les demandes régionales. Les *Happy Learning Managers* offrent des informations éducatives utiles pour guider les gens dans le choix de ce qu'ils veulent apprendre. En outre, les ressources matérielles et humaines sont utilisées à partir des programmes éducatifs qu'activent les communautés d'apprentissage dans la région.





EXPÉRIENCE

DÉVELOPPEMENT DES ESPACES D'APPRENTISSAGE PERSONNALISÉ TOUT AU LONG DE LA VIE : LES *HAPPY LEARNING CENTERS* D'ANDONG

Chekyoung Jin Éducateur, Division de l'Éducation tout au long de la vie, Andong, République de Corée

APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE

Le faible taux de natalité et le vieillissement de la population en Corée du Sud rendent l'éducation tout au long de la vie encore plus cruciale. De manière significative, le gouvernement central a adopté une politique d'éducation tout au long de la vie comme programme politique national, car cette éducation peut déterminer le bonheur des gens et le développement national. Par conséquent, sur la base de l'agenda politique national, qui vise à créer un système d'éducation tout au long de la vie à l'échelle du pays, la ville d'Andong a offert des opportunités d'éducation pour garantir la qualité de vie et le bonheur de ses habitants.

L'espace et/ou les salles de classe sont l'un des éléments essentiels des initiatives d'éducation et de formation tout au long de la vie. Cependant, contrairement aux écoles pour les jeunes et aux universités pour les jeunes adultes, il n'est pas facile de trouver des espaces d'apprentissage pour l'éducation tout au long de la vie destinés aux adultes d'un certain âge. Malgré cela, la ville d'Andong a créé trois *Happy Learning Centers* (*Centres d'apprentissage heureux*) pour offrir des services d'apprentissage permettant de répondre aux besoins des résidents et soutenir l'éducation permanente.

Les *Happy Learning Centers* d'Andong, qui fonctionnent depuis 2014, ont utilisé divers espaces inutilisés dans des centres communautaires, des centres d'aide sociale, des bibliothèques et des appartements. En outre, la

ville a essayé d'augmenter le taux de participation des résidents aux programmes en les élaborant en fonction de la demande locale et en les dotant d'un fonctionnement flexible.

HAPPY LEARNING CENTERS

Base institutionnelle

Il est nécessaire d'établir une base institutionnelle pour le fonctionnement stable des *Happy Learning Centers*. Actuellement, la mise en place, la conception et le fonctionnement de tels centres à Andong sont réglementés par l'article 15 de l'ordonnance de la ville d'Andong sur la promotion de l'éducation tout au long de la vie. Selon les dispositions de l'ordonnance en question, le maire peut créer ou concevoir un centre d'apprentissage tout au long de la vie gérant ses programmes et offrant des conseils aux résidents. En outre, les dépenses liées aux événements et aux projets éducatifs peuvent être financées par le budget de la ville. Le centre d'apprentissage mentionné ici fait référence au *Happy Learning Center*.

Mise en place du système de fonctionnement

Le *Happy Learning Center* est géré sur la base du système national de mise en œuvre de l'éducation tout au long de la vie, un système lié qui va du gouvernement de la nation à la province, à la ville et au village. Par conséquent, chaque entité opérationnelle doit établir une division du travail efficace et systématique. Afin d'atteindre cet objectif sans heurts, la communication entre toutes les entités doit être réalisée. Les activités en réseau entre les opérateurs servent de catalyseur pour progresser vers un bon fonctionnement du *Happy Learning Center*.

Les images de l'article montrent divers exemples d'activités de formation proposées dans les « *Happy Learning Centers* » d'Andong.



Les rôles de chaque entité opérationnelle liés à cette initiative sont les suivants : les organismes nationaux sont le Ministère de l'Éducation et l'Institut national pour l'Éducation tout au long de la vie, qui assurent le budget national, établissent les plans de base des projets et gèrent les opérations générales de l'initiative.

L'Institut provincial pour l'Éducation tout au long de la vie est l'organisme provincial qui assure le budget provincial et gère la formation des *Happy Learning Managers*. L'entité au niveau de la ville est le gouvernement local chargé de promulguer et de réviser les ordonnances pour le fonctionnement du *Happy Learning Center*, de fournir des ressources à partir du budget municipal, de trouver des espaces, de recruter les instructeurs, de former des gestionnaires et de développer des programmes. Enfin, chaque *Happy Learning Center* travaille au niveau du quartier, en gérant le centre, en déployant et en formant les managers, en gérant les programmes, en consultant les apprenants et en aidant les clubs d'apprentissage.

Trouver des espaces d'apprentissage

Afin de faire fonctionner un *Happy Learning Center*, il est nécessaire de faire une prospection active des installations disponibles dans les environs immédiats. Dans le cas des petits villages, le centre communautaire pour les résidents serait la meilleure option pour être choisi comme centre s'il dispose d'espaces libres pour organiser des programmes d'apprentissage.

Il est également nécessaire de prendre en compte les utilisateurs lors de la sélection des installations. L'objectif est de choisir un établissement approprié et proche des participants. Par exemple, l'*Ok-dong Happy*

Learning Center est situé dans un quartier de familles immigrées. Le centre gère des programmes spéciaux à leur intention, tels que la *Rainbow School* qui est un programme d'enseignement de langues utilisant les capacités linguistiques des femmes immigrées de ce village mariées avec des ressortissants nationaux. Un autre cas est celui du *Banolim Happy Learning Center*, qui est situé dans un hôpital afin d'organiser des programmes pour les patients et leurs familles.

Développement des programmes

Le *Happy Learning Center* développe et offre des programmes qui répondent aux besoins des résidents en recueillant leurs opinions et en réalisant des enquêtes pour connaître leurs demandes et besoins. Les programmes adaptés aux résidents et les programmes spécialisés sont gérés par le *Happy Learning Center*. Ils nourrissent un sentiment de bien-être national et renforcent la capacité des résidents à résoudre eux-mêmes les problèmes locaux.

Les *Happy Learning Centers* proposent une grande variété de programmes, et notamment : la formation aux ressources humaines ; le renforcement des capacités ; les arts libres ; les programmes de résolution de problèmes régionaux ; les programmes (spécialisés) d'image de marque locale ; et l'acquisition de certificats.

Gestion des *Happy Learning Centers*

Tout d'abord, il est essentiel de trouver les ressources humaines professionnelles nécessaires — éducateurs tout au long de la vie — pour chaque centre de base afin de gérer et de faire fonctionner les centres régionaux ou de quartier. Le responsable du centre

déploie et soutient les *Happy Learning Managers* pour chaque centre et promeut les activités communes avec les autres centres. Les professionnels de l'éducation tout au long de la vie ayant des capacités techniques cherchent des espaces pour le *Happy Learning Center* et établissent des réseaux entre diverses organisations analogues dans la région.

Chaque centre dispose de ses propres ressources humaines. Le *Happy Learning Manager* est chargé de faire participer les résidents à l'apprentissage et fait office de médiateur pour la communication dans le quartier. Tout résident peut être un *Happy Learning Manager*, et le maintien de relations interpersonnelles harmonieuses est l'un des rôles cruciaux du manager.

SITUATION ACTUELLE DES HAPPY LEARNING CENTERS À ANDONG

Il y a trois *Happy Learning Centers* à Andong. Comme le montre l'illustration, le *Yongsang Happy Learning Center* est situé à l'est du centre-ville, et l'*Ok-dong Center* à l'ouest. En outre, le groupe hospitalier Andong se compose de trois hôpitaux, indiqués en bleu sur l'image, et chaque hôpital gère une partie du *Banolim Happy Learning Center*. Ces trois centres sont en activité depuis 2014.

L'*Andong Happy Learning Center*, situé en centre-ville, est devenu un centre opérationnel qui gère, supervise et soutient les activités des trois centres, renforçant ainsi l'efficacité et l'expertise du fonctionnement. Chaque centre gère un large éventail de programmes éducatifs, tels que des excursions, du camping, de l'art, de la danse, de l'artisanat, des sports et de l'éducation numérique.

Yongsang Happy Learning Center

Le *Yongsang Happy Learning Center* a été créé à partir d'espaces de bureaux et de salles de conférence vides du centre administratif Yongsang-dong. Le quartier de Yongsang-dong compte le plus grand nombre d'habitants parmi les différents districts administratifs de la ville. Le centre assume donc la mise en œuvre de divers programmes d'apprentissage pour les résidents, tels que des cours de guitare, d'étirement et d'organisation de l'espace. Environ 300 personnes y participaient chaque année avant la crise du COVID-19.

Il est essentiel de maintenir une certaine flexibilité dans le fonctionnement du *Happy Learning Center*, en tenant compte du temps disponible des apprenants. Les habitants du quartier sont pour la plupart des travailleurs de jour, par conséquent certains cours ont lieu le soir afin d'augmenter la participation.

En particulier, l'établissement de liens entre les programmes et les activités de bénévolat permet de répondre aux besoins des habitants en difficulté. Par exemple, les participants aux cours de guitare et d'organisation de l'espace du *Yongsang Happy Center* ont partagé et transmis à leurs voisins ce qu'ils avaient appris. Les participants au cours de guitare ont organisé des concerts pour plusieurs hôpitaux recevant des personnes âgées, et les participants au cours d'organisation de l'espace ont rendu visite aux enfants élevés par leurs grands-parents pour les aider à organiser leur foyer.

Ok-dong Happy Learning Center

Le quartier d'Ok-dong a la deuxième plus grande population de la ville. Il s'agit d'un nouveau quartier



Carte des différents domaines d'apprentissage tout au long de la vie et des « Happy Learning Centres » d'Andong.



développé en 2000, et en 2020 sa population immigrée était de 414 personnes — la plus élevée à cette époque — représentant 13 % de la population immigrée totale de la ville.

L'*Ok-dong Happy Learning Center* a été conçu en utilisant les espaces disponibles du centre social Ok-dong. En raison de sa forte population d'immigrés, le centre gère une initiative unique, la *Rainbow School*, qui offre des programmes d'apprentissage pour les résidents et pour les femmes immigrées de mariages interculturels, avec des femmes immigrées hautement qualifiées agissant en tant que professeures de langue.

Andong a préparé un pool d'instructeurs de langue pour gérer la *Rainbow School* grâce au programme de formation d'enseignants *Rainbow* destiné aux femmes immigrées ayant un diplôme d'études

supérieures. L'école, qui a démarré avec l'ouverture de l'*Ok-dong Happy Learning Center* en 2014, propose neuf cours par semestre — trois niveaux d'anglais, de chinois et de japonais —, et environ 200 personnes en sortent diplômées chaque année.

Banolim Happy Learning Center

Le *Banolim Happy Learning Center* est le premier centre du pays installé dans un hôpital. Il offre des programmes personnalisés d'apprentissage tout au long de la vie aux patients et à leurs accompagnants. Le centre de Banolim, qui affiche l'indice de satisfaction le plus élevé parmi les trois centres, a été créé grâce à des accords de partenariat public-privé pour les patients qui ne peuvent pas bénéficier de l'apprentissage tout au long de la vie en raison de leurs limitations physiques. Par conséquent, il est évalué comme un cas qui correspond le mieux à l'objectif de la politique d'apprentissage tout au long de la vie de la ville d'Andong : « Bâtir une ville où tous les résidents peuvent participer à l'apprentissage tout au long de la vie sans en être exclus ».

Le groupe hospitalier Andong est la plus grande entreprise médicale de la ville. Il est composé de trois hôpitaux : l'hôpital Andong, qui est un hôpital général ; le centre de soins spécialisés pour les patients hospitalisés à long terme ; et l'hôpital gériatrique Yongsang Andong. Ses programmes opérationnels consistent en des cours de cuisine, d'artisanat, de peinture et de réadaptation cognitive, adaptés aux patients, notamment aux enfants, aux femmes enceintes ainsi qu'aux patients hospitalisés à long terme, atteints de cancer et âgés, dans trois hôpitaux différents. Le nombre de participants annuels est d'environ 1 000.

LES CENTRES D'APPRENTISSAGE, GÉNÉRATEURS D'OPPORTUNITÉS D'EMPLOI

Selon une enquête réalisée par le Service coréen d'information statistique datant de 2018, les services d'apprentissage tout au long de la vie ont contribué de manière très significative à l'augmentation du bonheur et à la réalisation de soi. Pour offrir ces privilèges à davantage d'habitants, Andong a élargi l'espace d'apprentissage tout au long de la vie en exploitant trois *Happy Learning Centers*, le centre d'apprentissage d'Andong servant de plaque tournante des installations de la ville. En particulier, le *Banolim Happy Learning Center* de l'hôpital d'Andong a garanti le droit à l'éducation pour les zones défavorisées en promouvant des services d'apprentissage pour les patients. Grâce à l'expansion de ces installations, les participants sont passés de 51 204 (2014) à 100 058 (2018), selon les statistiques provinciales sur l'éducation tout au long de la vie.

Le fonctionnement de ces centres contribue à la création d'emplois dans le domaine de l'éducation grâce à l'embauche de gestionnaires et d'instructeurs. Cependant, le fait le plus significatif est que les habitants peuvent renaître en tant qu'experts de l'apprentissage tout au long de la vie en travaillant au centre. Par exemple, une apprenante du *Yongsang Happy Learning Center* a été fascinée par l'apprentissage tout au long de la vie en suivant un programme du centre. Elle a participé au cours de formation des responsables du village d'Andong, puis a obtenu un certificat d'éducateur tout au long de la vie délivré par le ministre de l'Éducation. Elle a ensuite travaillé au centre en tant qu'institutrice de plusieurs programmes, elle a suivi un programme de maîtrise et de doctorat dans le domaine de l'apprentissage tout au long de la vie et elle est finalement devenue experte dans une agence d'éducation nationale. Ainsi, le *Happy Learning Center* est un espace d'apprentissage pour les habitants et sert également de réservoir de militants de l'apprentissage tout au long de la vie.

La création d'emplois peut jouer un rôle dans l'intégration sociale. Dans le cadre du programme *Rainbow School* de l'*Ok-dong Happy Learning Center*, 17 monitrices de langues, qui sont des femmes immigrées mariées à des ressortissants nationaux, ont été formées et 9 d'entre elles travaillent maintenant au centre. Cela contribue à renforcer l'estime de soi des femmes issues de familles multiculturelles. En outre, en les incluant dans notre société, nous atténuons les conflits sociaux par la compréhension des diverses cultures et la construction d'une société saine.

DÉFIS

Le *Happy Learning Center* doit utiliser les espaces inoccupés des installations existantes pour mener des activités d'apprentissage. Cependant, il est difficile de trouver un bâtiment inoccupé à utiliser comme centre, de sorte que le nombre de centres n'a pas augmenté depuis le début de l'initiative. La ville cherche donc un autre moyen d'augmenter le nombre de centres. Cette année, la ville d'Andong a promulgué une ordonnance sur l'apprentissage tout au long de la vie pour les personnes handicapées. Nous envisageons donc, sur la base de cette nouvelle ordonnance, de désigner des organisations de personnes handicapées comme *Happy Learning Centers* pour les personnes handicapées.

Un autre problème est que l'offre du Centre est biaisée par des propositions orientées vers les loisirs. La plupart des programmes éducatifs préférés des habitants sont liés à des passe-temps ou à des loisirs tels que la guitare

ou l'artisanat. Le choix des résidents exprimé dans l'enquête réalisée penche vers ce type de cours ; il est donc difficile d'ignorer ces demandes, ce qui complique la planification d'une offre spécialisée ou avancée. Nous devons donc comparer activement les programmes d'apprentissage tout au long de la vie dans d'autres domaines et renforcer les capacités des responsables à fournir des services éducatifs plus créatifs.

LES EFFETS DES CENTRES SUR LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DES HABITANTS

L'enquête de satisfaction menée auprès des participants en 2018 a révélé que le développement individuel était le plus important (41 %), tandis que l'objectif ou la motivation de la participation aux programmes d'apprentissage, ainsi que les intérêts et les loisirs arrivaient en deuxième position (35 %). Par conséquent, pour attirer les gens vers les programmes d'apprentissage, nous devons nous attacher à répondre à leurs motivations.

Les participants éprouveront des sentiments de bonheur et d'accomplissement en participant aux programmes, ce qui améliorera leur santé et leur bien-être. Cet argument semble évident dans le cas du *Banolim Happy Learning Center*. En 2015, un médecin travaillant à l'hôpital d'Andong a réalisé un test psychologique pour mesurer les changements montrés avant et après l'adoption de programmes d'apprentissage tout au long de la vie à l'hôpital. Cette professionnelle a effectué le test d'estime de soi sur dix patients âgés qui ont participé aux cours d'art et d'artisanat du *Banolim Happy Learning Center*, et elle a analysé leurs changements psychologiques et comportementaux résultant de leur participation aux programmes d'apprentissage. Le résultat a été représenté par l'échelle d'estime de soi de Rosenberg. Les changements d'échelle entre avant et après la mise en œuvre des programmes d'apprentissage ont montré une augmentation de 5,5 points, ce qui représente une amélioration significative de la santé physique et mentale des patients. En outre, le médecin a mentionné dans son article que la participation aux programmes d'apprentissage a également eu une influence significative sur la réduction des périodes de traitement thérapeutique.

Non seulement cet exemple mais aussi de nombreux autres cas cliniques montrent que les activités d'apprentissage ont des effets positifs sur la santé des personnes. Les autorités locales doivent donc s'efforcer d'élargir l'éventail d'habitants engagés dans des initiatives d'apprentissage tout au long de la vie en développant leurs installations.



EnvolvAr-te - Circo por Todos (Être impliqué à travers l'art - Cirque pour tous) est un projet qui a vu le jour en 2017, développé par l'Institut National des Arts du Cirque (INAC, selon son acronyme en portugais), dont l'objectif est d'utiliser les arts du cirque comme outil d'inclusion sociale. En prenant comme point de départ les principes du Cirque social et en utilisant les compétences de l'INAC et de ses formateurs, l'initiative est centrée sur trois objectifs distincts et en même temps complémentaires : l'inclusion, la sensibilisation artistique et le développement d'outils pour les personnes présentant une diversité fonctionnelle.





EXPÉRIENCE

« ENVOLVAR-TE » : LES ARTS DU CIRQUE COMME INSTRUMENT D'INCLUSION SOCIALE

Augusto Lima, conseiller pour l'Éducation et les Sciences de la Ville de Vila Nova de Famalicão
Juliana Moura, direction générale et coordination pédagogique de l'Institut National
des Arts du Cirque - INAC

L'INAC¹ vise à développer la formation d'artistes dotés d'un profil multidisciplinaire permettant l'apparition et la consolidation de nouvelles propositions esthétiques. Il prétend aussi permettre l'approche du cirque à tous les publics, ainsi que la promotion et la mise en œuvre du cirque contemporain au Portugal pour apporter une nouvelle offre enrichissant le panorama culturel actuel.

Il est situé à Vila Nova de Famalicão, une commune d'une population de 133 590 habitants (données de 2021) qui s'étend sur 201,59 km², dans le district de Braga, lui-même situé dans la communauté interrégionale d'El Ave et la région Nord du Portugal. Grâce à sa position stratégique, la ville de Famalicão est devenue un des principaux centres culturels, commerciaux et industriels du Portugal.

LA MISE EN RÉSEAU

Le projet, dans le cadre municipal, bénéficie de la participation de toutes les institutions scolaires et sociales du réseau local de l'Éducation et la Formation professionnelle de Vila Nova de Famalicão et entend créer un environnement inclusif et équitable, réunissant des personnes présentant un handicap, des artistes formateurs, des artistes invités du domaine du cirque et du spectacle, des musiciens, des étudiants en stage pratique, des bénévoles ainsi que les personnels techniques des associations collaboratrices embarqués, ensemble, dans une même aventure.

Les images de l'article montrent des exemples du projet *EnvolverAr-te, Circo por Todos*, une expérience mise en œuvre à Vila Nova de Famalicão dont l'objectif est d'utiliser les méthodologies du cirque social comme outil d'inclusion sociale.

En 2018, cette initiative a reçu le prix *Famalicão Visão'25* dans la catégorie des projets coopératifs *Famalicão Comunitário*. Ce prix récompense des initiatives, des actions ou des projets ayant un impact positif sur le territoire, l'économie et la société, ainsi que les bonnes pratiques créatives et innovatrices qui renforcent les valeurs et l'identité *famalicenses*, en impulsant une croissance intelligente, durable et inclusive tout en contribuant à l'affirmation territoriale de la région.

*EnvolverAr-te*² est une initiative promue par la municipalité de Famalicão, en collaboration avec l'INAC et différentes associations de la région et leur personnel technique respectif, comme l'Associação Portuguesa de Pais e Amigos do Cidadão Deficiente Mental (Association portugaise de parents et amis de personnes ayant un handicap mental - APPACDM), la Cooperativa de Intervenção Psico-Social (Coopérative d'intervention psycho-sociale - ACIP), l'Associação Famalicence de Prevenção e Apoio à Deficiência (Association de Famalicão de prévention et de soutien au handicap - AFPAD), l'association Teatro Construção, le Centre social de la Paroisse de Landim et le Centre social et paroissial de Riberão.

La municipalité de Vila Nova de Famalicão assure le financement du projet et la prise de contact avec les associations participantes, lesquelles se chargent de la première sélection des participants et du transport hebdomadaire aux séances de travail. Pour sa part, l'INAC coordonne pédagogiquement le projet, fournit l'espace, les matériels, les artistes formateurs

¹ <https://www.institutonacionaldeartesdocirco.com/>

² <https://www.famalicao.pt/envolver-te-circo-por-todos-para-incluir-e-integrar>



et produit le spectacle final avec la coopération de la municipalité. Les associations et institutions sociales qui travaillent dans le domaine du handicap dans la région collaborent aussi avec l'INAC pour faire en sorte que les jeunes, garçons et filles, présentant une diversité fonctionnelle qui viennent à ces institutions participent aux activités de cirque.

LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Les activités se déroulent entre les mois d'avril et de décembre, avec un programme de 4 heures hebdomadaires. Au début, environ 60 personnes présentant une diversité fonctionnelle, divisées en 2 groupes, découvrent et expérimentent l'univers du cirque au travers des activités offertes. Ensuite, 30 participant.e.s sont choisi.e.s pour réaliser un travail plus intensif et plus profond centré sur l'exploration des potentialités individuelles. Durant les mois suivants, les personnes choisies travaillent avec des artistes professionnels du cirque et l'expérience culmine avec un spectacle présenté à la Casa de las Artes de Famalicão, qui coïncide avec les célébrations municipales de la Journée internationale des Personnes avec diversité fonctionnelle.

Un des objectifs du programme est de sensibiliser aux arts en créant une plateforme qui permet aux personnes présentant une diversité fonctionnelle de participer à un processus d'exploration et de création artistique en collaboration avec des artistes professionnels. Ce processus s'achève avec la possibilité de montrer, soit sous forme de représentation publique lors d'un spectacle soit en utilisant d'autres moyens artistiques tels que la vidéo ou l'exposition photographique, une production artistique finale honorable. Le spectacle final constitue une partie très importante du projet, car il implique un changement de mentalité en plaçant dans l'arène, dans des conditions similaires aux professionnels, des personnes qui, normalement, n'ont pas l'opportunité d'y être.

Le Cirque social est un instrument innovant pour l'éducation et l'inclusion sociale des enfants et des jeunes, garçons et filles, ou des adultes, hommes et

femmes, en danger d'exclusion sociale. L'initiative a émergé il y a plus de 25 ans en Europe comme une expérience pilote et elle a montré son efficacité dans le monde entier. En Europe, environ 2 500 écoles de cirque offrent des programmes éducatifs en arts du cirque pour des personnes avec diversité fonctionnelle, dans le but de parvenir à un développement intégral, à l'inclusion et à l'accessibilité pour toutes les citoyennes et tous les citoyens en danger d'exclusion ³.

La méthodologie pédagogique du Cirque social repose sur sept piliers :

- 1) Création d'un espace ludique et sûr ;
- 2) Relation avec le collectif, la communauté ;
- 3) Expression et créativité ;
- 4) Collaboration cirque-société ;
- 5) Continuité dans le temps ;
- 6) Méthodologie centrée sur les participant.e.s ; et
- 7) Associationnisme ⁴.

LE CIRQUE SOCIAL COMME OUTIL D'INCLUSION

Le Cirque social se distingue d'autres domaines de travail du cirque en ce qu'il donne la priorité, non seulement au résultat artistique du travail, mais aussi à l'expérience et au développement personnel et social des participant.e.s. Il leur offre l'opportunité de s'exprimer et d'être écouté.e.s, de prendre conscience de leur propre potentiel et d'acquérir des outils qui leur permettent de participer à la société comme autant de citoyens et de citoyennes autonomes et critiques.

Les techniques du cirque sont didactiques, inclusives et socialisantes ; elles stimulent le développement personnel dans tous les aspects, le respect des autres et l'esprit de collaboration ; elles aident à explorer, comprendre et dépasser les limites corporelles et émotionnelles propres (peurs, anxiété, équilibre) en augmentant la confiance et l'estime personnelles.

Le cirque est une discipline artistique idéale du point de vue de la diversité. Traditionnellement, il a toujours été le domaine de « l'autre », de la différence et de la variété des corps ; le lieu de l'interaction entre les différents artistes, chacun avec ses propres caractéristiques et sa propre complexion physique ; le lieu de la magie, où peuvent se passer des choses incroyables.

Avec cette initiative, nous voulons offrir aux personnes présentant une diversité fonctionnelle des outils pour développer la confiance en elles-mêmes, l'autonomie et un esprit d'aide mutuelle, et développer le respect de soi-même et des autres. L'activité du cirque offre des techniques d'apprentissage et de concentration utiles

³ Paquay, L. & Dubois, A. (2014). *A Guidebook for social circus trainers*. Bruxelles: Caravan Circus Network.

⁴ Lafortune, M. (2011) *Guía para el trabajador social: de las lecciones de circo a las lecciones de vida*. Montreal: Cirque du Soleil.

aussi bien dans un environnement scolaire que tout au long de la vie. Elle permet de développer la perception de son propre corps, la coordination motrice, le travail musculaire, les étirements, l'équilibre, la perception spatiale, l'imagination et la créativité.

MÉTHODOLOGIE ET IMPACTS

La méthodologie utilisée se centre sur l'exploration de ses propres limites, aussi bien physiques que psychologiques. L'effort quotidien est proportionnel à la sensation de risque et les victoires obtenues pendant le travail artistique se multiplient et se traduisent en autant de victoires personnelles. Elle développe ainsi des manières d'affronter et de réagir face à l'erreur, de lutter contre la peur et l'anxiété, ainsi que d'explorer les propres limites et la capacité de dépassement de tous et toutes les participant.e.s (avec ou sans diversité fonctionnelle), en faisant affleurer toutes les potentialités.

Dans le cirque contemporain, on travaille diverses techniques et disciplines spécifiques qui sont aussi applicables aux personnes présentant une diversité fonctionnelle et en danger d'exclusion. En outre, l'expression corporelle, le mouvement, la danse et les techniques théâtrales sont toujours présentes et sont travaillées de manière transversale.

Dans les acrobaties aériennes, le fait d'être suspendu dans l'air ou maintenu par les pieds offre aux participant.e.s une sensation de légèreté et de liberté, comme s'ils volaient. Cette discipline du cirque aide à développer la confiance et l'esprit d'entraide mutuelle, ainsi que l'équilibre, la force physique et la flexibilité, car toute la musculature du corps travaille simultanément. Ensemble, les acrobates doivent dépasser l'insécurité et la peur, développer la confiance en eux-mêmes qui émerge quand on défie les lois de la gravité, et rendre possible l'impossible.

Les exercices de jonglerie et d'équilibre, dans lesquels on manipule des objets tels que des boules, des arcs, des assiettes ou d'autres objets quotidiens, aident à développer la partie du cortex cérébral responsable de la perception du mouvement et de l'orientation spatiale, ainsi qu'à élargir la vision périphérique et développer les reflets, avec lesquels on active des processus cognitivo-sensoriels de l'individu. En outre, la jonglerie permet d'explorer et d'améliorer l'agilité dans la relation corps-espace-objet, en travaillant la synchronisation, la coordination et la spatialité. L'erreur cesse d'être négative et effrayante pour devenir normale, appartenir à la vie et la rendre plus palpitante.

Avec les acrobaties au sol, on construit petit à petit, au travers d'un ensemble de mouvements progressifs,

un vocabulaire corporel plus complexe, en utilisant des changements de bases, de supports et de niveaux. On travaille la coordination motrice et le contact avec les autres et avec le sol. Dans cette discipline, nombre d'exercices sont effectués en tandem, à trois ou en groupe, ce qui développe la sensation d'appartenance au groupe et le développement d'outils utiles à l'interaction sociale.

Les équilibres, sur un câble, une boule, un monocycle ou des échasses, développent la coordination motrice et aident à améliorer la coordination de la vue avec les parties supérieure et inférieure du corps. Le déséquilibre existe toujours et le dépasser exige concentration et ténacité. Le simple acte de mettre un pied devant l'autre équivaut à un grand pas en avant dans la vie et implique de dépasser la réaction automatique qui consiste à penser : « Je ne pourrais pas le faire, je n'en suis pas capable ! ». Par ailleurs, cela augmente la sécurité par rapport à l'exercice en cours de réalisation ainsi que la confiance en soi.

En plus de tous les bénéfices qu'apporte directement la pratique des activités du cirque aux participant.e.s, cette initiative favorise aussi le développement de liens entre les institutions collaboratrices, en créant une saine complicité entre elles, tant sur le plan créatif que dans les manières de travailler.

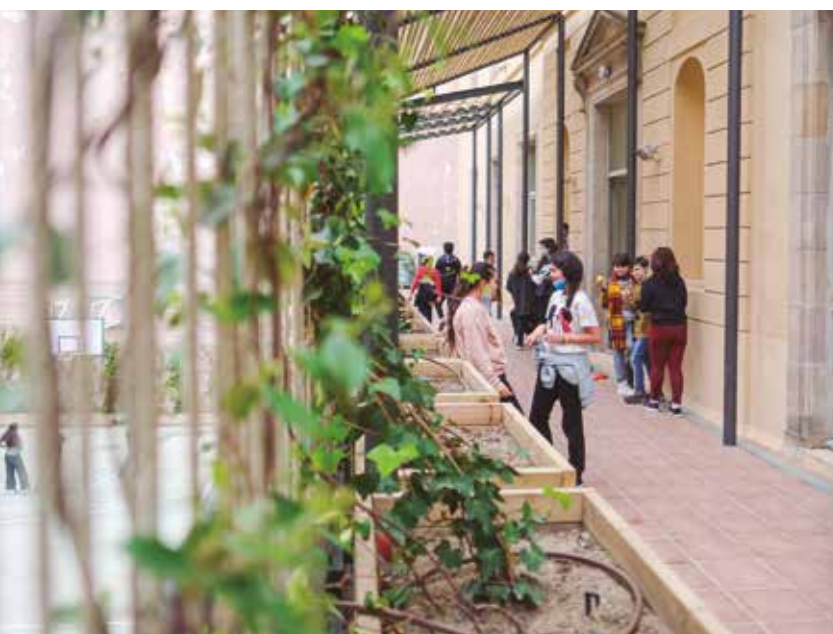
DÉFIS

Actuellement, nous explorons de nouvelles voies de diffusion du travail artistique du cirque, plus concrètement au travers de la plateforme en ligne *Há Cultura / Cultura para todos* (Il y a de la culture / Culture pour tous). C'est une initiative promue par la municipalité de Vila Nova de Famalicão et cofinancée par Norte 2020 par le biais du Fonds social européen (FSE). Le projet se trouve en phase d'examen et d'expérimentation, et ce sera le premier spectacle contemporain de cirque inclusif professionnel auquel participeront 3 jeunes sélectionnés de l'une des institutions participantes et 4 étudiants du Cours des Arts du Cirque professionnels de l'INAC.

Pour l'INAC, cette manière de travailler offre l'opportunité d'explorer les potentialités individuelles, de travailler la diversité dans un contexte professionnel de manière continue dans le temps, et d'étendre la notion d'inclusion à tous les collectifs en danger d'exclusion sociale, et pas seulement aux personnes présentant une diversité fonctionnelle. La professionnalisation du travail inclusif intègre un changement dans la perception de la diversité, de telle manière que les personnes sur scène font partie du monde des artistes, et sont perçues et reconnues comme tels.



L'initiative *Refugis Climàtics a les Escoles* est un projet-pilote dont l'objectif est de transformer les établissements scolaires en espaces sains pour promouvoir le bien-être de la population. Grâce à une méthodologie participative et intégrale, les espaces scolaires adoptent des solutions vertes, bleues et grises. Cette transformation est fondamentale pour l'adaptation de la ville aux effets du réchauffement climatique, tout spécialement pour la population la plus vulnérable.





EXPÉRIENCE

REFUGES CLIMATIQUES DANS LES ÉCOLES : UNE EXPÉRIENCE-PILOTE DE LA MAIRIE DE BARCELONE

Enric Cremades Pastor, coordination des Projets européens et Loi des quartiers de l'Institut municipal de l'Urbanisme • Anna Obach Lapieza et Elena Torner Díez, équipe de support à la coordination des Projets européens

La Mairie de Barcelone s'engage sur différentes actions pour limiter les effets du réchauffement climatique et favoriser l'adaptation, la justice climatique et le développement de la participation des habitant.e.s, au travers des interventions définies dans le Plan Climat¹. Entre autres actions, il est prévu d'améliorer les conditions de confort thermique dans les bâtiments et espaces publics de la ville et de créer un réseau de refuges climatiques face aux températures élevées pour garantir la santé, en prenant un soin tout spécial des collectifs les plus vulnérables.

Dans ce contexte, et dans le cadre de la 3e Convocation du programme *Urban Innovative Actions* (UIA), financé par des fonds FEDER, la Mairie a mis en marche un projet-pilote, *Refugios Climáticos en las Escuelas* (Refuges climatiques dans les écoles) pour adapter celles-ci au réchauffement climatique à partir de l'introduction de solutions vertes (incorporation d'arbres et de plantes), bleues (points d'eau) et grises (éléments d'ombre et de ventilation). Le projet permettra de transformer les établissements scolaires en espaces sains pour favoriser le bien-être de la communauté éducative et développer des activités d'égalité de genre et d'inclusion sociale.

PROCESSUS DE CONCEPTION ET EXÉCUTION

Toute la communauté éducative — équipe de direction, élèves et enseignant.e.s, personnel non enseignant, familles et autres — a participé à la conception des projets de transformation des tests-

Les images qui apparaissent dans cet article montrent des exemples des transformations réalisées dans les cours de divers centres éducatifs à Barcelone, pour les transformer en abris climatiques.

pilotes dans 11 établissements scolaires. Un total de 1 264 personnes est intervenu au fil des quatre séances du processus participatif.

La communauté éducative participe activement à la sélection des solutions qui sont mises en place dans chaque lieu, en fonction de ses besoins et de ses intérêts. La méthodologie proposée se base sur quatre séances participatives, dynamisées par une équipe du programme *Escoles + Sostenibles* (*Écoles plus durables*) qui garantit que la communauté éducative des écoles participantes soit dûment représentée.

Au cours de la première séance, les écoles-pilotes ont choisi et priorisé les interventions à mettre en place dans leur espace. Parmi les solutions proposées et définies par l'équipe technique, les écoles ont montré une préférence pour les mesures favorisant la ventilation naturelle croisée, l'ajout de végétation, le traitement des surfaces verticales et des dallages, l'incorporation de sources d'eau et l'installation de solutions mixtes combinant les espaces d'ombre, de végétation et d'eau.

Le projet de transformation mené à terme dans chaque lieu est défini à partir des priorités énoncées au cours du processus participatif et des rapports techniques fournis par les associés au projet — qui déterminent les besoins des bâtiments et des cours d'école, selon le degré d'exposition à la lumière solaire, le type de matériaux de construction, les besoins de ventilation naturelle croisée et les autres caractéristiques physiques des bâtiments.

Pour chaque école participante, on a élaboré un tableau

¹ <https://ajuntament.barcelona.cat/ecologiaurbana/es/que-hacemos-y-porque/energia-y-cambio-climatico/plan-clima>

de pondération qui inclut des critères techniques, le caractère approprié des solutions, la gestion et l'entretien, ainsi que les nécessités spécifiques du lieu. À partir des résultats de la pondération, une liste définitive de solutions est rédigée, qui résume tous les apports faits par les acteurs impliqués dans le processus.

Le budget de ces travaux — un maximum de 240 000 euros par lieu — détermine le nombre de solutions qui pourront être mises en œuvre dans les établissements d'enseignement, en tenant compte de la nécessité d'ajuster les solutions et en les concentrant de manière à ce qu'elles soient les plus efficaces possible en terme d'impact climatique. Les projets finaux sont le résultat d'un bilan équilibré entre les objectifs initiaux, les demandes des écoles et les rapports de caractère plus technique.

Dans l'ensemble des 11 écoles transformées, de la végétation a remplacé plus de 1 000 m² de sol de béton et on a planté 74 arbres. En outre, on a créé 2 213 m² d'espaces d'ombre et installé 26 nouveaux points d'eau.

Les établissements scolaires transformés intègrent ainsi les Refuges climatiques dans les écoles de la ville, ainsi que d'autres programmes en cours de la Mairie de Barcelone, avec lesquels ils partagent des objectifs et des méthodologies, comme les Écoles plus durables, les *Patis Oberts al Barri* (*Les cours ouvertes au quartier*), et *Transformem els Patis Escolars* (*Nous transformons les cours d'école*).

IMPACT SOCIAL DE L'EXPÉRIENCE

Formation des enseignant.e.s

L'expérience s'accompagne d'une proposition pédagogique à destination de toute la communauté éducative, avec une attention toute spéciale aux élèves de 5e primaire (élèves entre 10 et 11 ans), quant à la manière de s'adapter et de combattre le réchauffement climatique. Cette proposition est transmise aux enseignant.e.s des écoles participantes au travers de divers séminaires de formation, présentant et introduisant la thématique du changement climatique, ses effets sur la santé et les stratégies de réduction et d'adaptation pour l'affronter. En outre, on leur a fourni les ressources nécessaires pour qu'ils/elles puissent transmettre ces connaissances à leurs élèves et développer, ainsi, la mise à profit pédagogique des mesures mises en œuvre.

Les écoles participant au projet *Refuges climatiques dans les écoles* s'engagent aussi à participer au

programme Écoles plus durables, ce qui permet de suivre les transformations qui ont été exécutées dans un contexte de réchauffement climatique, garantissant la continuité avec la possibilité d'incorporer des critères de durabilité dans tous les domaines du travail éducatif des établissements scolaires, de manière intégrale.

Cours d'école ouvertes au quartier

Les écoles-pilotes s'engagent, en outre, à participer au programme *Les cours ouvertes au quartier*², ce qui permet de partager la transformation des espaces avec le quartier, les membres de la communauté éducative, les familles et les autres groupes intéressés.

Cette initiative municipale de la Direction de l'Éducation permet d'utiliser les cours d'école de la ville comme autant d'espaces d'usage public pour les familles, l'enfance et l'adolescence, hors des heures d'ouverture scolaire, les week-ends et pendant les périodes de vacances. De surcroît, le programme a pour objectif d'amplifier et de diversifier les opportunités de jeux et d'activités physiques dans l'espace public. Il s'agit d'un service municipal qui convertit les cours d'école en espaces de loisirs, éducatifs et partagés, de libre accès pour tous et toutes, qu'ils/elles soient lié-e-s ou non au centre.

Toutes les cours d'école ouvertes disposent d'un service d'animateurs qui ouvrent et ferment l'enceinte à l'horaire prévu, veillent au bon usage des installations et font en sorte d'établir des dynamiques de relations entre les enfants et les jeunes utilisateurs. Actuellement, Barcelone dispose de 61 cours d'école ouvertes au quartier, distribuées dans tous les districts de la ville.

Réseau de refuges climatiques

La municipalité de Barcelone, depuis 2019, a mis en fonctionnement un *Red de Refugios Climáticos*³ (Réseau municipal des refuges climatiques) dans lesquels la population peut se protéger de la chaleur, tout spécialement durant les canicules. À cause des effets de la crise climatique, on prévoit que ces vagues de chaleur seront toujours plus fréquentes et intenses. Au cours de l'année 2022, la ville a élargi ce réseau à plus de 200 espaces, soit 47 de plus qu'au cours de l'année antérieure. De cette manière, plus de 95 % de la population dispose d'un refuge à moins de 10 minutes de distance de son domicile.

Ces espaces sont activés durant la phase préventive de la vague de chaleur, qui va du 15 juin au 15 septembre, et ils offrent un confort thermique à la population,

² <https://ajuntament.barcelona.cat/educacio/es/patis-escolares-abiertos>

³ <https://www.barcelona.cat/barcelona-pel-clima/es/barcelona-responde/acciones-concretas/red-de-refugios-climaticos>



tout en maintenant leurs usages et fonctions. Cela peut être des espaces intérieurs (température de 26 °C) ou extérieurs (parcs et jardins avec une présence élevée de verdure urbaine et de sources d'eau), et ils sont spécialement propices pour les personnes vulnérables à la chaleur (bébés, personnes âgées, personnes ayant une maladie chronique, etc.) dans tous les cas où elles ne nécessitent pas d'attention médicale ad hoc. Ces espaces ont, en outre, une bonne accessibilité, offrent des zones de repos (sièges), de l'eau et ils sont sûrs.

Les centres éducatifs qui ont participé au projet *Refuges climatiques dans les écoles* entrent dans le Réseau municipal des refuges climatiques. Pour cette raison même, ils sont dûment signalés, comme le reste des espaces qui composent le réseau, et sont accessibles à l'ensemble de la population.

Nous transformons les cours d'école

Actuellement, la durabilité de l'expérience est garantie grâce au programme *Nous transformons les cours d'école*⁴, qui a pour objectif de transformer les cours d'école en espaces naturalisés, co-éducatifs et communautaires. Cette initiative a intégré les éléments principaux de l'expérience *Refuges climatiques dans les écoles*, tels que les méthodologies participatives et les exigences environnementales.

Le projet est une initiative de la municipalité de Barcelone, exécutée par le Consortium de l'Éducation de Barcelone (CEB), avec la collaboration de l'Association des Instituteurs/trices Rosa Sensat et l'Institut Enfance et Adolescence.

Le programme stimule la transformation des cours d'école, pour profiter au maximum de leur potentiel éducatif et ludique, grâce à un plan d'interventions stable, dans le cadre de l'investissement municipal destiné à entretenir et améliorer les équipements scolaires.

Depuis son édition 2020-21, le programme recueille des méthodologies d'intervention élaborées dans le cadre de l'initiative *Refuges climatiques dans les écoles*, telles que :

- La sélection des établissements scolaires à partir d'une invitation ouverte à toutes les écoles de la ville. Les centres scolaires sont choisis en fonction de critères objectifs et de l'évaluation des conditions environnementales ;
- Un processus participatif qui implique l'ensemble de la communauté éducative ;
- Des solutions vertes, bleues et grises du catalogue de solutions pour transformer les cours d'école en espaces plus naturalisés et durables.

Grâce au programme *Nous transformons les cours d'école*, nous avons pu transformer 14 écoles au cours de l'été 2021, 17 au cours de l'année 2022, et l'on prévoit que cette transformation des cours d'école se poursuivra dans toute la ville au cours des prochaines années.

L'incorporation de ces éléments garantit la continuité des actions prévues dans le Plan Climat de la municipalité de Barcelone, afin de réduire les effets de réchauffement climatique, dans une perspective intégrale et participative.

⁴ <https://ajuntament.barcelona.cat/educacio/es/transformamos-los-patios>



« Nous sommes ici à parler et à raconter des histoires parce qu'il y a des années quelqu'un a résisté et parce que, aujourd'hui, nous résistons aussi »

Groupe Bordadeiras de Alto Alegre



L'initiative Bordando Resistência est composée d'un groupe de femmes brodeuses, de la communauté quilombola d'Alto Alegre, un vestige des « quilombos » — des lieux reculés où les esclaves qui ont fui les plantations se sont installés pour commencer une nouvelle vie. Cette communauté, de la municipalité d'Horizonte, utilise l'art comme un outil d'autonomisation, d'inclusion et d'autonomie.





EXPÉRIENCE

UNE EXPÉRIENCE DE BRODERIE ANCESTRALE COMME OUTIL DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DE RÉSISTANCE FÉMININE

Rita de Cássia Martins Enéas Moura
Sociologue et secrétaire à l'Éducation de la ville d'Horizonte

LA COMMUNAUTÉ QUILOMBOLA D'HORIZONTE

La ville d'Horizonte¹ est située dans la Région métropolitaine de Fortaleza, dans l'État de Ceará, à environ 40 km de la capitale *cearense*, dans le nord-est du Brésil. La population actuelle est estimée à 68 529 habitant.e.s (données de 2020 de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques – IBGE²), distribués dans une aire géographique de 160 km², divisée en quatre districts : Aningas, Dourado, Queimadas et la ville d'Horizonte, siège de la Mairie.

Depuis son émancipation en 1989, la ville a connu une grande croissance économique et sociale, et elle est devenue un des grands pôles industriels de la région, attirant de nombreuses personnes migrantes. Actuellement, elle est la 5e municipalité percevant le plus d'Impôts sur la circulation des marchandises et des prestations de services (ICMS) et elle possède un des PIB les plus élevés de l'État de Ceará. En ce qui concerne la violence, le Secrétariat municipal à la sécurité, la citoyenneté et la mobilité annonce une importante tendance à la baisse de la criminalité ; en effet, selon les dernières données disponibles, au fil de l'année 2019 dans la ville d'Horizonte, les meurtres ont diminué de 69,5 % par rapport à l'année antérieure³.

La ville dispose de 16 centres d'éducation infantile, de 27 établissements de niveau primaire et 3 de secondaire, d'un Centre d'éducation spéciale (CACE) qui accueille des enfants et des adolescents des

Les images de cet article montrent des exemples du travail effectué par le collectif Bordadeiras de Alto Alegre dans le cadre du Projet Bordadeiras de Alto Alegre, dans la commune d'Horizonte.

écoles municipales ayant une diversité fonctionnelle, et d'un Centre d'éducation de personnes jeunes et adultes (CEJAH), qui reçoivent environ 17 000 élèves. La municipalité dispose, en outre, d'un centre culturel et d'un établissement de formation professionnelle au sein de la communauté quilombola.

Cette communauté est descendante d'un ancêtre commun connu sous le nom de Cazuza, qui s'était enfui de nombreuses décennies plus tôt de Barra do Ceará, dans la zone côtière, pour s'installer dans la région. Dans leur majorité, les habitant.e.s de la communauté sont des paysan.ne.s qui manquent de moyens de production et travaillent fréquemment pour les propriétaires des terres. Dans ce contexte d'exploitation du travail et d'invisibilité sociale, les femmes deviennent de potentielles victimes de multiples formes de violence.

INÉGALITÉ ET RACISME

Il est évident que l'inégalité dont souffrent les personnes racialisées est un puissant indicateur d'injustice sociale, car elle se traduit par des conditions sociales et économiques qui ne dépendent pas du mérite et de l'effort personnels, mais uniquement de la discrimination. Il est très triste de constater que, à la fin de cette deuxième décennie du XXIe siècle, perdure encore un racisme profond et marqué. Les statistiques démontrent que les individus noirs sont les principales victimes de la violence policière, de la pauvreté, du chômage et d'un faible niveau de scolarisation.

¹ <https://www.horizonte.ce.gov.br/sobre-a-cidade/>

² <https://www.ibge.gov.br/cidades-e-estados/ce/horizonte.html>

³ <https://www.sspds.ce.gov.br/estatisticas-2/>



Ainsi, une recherche menée en 2019 constatait que l'indice d'homicides pour 100 000 personnes afro-descendantes était de 29,2, alors que parmi la population non racialisée il n'atteignait que 11,2. C'est-à-dire que le risque qu'un individu noir soit assassiné au Brésil est 2,6 fois supérieur à celui d'un individu blanc (Atlas de Violência, 2021 ⁴). Dans le domaine de l'éducation, les chiffres sont tout à fait similaires ; 76 % des jeunes non racialisés entre 15 et 17 ans sont scolarisés dans les établissements d'enseignement secondaire, alors que parmi la population noire le chiffre descend à 62 %, soit une différence de 14 points (IBGE, 2000).

FEMMES ET AFRO-DESCENDANTES

Toujours selon l'IBGE, les femmes racialisées, en comparaison avec d'autres segments de la population, se sentent peu en sécurité et plus vulnérables dans tous les espaces et ambiances qu'elles fréquentent, y compris dans leur propre foyer. Selon une étude réalisée par la Faculté latino-américaine de sciences sociales (Flacso, 2015 ⁵), parmi les 83 pays faisant l'objet de l'étude, le Brésil occupe la 5e place quant au nombre de meurtres de femmes. En ce qui concerne le profil des victimes de féminicide dans ce pays,

74,7 % de celles-ci avaient entre 18 et 44 ans, 61,8 % étaient des femmes noires, 81,5 % ont été assassinées par leur conjoint ou ex-conjoint et 8,3 % par d'autres membres de la famille. En définitive, la majorité est constituée de femmes jeunes, noires et victimes de violence domestique (Annuaire de la sécurité publique du Brésil, 2021 ⁶).

Ainsi, il est urgent de penser à des actions positives permettant à ces femmes d'affronter les différentes situations de violence et de négation de leurs droits. L'émancipation de la femme est fondamentale, et il faut élargir la vision féminine envers elle-même, son corps, son ascendance et son identité pour trouver le chemin conduisant à l'autonomie et à l'inclusion.

TRANSFORMER GRÂCE À LA BRODERIE

L'initiative *Bordando Resistência: Bordeiras de Alto Alegre* (Brodant la résistance : les brodeuses d'Alto Alegre) est constituée par un groupe de femmes brodeuses, de la communauté quilombola d'Alto Alegre, qui utilisent l'art comme outil d'émancipation, d'inclusion et d'autonomie.

Le projet adopte précisément cette perspective, suivant les voies parcourues par les ancêtres des participantes, à partir de narrations orales et du symbolisme représenté au travers de l'art millénaire de la broderie artisanale. Le projet *Bordant la résistance : les brodeuses d'Alto Alegre* a démarré avec la participation de 15 femmes de la communauté auxquelles, peu à peu, se sont unies d'autres membres des familles de manière spontanée. Toutefois, l'objectif est de travailler avec des petits groupes pour renforcer les liens et favoriser un dialogue réel et sincère entre les participantes.

L'essence du projet est de promouvoir des espaces de dialogue collectif visant la reconnaissance de la culture et de l'identité ancestrales, pour renforcer l'autonomie de genre et défendre les droits des femmes quilombolas au travers de la réalisation de différentes activités : cours de broderie artisanale mettant l'accent sur la mémoire et la culture ; élaboration de produits artisanaux permettant l'inclusion au monde du travail et l'obtention de revenus ; enfin, organisation d'ateliers de dialogue interactif pour analyser et réfléchir sur les discriminations racistes, en renforçant la culture de défense des droits des femmes et de la population afro-descendante dans son ensemble.

⁴ <https://www.ipea.gov.br/atlasviolencia/>

⁵ <https://flacso.org.br/2015/11/09/mapa-da-violencia-2015-homicidio-de-mulheres-no-brasil/>

⁶ <https://forumseguranca.org.br/wp-content/uploads/2021/10/anuario-15-completo-v7-251021.pdf>

Les résultats que l'on a pu observer à court terme sont, entre autres, l'émancipation des participantes ; la découverte de potentiels artistiques ; la génération de revenus pour les femmes afro-descendantes ; la reconnaissance de la culture ; et le renforcement des liens entre les participantes. À long terme, on espère parvenir à la consolidation de la culture de la broderie dans la communauté, et peut-être dans toute la municipalité, ainsi qu'à une meilleure reconnaissance du potentiel artistico-culturel de la population quilombola.

Dans ce voyage, les liens se renforcent, on voit croître un sentiment d'enracinement et les regards acquièrent le pouvoir de se substituer aux mots. Petit à petit, on voit s'inscrire et vivre collectivement une histoire de résistance et de résilience.

PHASES DE L'INITIATIVE

Toutes les actions planifiées et développées ont comme base méthodologique la réalisation d'ateliers de broderie, de discussions, de tables rondes, de colloques et d'autres formes de dialogue et de participation populaire. Elles maintiennent toujours comme toile de fond l'activité de broderie pour converser sur la culture, l'enracinement, les racines noires, l'émancipation de la femme et sa participation aux espaces sociaux et politiques, ainsi que d'autres questions qui ont une incidence sur la vie quotidienne des participantes. Tout cela se déroule en deux étapes distinctes :

- Dans une première étape se constitue le groupe intergénérationnel de femmes qui participeront par la suite au cours de broderie artisanale autour de la culture et de l'histoire du lieu. Il y a des réunions tous les 15 jours dans la communauté, durant lesquelles s'organisent des cercles de conversation et des dynamiques de groupe avec l'aide de ressources audiovisuelles ;
- La deuxième étape est centrée sur la réalisation d'ateliers entrepreneuriaux visant à la production et la génération de revenus. Au cours de cette étape, l'initiative bénéficie de la collaboration d'importantes associations qui apportent une visibilité, une reconnaissance, une sensibilisation et des opportunités pour le groupe et, en conséquence, pour les familles et le territoire. Le travail et les produits résultant de l'expérience ont été présentés au cours de deux expositions importantes ; *Porque Cazuzza Resistiu, resistimos também* (Parce que Cazuzza a résisté, nous avons résisté aussi) (2018) et *De Olho d'Água a Horizonte* (D'Olho d'Água à Horizonte) (2022). La moyenne des revenus obtenus par les participantes est toujours limitée, mais elle suppose

une réussite personnelle qui renforce l'estime de soi des femmes et de leurs familles.

Il convient aussi de remarquer les projets *Marias Brasileiras* (Marias brésiliennes), de caractère socio-politique, et *El Arte de bordar la historia con las manos y la mirada de la infancia: una experiencia de bordado ancestral* (L'art de broder l'histoire avec les mains et le regard de l'enfance : une expérience de broderie ancestrale), avec un versant plus éducatif, tous les deux issus de cette expérience.

Comme points forts et résultats subjectifs du projet, on peut noter : le renforcement de l'identité alliée à la rupture des stéréotypes construits au fil du temps par le racisme structurel ; la création de nouveaux espaces générateurs de culture, de communication, de conscience sociale, d'enracinement et de reconnaissance territoriale ; et le renforcement des relations familiales et intergénérationnelles générées au travers des discussions et des ateliers de broderie.

Il y a aussi quelques aspects que l'on pourrait améliorer : entre autres, la possibilité de générer des revenus de manière plus constante et durable ; la promotion de davantage d'opportunités de formation pour que les femmes puissent apprendre à s'engager avec leur production individuelle en ce qui concerne l'emploi de leur temps et le respect des délais de livraison des commandes ; et l'obtention d'un espace de propriété où elles pourraient développer les activités, vu qu'actuellement celles-ci se tiennent dans un local prêté.

En tant que groupe, nous sommes en constante évolution et ouvertes à réaliser des changements qui apporteraient une valeur sociale, culturelle et économique aux vies de ces femmes. De ce point de vue, nous envisageons continuellement de nouveaux modèles de produits avec une référence ethnique pour développer l'offre et la présence du groupe sur le marché ; nous lançons des campagnes de marketing publicitaire pour renforcer le pari du groupe pour une production de pièces d'auteur centrées sur l'univers féminin ; et, enfin, nous recherchons des stratégies qui rendraient possible à moyen terme l'acquisition d'un local (atelier) de propriété pour développer les activités du groupe *Bordadeiras de Alto Alegre*.

Il nous reste cependant beaucoup de chemin à parcourir en ce qui concerne l'autonomie, mais nos succès nous poussent à poursuivre notre route, motivé.e.s et beaucoup plus heureux/euses que lorsque nous avons commencé en 2017.



En se basant sur le vieux proverbe portugais « Dis-moi quelque chose et je l'oublierai, montre-le-moi et je m'en souviendrai, implique-moi et je l'apprendrai », la municipalité de Loures, au travers du projet *RiosComVida*, souhaite sensibiliser les habitant.e.s à l'importance de conserver le patrimoine naturel. Le projet prévoit la réalisation d'actions éducatives et de sensibilisation à l'environnement pour la communauté scolaire, dans le but de conforter la conservation de la nature et de la biodiversité en développant la valorisation du patrimoine naturel et les écosystèmes, au travers des nouvelles technologies.





EXPÉRIENCE

« RIOSCOMVIDA » : LES COURS D'EAU DE LOURES AU CENTRE DE LA DURABILITÉ

Ana Catarina Sabino et Ana João Gaiolas
Division de l'Énergie et de la Durabilité, Municipalité de Loures

OBJECTIFS ET SITUATION DU PROJET

Le projet *RiosComVida* (Cours d'eau vivants) a pour objectif de renforcer l'offre municipale en matière d'éducation et de sensibilisation environnementale, en se centrant sur le thème de la protection de la vie sur terre et de son impact sur les ressources hydriques. Le projet comprend la réalisation d'actions de sensibilisation et de participation des habitant.e.s, avec la création d'un manifeste pour la communauté scolaire et la production de contenus digitaux de communication et de diffusion, tels qu'un guide de terrain, une infographie et un dépliant numérique.

Le projet est mis en oeuvre dans la municipalité de Loures, dans ses 10 districts (Bucelas, Fanhões, Loures, Lousa, Camarate/Unhos/Apelção, Moscavide/Portela, Sacavém/Prior Velho, Santa Iria da Azóia/São João da Talha/Bobadela, Santo Antão do Tojal/São Julião do Tojal, Santo António dos Cavaleiros/Frielas). La municipalité de Loures occupe une surface de 167,24 km² et fait partie de la zone métropolitaine de Lisbonne. Sa population est de 214 328 habitant.e.s, dont 16 % ont entre 0 et 14 ans, 62 % entre 15 et 64 ans, et les 22 % restants âgés de plus de 65 ans.

Les principaux objectifs du projet visent à sensibiliser la population de la commune de Loures à la biodiversité et à la géo-diversité des cours d'eau du territoire au travers de :

- Une meilleure connaissance de la biodiversité, de la géo-diversité et du rôle que leurs habitats, leurs espèces et leurs écosystèmes jouent dans leurs diverses fonctions de protection, de régulation,

de défense et de sécurité des lits et des rives des fleuves et des rivières, ainsi que l'importance de l'équilibre des facteurs biotiques et abiotiques dans la nature ;

- La découverte des fonctions structurantes (écologiques et géologiques) du réseau hydrographique ainsi que des impacts sociaux, culturels et de durabilité, associant leur importance écologique à l'histoire des cours d'eau ;
- La stratégie municipale de planification et gestion territoriale des cours d'eau, dans la perspective de solutions et de méthodes priorisant la neutralisation des principaux points vulnérables identifiés dans le Plan d'action municipal d'adaptation aux changements climatiques ;
- Une prise de conscience de l'importance de l'élimination des espèces invasives de flore aquatique pour la conservation de la biodiversité ;
- La bio-surveillance des espèces de faune et de flore riveraines présentes dans les cours d'eau de la municipalité.

VOYAGE VIRTUEL DANS LE RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE DE LA MUNICIPALITÉ

La participation active des habitant.e.s, au travers de leurs visites et de leur implication dans le projet *Cours d'eau vivants* ouvre une opportunité de sensibiliser aux problèmes en rapport avec les écosystèmes fluviaux, ce qui a pour effet d'émanciper la population. Cette perspective a, en outre, l'avantage de développer la participation de la communauté éducative aux processus de prise de décisions, ce qui est important pour la construction d'une société durable, ainsi que pour renforcer la collaboration avec les autorités quant à la recherche d'une meilleure conservation des cours d'eau.

Les images de cet article montrent les activités pédagogiques et environnementales qui sont mises en œuvre dans le cadre du Projet RiosComVida, dans la commune de Loures.



Guardarrios, qui signifie « garde fluvial », est un petit personnage de dessins animés qui accompagne les participant.e.s tout au long de leur voyage virtuel, et leur permet de découvrir la biodiversité et les ressources géologiques de la région, en les guidant au travers des plans et des stratégies municipales employées pour régénérer les cours d'eau.

Grâce à *Guardarrios*, les participant.e.s sont transporté.e.s dans un voyage virtuel au travers du réseau hydrographique municipal, parcourant les 250 km de cours d'eau de Loures, explorant sa biodiversité et sa géo-diversité, ainsi que les problèmes associés au contrôle de la flore aquatique invasive. Ce contrôle fait partie du Plan stratégique de régénération fluviale, qui est une stratégie d'intervention dans tous les cours d'eau de la municipalité afin d'adapter le territoire aux changements climatiques.

Ce voyage virtuel comporte trois niveaux différents d'exploration et de connaissance détaillée du territoire, de la biodiversité et de la géo-diversité. Plus concrètement, il s'agit des habitats, des écosystèmes, des valeurs naturelles (flore et faune), des composants abiotiques et des espèces invasives, ainsi que de la manière d'aborder les problèmes associés à leur présence en rapport à la préservation de la biodiversité

qui conditionne, à son tour, la conservation des écosystèmes fluviaux. Au travers de ce film 3D, les participant.e.s bénéficient d'une vision panoramique de l'ensemble du bassin hydrographique, et d'une vision plus précise et encore plus détaillée du lit fluvial principal.

EXPÉRIENCE SENSORIELLE

Dans le cadre du projet, la communauté éducative a la possibilité d'effectuer des visites in situ afin de découvrir les diverses espèces de la flore et de la faune présentes dans les cours d'eau de la zone. Cette visite constitue en fait une sorte de mini-laboratoire de terrain qui permet d'évaluer l'état sanitaire des cours d'eau (composition physico-chimique de l'eau et identification de macro-invertébrés) et d'offrir une expérience sensorielle des différents sons de la nature. Ainsi, le projet met en évidence l'importance de la relation de l'être humain avec les rivières et les fleuves, les lagunes et les étangs, et le patrimoine naturel dans son ensemble, ce qui contribue à une citoyenneté plus active quant à la conservation et à la préservation de ces écosystèmes.

D'autre part, l'initiative facilite le dialogue ouvert, critique et réflexif. Quand l'activité est mise en œuvre par une école, le projet développe la participation



des enseignant.e.s avec la création d'un manifeste *RiosComVida*. Grâce à ce manifeste, aussi bien les élèves que les professeur.e.s peuvent jouer un rôle actif dans la société, et proposer des actions visant la régénération écologique et la mise en valeur environnementale et paysagistique du territoire, en faisant parvenir leurs voix aux responsables politiques.

OUTILS DE DIFFUSION

La communication, la diffusion et la divulgation du projet se fait au travers de moyens numériques, qui constituent un excellent outil de communication pour des objectifs du projet et plus concrètement pour l'importance des écosystèmes riverains pour les communautés voisines, et pour lutter contre les changements climatiques. De ce point de vue et sous le thème *Cours d'eau vivants*, nous avons élaboré :

- a. Un guide de terrain numérique, qui sert de support pour les élèves et les enseignant.e.s, au travers duquel, grâce à l'utilisation d'une méthode scientifique expérimentale, on peut recueillir et enregistrer des données géographiques, biologiques et historiques, développant les connaissances sur un habitat riverain visitable dans l'ensemble des 250 km de cours d'eau de la municipalité ;
- b. Une infographie digitale, qui permet de compiler les informations les plus importantes sur le bassin hydrographique, la bio-surveillance et le plan stratégique de régénération des fleuves et rivières et de sensibilisation environnementale ;
- c. Un dépliant numérique qui, qui sert aussi à savoir comment procéder en cas de situations de mauvais usage de la part des visiteurs et visiteuses

ou des communautés dans lesquelles coulent ces cours d'eau.

IMPACTS DU PROJET

Le projet *Cours d'eau vivants* contribue activement aux Objectifs de Développement Durable (ODD) 4, 6, 15 et 13 grâce aux actions suivantes ;

- Fournir une information utile aux habitant.e.s et amplifier leur sensibilisation environnementale, et mettre l'accent sur leur rôle dans la promotion du développement durable, dans des aspects tels que la conservation de la nature et de la biodiversité, en contribuant à la valorisation du patrimoine naturel ;
- Faire connaître l'impact environnemental négatif des espèces invasives quant à la préservation des écosystèmes ;
- Identifier les problèmes associés aux changements climatiques.

Avant la déclaration de la pandémie de COVID-19, le projet *Cours d'eau vivants* bénéficiait de la participation de 816 étudiant.e.s à 37 activités développées tout au long des deux années précédentes. Au cours de l'année 2022, nous pensons récupérer le rythme interrompu en développant davantage d'actions de formation et de sensibilisation pour 750 étudiant.e.s et toucher toute la communauté éducative, aussi bien grâce au manifeste qu'aux actions, jusqu'à atteindre 8 000 personnes.

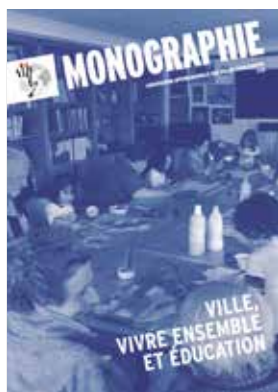
En termes d'impact, on a observé une augmentation des populations de reptiles, d'amphibies, d'oiseaux et de mammifères et une diminution des espèces invasives, avec une prédominance des espèces autochtones. On a aussi constaté une réduction graduelle de la sédimentation des cours d'eau qui se sont régénérés, une augmentation de la biodiversité, ainsi qu'un meilleur usage de ces espaces de la part des habitant.e.s pour des promenades pendant les loisirs.

Grâce à la participation active de la population, on a aussi vu augmenter le nombre de communications aux autorités de la part des habitant.e.s indiquant la détection d'anomalies, telles que la présence de résidus et de mauvaises odeurs. De ce point de vue, la citoyenneté active a incité l'administration à effectuer une surveillance plus rigoureuse des espaces, avec la création d'une brigade spécifique de Gardes fluviaux. La mission de la municipalité de Loures est de continuer à défendre la vie des cours d'eau et des écosystèmes riverains, en améliorant toujours les actions et les interventions, ainsi qu'en innovant dans les méthodes de sensibilisation, d'éducation et de participation des habitant.e.s dans le domaine de la conservation des ressources hydriques.

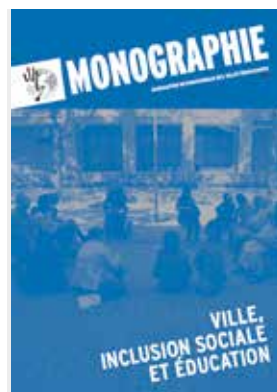
Collection de monographies



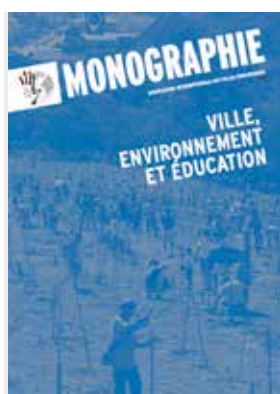
N° 7
Ville, Culture et
Éducation



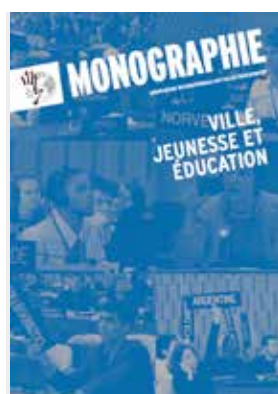
N° 6
Ville, Vivre Ensemble
et Éducation



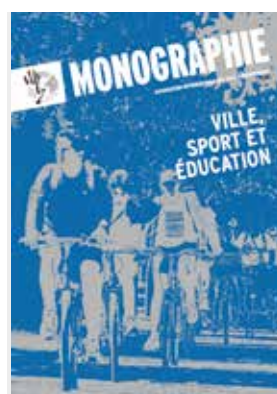
N° 5
Ville, Inclusion
Sociale et Éducation



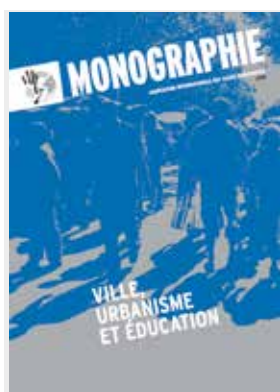
N° 4
Ville, Environnement
et Éducation



N° 3
Ville, Jeunesse
et Éducation



N° 2
Ville, Sport
et Éducation



N° 1
Ville, Urbanisme
et Éducation





INTERNATIONAL ASSOCIATION OF
Educating Cities
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES
Villes Éducatrices
ASOCIACIÓN INTERNACIONAL DE
Ciudades Educadoras

« L'éducation à l'éthique et au droit de prendre soin — et de prendre soin de manière digne — pourrait servir de levier pour la construction d'un réseau dans lequel tous les individus et tous les agents sociaux seraient conjointement responsables des soins et de la régénération permanente du bien-être ; un réseau dans lequel les vies prises en charge ne le seraient pas aux dépens d'autres vies — humaines ou non humaines. »

Yayo Herrero

Anthropologue, éducatrice sociale,
enseignante et militante écoféministe.



**Ajuntament
de Barcelona**